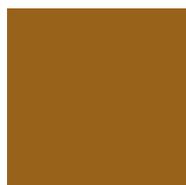
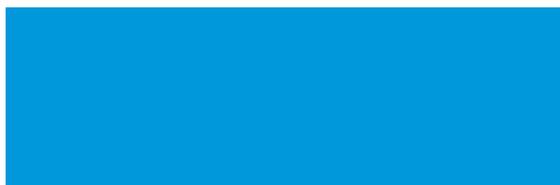


Convention d'objectifs et de gestion

■ 2016-2020



www.msa.fr



L'essentiel & plus encore

Cette convention d'objectifs et de gestion a été signée le 06 septembre 2016 par :

Marisol Touraine, *ministre des Affaires sociales et de la Santé*

Stéphane Le Foll, *ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt*

Christian Eckert, *secrétaire d'État au Budget, auprès du ministre des Finances et des Comptes publics*

Pascal Cormery, *Président de la MSA*

Michel Brault, *Directeur général de la CCMSA*

Crédits photos CCMSA Image : Benoît Moreau, Franck Beloncle, Téo Lannié - bukki88 et Geneviève Powel de Istockphoto - Juin 2016

Sommaire

| | |
|---|----|
| Préambule..... | 5 |
| Ambition 1 Développer des services aux adhérents et aux entreprises, dans une logique de mise en œuvre des politiques publiques | 7 |
| Axe 1 Personnaliser et simplifier la relation avec les adhérents et les entreprises, tout en garantissant un traitement homogène sur tout le territoire | 7 |
| Fiche thématique 1 : Relation de service..... | 8 |
| Fiche thématique 2 : Simplification et dématérialisation..... | 12 |
| Fiche thématique 3 : Qualité de service..... | 16 |
| Fiche thématique 4 : Recouvrement..... | 18 |
| Axe 2 Favoriser l'accès aux soins et à la prévention | 22 |
| Fiche thématique 5 : Politique de santé..... | 23 |
| Fiche thématique 6 : Prévention..... | 29 |
| Fiche thématique 7 : Santé-sécurité au travail..... | 32 |
| Axe 3 Contribuer à l'égal accès aux services sur tous les territoires | 35 |
| Fiche thématique 8 : Action sanitaire et sociale..... | 36 |

| | |
|--|-----|
| Ambition 2 | |
| Améliorer la performance globale de la MSA | 40 |
| | |
| Axe 1 | |
| Renforcer la maîtrise des risques et la lutte contre la fraude | 40 |
| Fiche thématique 9 : Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | 41 |
| | |
| Axe 2 | |
| Renforcer le pilotage en vue d'accroître la performance | 47 |
| Fiche thématique 10 : Pilotage de la performance | 48 |
| Fiche thématique 11 : Informatique | 52 |
| Fiche thématique 12 : Immobilier et développement durable | 57 |
| Fiche thématique 13 : Achats | 60 |
| Fiche thématique 14 : Statistiques | 62 |
| | |
| Axe 3 | |
| Conforter la responsabilité sociale de l'employeur | 67 |
| Fiche thématique 15 : Ressources humaines | 68 |
| | |
| Annexes | 71 |
| Annexe 1 : Règles budgétaires de la COG MSA pour la période 2016-2020 | 72 |
| Annexe 2 : Fonds national de gestion administrative (FNGA) | 80 |
| Annexe 3 : Fonds national d'action sanitaire et sociale (FNASS) | 81 |
| Annexe 4 : Fonds national d'éducation et d'information à la prévention des salariés agricoles (FNEIPSA) | 82 |
| Annexe 5 : Fonds national de prévention et risque professionnel (FNPR) | 83 |
| Annexe 6 : Condition d'évaluation et de révision de la COG | 85 |
| Annexe 7 : Tableaux des indicateurs de résultat et de pilotage | 86 |
| Annexe 8 : Fiches dictionnaire des indicateurs de pilotage et de résultat | 92 |
| Annexe 9 : Glossaire | 154 |

Préambule

Depuis le plan de réforme de la sécurité sociale de 1996 qui a instauré une demande contractuelle sur les objectifs et les moyens et la loi organique des lois de financement de 2001 qui a fait passer la gestion publique d'une culture de moyens à une culture de résultats, la Mutualité sociale agricole (MSA) s'est engagée sur quatre conventions d'objectifs et de gestion (COG) avec l'État.

Cette cinquième convention s'inscrit dans la continuité des précédentes avec une adaptabilité voulue par les évolutions de la protection sociale et de son environnement et une recherche de plus de performance en lien avec les enjeux financiers qui doivent être relevés collectivement.

Forte de son guichet unique et de sa proximité sur les territoires, la MSA entend concilier avec pragmatisme l'adaptation de ses organisations et de ses services avec l'amélioration de sa performance globale dans le cadre général de sa responsabilité sociale. Dans cette perspective, le projet porté par la présente COG se traduit par une double ambition.

❖ 1^{re} ambition

Le développement des services aux adhérents et aux entreprises, dans une logique de mise en œuvre des politiques publiques.

Trois axes structurent cette 1^{re} ambition :

- ▶ personnaliser et simplifier la relation avec les adhérents et les entreprises, tout en garantissant un traitement homogène sur tout le territoire ;
- ▶ favoriser l'accès aux soins et à la prévention ;
- ▶ contribuer à l'égal accès aux services sur tous les territoires.

Sur le premier axe, la MSA s'attachera à apporter des réponses simplifiées et personnalisées aux adhérents et aux entreprises, en étant attentive à la qualité des contacts sur l'ensemble des canaux, et en mettant en œuvre de nouveaux services dématérialisés.

La MSA veillera en même temps à l'égalité de traitement sur tous les territoires, en favorisant l'accès aux droits et aux services et en assurant un service de prestations performant et homogène. Elle sera aussi attentive à la qualité du recouvrement et à l'accompagnement des actifs en difficulté dans le cadre des crises agricoles.

Sur le deuxième axe, la MSA développera des actions permettant d'accompagner les assurés dans l'optimisation de leur parcours de santé, en étant particulièrement attentive aux territoires en risque de rupture d'accès aux soins. Elle contribuera à la stratégie nationale de santé et à l'efficacité du système de soins en promouvant son offre de prévention et en participant aux actions de prévention pilotées par l'État. Dans le domaine de la santé-sécurité au travail, elle mettra en œuvre le plan pluriannuel 2016-2020.

L'expertise que développe la MSA sur de nombreux domaines et sa proximité de terrain permettent d'en faire un acteur reconnu sur les territoires.

Sur ce troisième axe, la MSA confortera ses actions visant à accompagner les retraités dans leur avancée en âge sur leurs territoires de vie, à améliorer les conditions de vie des familles en participant aux politiques publiques de rééquilibrage territorial, à favoriser l'inclusion dans l'emploi des actifs agricoles en risque de désinsertion professionnelle du fait de leur situation de santé ou de leur handicap.

✚ 2° ambition : l'amélioration de la performance globale de la MSA

L'amélioration de la performance globale, au-delà des résultats déjà obtenus, demeure une ambition majeure de la MSA. Trois axes structurent cette ambition :

- ▶ renforcer la maîtrise des risques et la lutte contre la fraude ;
- ▶ renforcer le pilotage en vue d'accroître la performance ;
- ▶ conforter la responsabilité sociale de l'employeur.

Sur le premier axe, afin de garantir la juste utilisation des moyens de la protection sociale, la MSA s'engage à développer ses outils de maîtrise des risques et à conforter son action dans la lutte contre les fraudes.

Sur le second axe, la MSA engagera des mutualisations nationales et de proximité ambitieuses au sein d'un réseau déjà restructuré à 35 caisses. Les actions porteront notamment sur la réduction des écarts de productivité entre organismes par une optimisation et une harmonisation des processus, et sur le développement de l'automatisation et de la dématérialisation au travers de la mise en œuvre du schéma directeur du système d'information. Ces actions seront complétées par une politique d'amélioration de la gestion immobilière, dans le cadre du développement durable, et par une politique institutionnelle des achats renforcée.

Par ailleurs, la MSA renforcera la qualité et l'offre des données statistiques, et sa capacité d'observation et d'expertise à destination des pouvoirs publics et des publics agricoles.

Enfin, sur le troisième axe, la MSA accompagnera l'évolution des métiers et des organisations, en veillant à l'adaptation continue des compétences et des qualifications. Son action s'inscrira dans la dynamique de responsabilité sociale des entreprises et des institutions au travers des actions relatives au maintien dans l'emploi des seniors, à l'insertion des jeunes, à l'intégration des salariés en situation de handicap, à la prévention des risques de discriminations et à la promotion de la parité femmes/hommes.

Être ambitieux pour de meilleurs services et plus de performances avec une réelle maîtrise des moyens tout en conservant les valeurs **fondatrices de la MSA qui sont, le mutualisme, la solidarité et la proximité, c'est là tout l'enjeu de cette convention d'objectifs et de gestion.**

Ambition 1

Développer des services aux adhérents et aux entreprises, dans une logique de mise en œuvre des politiques publiques

Axe 1

Personnaliser et simplifier la relation avec les adhérents et les entreprises, tout en garantissant un traitement homogène sur tout le territoire

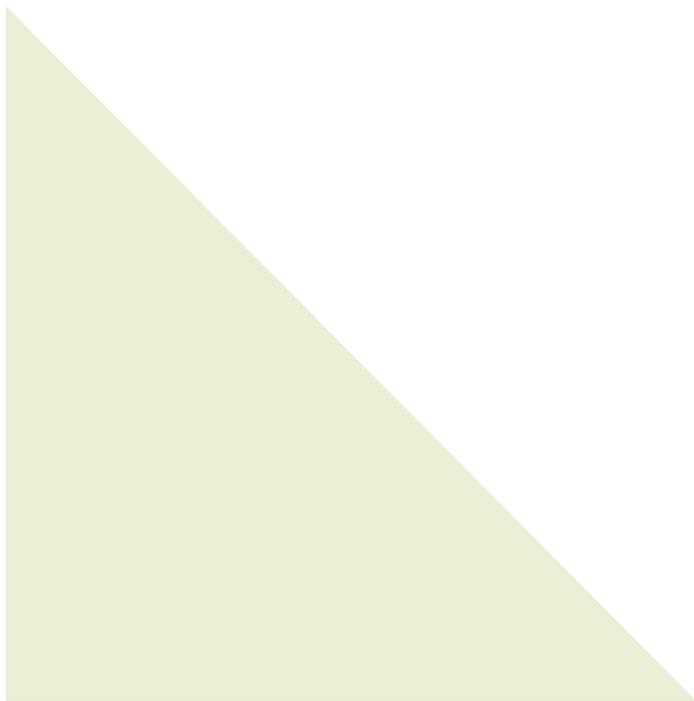
Fiches thématiques

.....
Fiche 1 : Relation de service

.....
Fiche 2 : Simplification et dématérialisation

.....
Fiche 3 : Qualité de service

.....
Fiche 4 : Recouvrement



Fiche 1

Relation de service

La MSA souligne la portée et le caractère essentiel de la **relation de service** avec l'ensemble de ses adhérents (particuliers et professionnels). Elle doit permettre aux différentes catégories d'adhérents de bénéficier d'une offre globale personnalisée et adaptée à leur situation, d'en faciliter l'accès et dans le même temps d'améliorer la performance interne de la MSA. La relation de service va bien au-delà de la gestion de la relation client et s'inscrit dans une mobilisation transverse de tous les acteurs MSA pour la délivrance d'un service efficient.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

La MSA s'engage à **développer une relation de service personnalisée** en matière d'accès aux droits et aux services. Elle se traduira par le développement de parcours client permettant d'informer, orienter et accompagner au mieux l'ensemble des adhérents, qui présentent une diversité de situations personnelles, familiales ou professionnelles. Cette démarche s'appuiera sur la connaissance des ressortissants, issue du recueil de leurs attentes et besoins.

Cette approche nouvelle permet de situer le client au cœur des préoccupations de la MSA, à l'occasion notamment de la mise en œuvre de réformes majeures telles que la déclaration sociale nominative (DSN) ou la liquidation unique régimes alignés (Lura).

Pour adapter en permanence les modalités de sa relation des services et en garantir la qualité, la MSA souhaite également enrichir les outils de mesure et d'analyse de la satisfaction, mais aussi de l'insatisfaction, avec pour objectif de disposer de résultats plus ciblés, et permettant de conduire des actions de nature à garantir un niveau de satisfaction suffisant pour chaque typologie de population.

Ces orientations ne peuvent être mises en œuvre sans **une optimisation de la gestion**

des contacts. Pour cela, la MSA définira les canaux à privilégier selon les motifs et segments de population tout en tenant compte de ses spécificités (personnes très âgées, zones blanches...). Elle analysera les comportements et motifs de contacts par canal, et définira des engagements de service pour chacun d'eux.

Ces travaux doivent permettre notamment d'orienter les contacts à faible valeur ajoutée vers une prise en charge dématérialisée, et de réserver la relation téléphonique et en face à face aux contacts à forte valeur ajoutée. L'optimisation de la gestion des contacts reposera également sur la réduction de la répétition tous canaux confondus.

Le téléphone reste un mode de contact privilégié par les assurés et les entreprises : un pilotage national renforcé visera donc à améliorer la gestion des contacts téléphoniques et les taux de réponse. Des actions spécifiques seront aussi conduites sur les supports écrits (courriels et courriers).

Dans le cadre de sa relation de service, la MSA s'engage à **répondre aux enjeux de la proximité**. Les choix d'implantation territoriale doivent tenir compte de la diversité des territoires et de la nécessité d'être présent dans le monde rural. Ils ne peuvent être définis qu'à partir de diagnostics locaux. Pour valoriser les implantations dans un contexte de fortes contraintes économiques, la MSA explorera, en complémentarité avec le développement des maisons de services aux publics (msap), des voies de coopération avec d'autres organismes.

Par ailleurs, la MSA privilégiera dans ses points de contact l'accueil sur rendez-vous.

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|---|---------------|---|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 1 | Développer une relation de service personnalisée | 1.1 | Mettre en œuvre le dispositif de recueil des attentes et besoins sur les segments prioritaires de population. | 1.1.1 | Réalisation de la segmentation de la population (Oui/non) | Livable | X | | | | |
| | | | | 1.1.2 | Construction du dispositif de recueil des attentes et besoins (Oui/non) | Livable | X | | | | |
| | | | | 1.1.3 | Mise en œuvre du dispositif sur les segments prioritaires (Oui/non) | Livable | | X | | | |
| | | 1.2 | Optimiser les parcours client en lien avec les projets prioritaires de la MSA | 1.2.1 | Formalisation du parcours « entrée dans le régime » (Oui/non) | Livable | X | | | | |
| | | | | 1.2.2 | Formalisation du parcours « Lura » (Oui/non) | Livable | | X | | | |
| | | | | 1.2.3 | Formalisation du parcours « DSN » (Oui/non) | Livable | | X | | | |
| | | | | 1.2.4 | Taux de déploiement des parcours clients | Indicateur de pilotage | X | X | | | |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|-----------------------------------|-----------|---|---------------|---|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| | | 1.3 | Mesurer et comprendre les éléments constitutifs de la satisfaction et de l'insatisfaction client | 1.3.1 | Elaboration d'un nouveau dispositif de recueil de la satisfaction (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | | | 1.3.2 | Taux global de satisfaction | Indicateur de Pilotage | | | X | | X |
| 2 | Optimiser la gestion des contacts | 2.1 | Définir les canaux à privilégier selon les motifs et segments de population et analyser les comportements et motifs de contacts par canal | 2.1.1 | Définition des canaux de contact à privilégier (Oui/non) | Livrable | | X | | | |
| | | | | 2.1.2 | Réalisation de l'analyse annuelle sur les comportements et motifs de contacts par canal (Oui/non) | Livrable | | | X | X | X |
| | | 2.2 | Mettre en œuvre un plan d'action pour réduire la réitération des contacts en améliorant notamment les supports écrits (courriers, e-mails) en lien avec le schéma directeur informatique (outil de gestion de l'écrit). | 2.2.1 | Définition de l'indicateur de mesure de la réitération (Oui/non) | Livrable | | X | | | |
| | | | | 2.2.2 | Mesure de la réitération des contacts | Indicateur de résultat | | | C1* | C2* | C3* |
| | | | | 2.2.3 | Déploiement des actions de réduction de la réitération des contacts (Oui/non) | Livrable | | | | X | X |

* les cibles seront déterminées lors du bilan 2017

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|----------|--|------------|---|---------------|---|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| | | 2.3 | Garantir la qualité de la relation client par canal. | 2.3.1 | Pourcentage d'appels aboutis | Indicateur de résultat | 85% | 85% | 85% | 85% | 85% |
| | | | | 2.3.2 | Définition de l'indicateur de mesure de délai de réponse aux mails. (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | | | 2.3.3 | Délai de réponse aux mails | Indicateur de résultat | | C1** | C2** | C3** | C4** |
| 3 | Répondre aux enjeux de la proximité | 3.1 | Conduire les diagnostics locaux pour définir les besoins sur le territoire. | 3.1.1 | Bilan sur la réalisation des diagnostics locaux (Oui/non) | Livrable | | X | | | |
| | | 3.2 | Formaliser les schémas d'implantation territoriale | 3.2.1 | Bilan sur la formalisation des schémas territoriaux (Oui/non) | Livrable | | | X | | |
| | | 3.3 | Suivre la montée en charge de l'accueil sur rendez-vous | 3.3.1 | Taux de personnes reçues sur rendez vous | Indicateur de pilotage | | X | X | X | X |

** les cibles seront déterminées lors du bilan 2016

Fiche 2

Simplification et dématérialisation

Les adhérents (professionnels et particuliers) souhaitent bénéficier d'une **relation simple** et efficace avec la MSA. Au fil des ans, la MSA a renforcé son offre de service dématérialisée en déployant de nouveaux services et de nouvelles modalités d'échanges (plus de 50 services en ligne sont proposés aujourd'hui).

Les chiffres constatés (on compte aujourd'hui 1,2 million d'inscrits à l'espace privé MSA et 1,4 million de visites chaque mois sur les sites Internet) démontrent que ce mode de contact correspond aux attentes des publics en termes d'accès à l'information sur les droits, les démarches, la prévention et de simplification des démarches administratives.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

La MSA s'engage à **assurer le déploiement de la déclaration sociale nominative (DSN)** avant le 1^{er} juillet 2017, conformément aux échéances fixées par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016. Le passage du dispositif d'appel chiffré à la DSN requiert un suivi de la montée en charge de son déploiement. Cela implique notamment pour le régime agricole un suivi du nombre d'entreprises (établissements employeurs) entrées dans la DSN et du nombre de déclarations enregistrées par trimestre.

Dans le but de former à chaque étape du projet DSN le personnel MSA, un dispositif de formation dédié sera constitué et diffusé au sein des caisses de MSA.

La MSA contribuera à ce titre, avec l'ensemble des autres organismes destinataires des données issues de la DSN, au support de prise en charge des sollicitations des cotisants, à la fois de premier et de deuxième niveau. Au titre de ce deuxième niveau, elle contribuera à la plateforme virtuelle commune de traitement des appels concernant la DSN.

La MSA s'engage également à **déployer le titre emploi service agricole (Tesa)** qui permettra aux petits employeurs agricoles, dépourvus de logiciel de paie et n'ayant pas recours à un tiers déclarant, de satisfaire à leurs obligations déclaratives DSN. Le régime agricole suivra le nombre d'utilisateurs concernés par le titre emploi service agricole.

Par ailleurs, outre la mise en œuvre d'actions proactives destinées à informer les assurés et à s'assurer de l'effectivité de l'ouverture des droits, le plein accès aux droits sociaux repose également sur une **simplification des démarches**, à conduire également dans le cadre de l'interrégimes.

Intégrée aux travaux conduits dans le cadre de la relation de service, l'offre de service dématérialisée continuera de s'étoffer tout en tenant compte de la capacité des publics à recourir à cette offre (limite d'usage, d'accès Internet et d'équipement). Au-delà du développement des services, la MSA poursuivra une intensification de leur utilisation, au détriment des démarches papier.

La MSA s'engage à mettre à la disposition des adhérents, sur les sites Internet de l'institution, une information en ligne de qualité à destination des professionnels et des assurés pour faciliter le recours aux droits et la réalisation de leurs démarches.

Des actions de promotion et d'accompagnement permettront de faire connaître ces nouveaux services et de favoriser leur appropriation.

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|--|---------------|---|------------------------|--|----------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 4 | Assurer le déploiement de la DSN (Déclaration Sociale Nominative) | 4.1 | Assurer la montée en charge du déploiement de la DSN | 4.1.1 | Nombre d'établissements employeurs déposant une DSN | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |
| | | | | 4.1.2 | Nombre de DSN enregistrées | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |
| | | 4.2 | Accompagner les cotisants au changement via le réseau de référents dans les caisses. | 4.2.1 | Mise à disposition des référents DSN d'un guide de bonnes pratiques (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | | | 4.3 | Construire et diffuser à destination des caisses de MSA, un bagage de formation (ingénierie de déploiement) | 4.3.1 | Diffusion du bagage de formation (Oui/non) | Livrable | | X | |
| 5 | Déployer le Tesa (Titre Emploi Service Agricole) | 5.1 | Déployer le Tesa permettant aux employeurs de main d'œuvre agricole, dépourvus de logiciel de paye, n'ayant pas recours à un tiers déclarant ou se situant dans une zone géographique non couverte par l'internet haut débit, de satisfaire à leurs obligations déclaratives dans le cadre de la mise en œuvre obligatoire de la DSN | 5.1.1 | Nombre d'utilisateurs du service TESA étendu | Indicateur de pilotage | | X | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|---|---------------|--|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 6 | Contribuer à la simplification des démarches en développant la dématérialisation | 6.1 | Participer aux actions du partenariat interrégime, pour assurer la plénitude et la continuité des droits aux prestations des assurés en cas de mutation, notamment par la dématérialisation | 6.1.1 | Mise en œuvre de l'automatisation des mutations inter régimes en famille (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | | | 6.1.2 | Mise en œuvre de l'automatisation des mutations inter régimes en maladie (Oui/non) | Livrable | E1* | | | | |
| | | 6.2 | Augmenter les taux d'usage des services en ligne pour les professionnels | 6.2.1 | Développement de l'indicateur global d'utilisation des services en ligne pour les professionnels (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | | | 6.2.2 | Taux global d'utilisation des services en ligne pour les professionnels (échanges de fichiers, télédéclarations, webitique partielle et télépaiements) | Indicateur de résultat | | | C1** | C2** | C3** |

* Echéance à déterminer lors du bilan 2016

** les cibles seront déterminées lors du bilan 2017

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---------------------|------------|--|---------------|--|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| | | 6.3 | Augmenter les taux d'usage des services en ligne pour les particuliers | 6.3.1 | Développement de l'indicateur global d'utilisation des services en ligne pour les particuliers (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | | | 6.3.2 | Taux global d'utilisation des services en ligne pour les particuliers (télédéclarations, webitique) pour les PF et la santé. | Indicateur de résultat | | | C1* | C2* | C3* |
| | | 6.4 | Développer de nouvelles télé procédures | 6.4.1 | Bilan sur le développement de nouvelles procédures (Oui/non) | Livrable | | | X | | |
| | | 6.5 | Fournir une information de référence sur les sites Internet MSA | 6.5.1 | Taux de satisfaction des utilisateurs des sites Internet MSA | Indicateur de pilotage | | X | X | X | X |

* les cibles seront déterminées lors du bilan 2017

ACTIONS À CONDUIRE PAR L'ÉTAT ET ÉCHÉANCES

| N° engt | Pour la mise en œuvre des engagements suivants : | N° action | L'Etat s'engage à : | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|----------|---|------------|---|---------------|--|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 6 | Contribuer à la simplification des démarches en développant la dématérialisation | 6.6 | Etudier les propositions de la MSA en matière de dématérialisation. | 6.6.1 | Recommandations de la MSA prises en compte (Oui/non) | Livrable | | | | X | |

Fiche 3

Qualité de service

La MSA porte une attention toute particulière à la **qualité de service** et aux délais de la liquidation qui sont au cœur des problématiques et enjeux de la relation de service.

En effet, pour garantir la qualité de service aux adhérents en matière de remboursement ou de versement de prestations, une vigilance particulière quant à la performance de la production est nécessaire.

C'est pourquoi, la MSA, en tant que guichet unique, doit veiller, sur les domaines santé, Famille et Retraite, à garantir une offre de service à la hauteur des attentes de ses assurés.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

Pour **favoriser l'accès aux droits et aux services**, la MSA entend tirer pleinement parti de son organisation en guichet unique, en développant les rendez-vous prestations. Elle veillera aussi à accompagner les assurés et les entreprises dans la mise en œuvre des grandes réformes, dans le domaine des cotisations, de la retraite, de la famille ou de la santé. Elle participera aux actions en partenariat interrégimes pour assurer la continuité des droits en cas de mutation.

La MSA s'engage à **assurer un service des prestations performant et homogène sur tout le territoire**. Elle s'appuiera notamment sur ses nouveaux outils de mesure des stocks et des délais en vue de renforcer le pilotage national des résultats. Ce pilotage national doit permettre d'atteindre globalement les objectifs fixés au plan national comme local, tout en vérifiant que les mesures correctrices nécessaires sont prises dans les caisses qui seront en écart.

Concernant les outre-mer, la MSA veillera à l'installation et au bon fonctionnement de la caisse de Saint-Barthélemy et s'engagera également dans l'amélioration de qualité de service des caisses générales de sécurité sociale (CGSS).

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|--|---------------|--|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 7 | Favoriser l'accès aux droits et aux services des assurés | 7.1 | Développer les rendez-vous prestations sur le territoire et cibler sur des populations prioritaires (bénéficiaires Gipa, non déclarants médecin traitant...) | 7.1.1 | Nombre annuel de RDV Prestations | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |
| 8 | Assurer un service des prestations performant et homogène sur le territoire | 8.1 | Mesurer les délais de traitement des prestations familiales, des prestations logement | 8.1.1 | Taux de dossiers traités à échéance pour les PF | Indicateur de résultat | 98% | 98% | 98% | 98% | 98% |
| | | 8.2 | Mesurer les délais de traitement du RSA | 8.2.1 | Taux de dossiers traités à échéance pour le RSA | Indicateur de résultat | 99% | 99% | 99% | 99% | 99% |
| | | 8.3 | Mesurer les délais de traitement des demandes de retraite | 8.3.1 | Taux de dossiers traités à échéance pour les prestations retraite | Indicateur de résultat | 99% | 99% | 99% | 99% | 99% |
| | | | | 8.3.2 | Taux de reconstitution de carrières | Indicateur de résultat | 99% | | | | |
| | | | | 8.3.3 | Taux de carrières top vérifiées sur les générations proches de la retraite | Indicateur de résultat | | C1* | C2* | C3* | C4* |
| | | 8.4 | Mesurer les délais de paiement des IJ maladie, maternité et AT | 8.4.1 | Délai de paiement des IJ Maladie non subrogées | Indicateur de résultat | | C1* | C2* | C3* | C4* |
| | | 8.5 | Créer la caisse de Saint Barthélemy | 8.5.1 | Ouverture de la CPS (Oui/non) | Livrable | | X | | | |

* les cibles seront déterminées lors du bilan 2016

Fiche 4

Recouvrement

L'efficacité du **recouvrement** demeure un enjeu majeur pour le régime agricole afin de maintenir ses équilibres financiers. La MSA poursuit ainsi le développement de sa politique du recouvrement, conçue et mise en œuvre depuis plusieurs COG, caractérisée notamment par le déploiement de socles communs de recouvrement, la mise en place d'un outil de suivi des débiteurs et un futur dispositif de traitement des difficultés que rencontrent les cotisants.

Dans un contexte économique contraint, le maintien de l'efficacité du recouvrement du régime agricole passe également par la prise en compte des difficultés rencontrées par les cotisants.

La MSA vise à poursuivre l'optimisation de sa politique de recouvrement en fournissant au réseau des caisses de MSA les outils nécessaires à l'amélioration et au suivi de la performance du recouvrement.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

Les performances de la MSA en matière de **recouvrement**, telles qu'on peut les mesurer par les taux de restes à recouvrer, constituent une priorité pour le régime agricole. La MSA s'engage à améliorer le recouvrement des cotisations sociales, destinées à assurer le financement du régime de la protection sociale agricole des travailleurs non-salariés ainsi que des salariés.

La MSA s'engage à réaliser, sur la période conventionnelle, le suivi et l'évolution des socles communs de recouvrement ainsi que leur mise à jour régulière afin de tenir compte du contexte et des évolutions législatives.

Elle assure la primauté de la phase amiable en privilégiant les relances téléphoniques dans le cadre du recouvrement amiable et évaluera la performance du recouvrement amiable (lettres de rappel amiable) par comparaison au recouvrement forcé (contraintes

signifiées et contraintes notifiées). Elle veillera par ailleurs à privilégier la signification des actes de recouvrement par lettre recommandée avec accusé de réception et non par huissier et allongera les délais pour régulariser la situation entre la mise en demeure et l'envoi de la contrainte.

Afin d'assurer l'efficacité du recouvrement tout en assurant la maîtrise des coûts de gestion, la MSA veille à favoriser le recours à des procédures de recouvrement les plus efficaces tout en privilégiant les actions les moins coûteuses. Elle s'engage plus particulièrement à renforcer le recours aux oppositions à tiers détenteur ainsi qu'à favoriser le recours à la cession de créance en la proposant au débiteur.

L'accompagnement des cotisants en difficulté dans le cadre des crises agricoles constitue un point d'attention particulier pour la MSA, qui doit mettre en œuvre les mesures d'assouplissement lorsqu'elles sont décidées au plan national tout en s'assurant, en lien avec les médiateurs, des conditions du retour à un fonctionnement normalisé.

La MSA s'engage à communiquer vers les agriculteurs et filières sur les dispositifs d'accompagnement existants pour les crises agricoles.

S'agissant des employeurs agricoles

La mise en place de la Déclaration sociale nominative impliquant pour le réseau un changement important de passage de l'appel de cotisations à l'auto-liquidation, la MSA s'engage à développer un service de support aux questions relatives à la DSN des employeurs (cf. fiche 2 simplification et dématérialisation).

La MSA, en qualité de créancier public, joue un rôle de premier plan dans le cadre du traitement des entreprises en difficulté en proposant des réponses appropriées aux premières difficultés (délais de paiement, prises en charge et remises de majoration de retard). Elle contribue pleinement à la dynamique du dispositif institutionnel, en participant notamment au comité départemental des chefs de services financiers (CCSF).

Dans son action, elle promeut un équilibre entre prise en compte des difficultés des entreprises, maintien du jeu de la concurrence et préservation du financement social.

Afin d'améliorer l'efficacité du traitement des entreprises en difficulté, la CCMSA s'assurera de la bonne connaissance par le réseau des caisses du panel de procédures mises à leur disposition pour mener à bien leur mission de recouvrement et d'accompagnement.

La CCMSA veillera au développement d'un outil informatique performant sur le traitement des procédures collectives.

La MSA s'engage à **développer la procédure de rescrit social pour les cotisants.**

Le développement de la procédure de rescrit social pour les cotisants permettra ainsi de renforcer la sécurisation juridique et le droit des cotisants compte tenu de la complexité et de la mouvance de l'environnement législatif et réglementaire.

Par ailleurs, ce développement permettra un meilleur accompagnement des ressortissants dans l'application des règles de droit ayant des incidences en matière de cotisations et de contributions sociales afin de prévenir les risques de contestation ou de contentieux.

Dans ce cadre, la MSA s'engage à communiquer pour promouvoir davantage la procédure de rescrit social auprès des cotisants ou futurs cotisants.

Par ailleurs, elle s'engage à réintégrer les questions juridiques liées à une situation individuelle dans la procédure de rescrit social ce qui favorisera la sécurisation juridique des réponses aux cotisants.

Par ailleurs, l'augmentation du nombre de litiges et leurs enjeux financiers nécessitent que la MSA améliore la gestion de ses contentieux juridictionnels. C'est dans cet objectif que la MSA entend mieux appréhender l'évolution de la jurisprudence et les pratiques juridiques et judiciaires en développant les échanges avec l'ordre judiciaire.

ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT

Afin d'améliorer le recouvrement des cotisations, plusieurs mesures de simplification des procédures précontentieuses et contentieuses ont été identifiées et adoptées au cours des dernières années, avec notamment un objectif de simplification pour l'adhérent, de productivité pour les MSA et une plus grande efficacité dans le recouvrement.

Ces mesures seront poursuivies : sera examinée la possibilité de notifier au débiteur cessionnaire les cessions de créances par lettre recommandée avec accusé de réception et non plus par signification d'huissier de justice.

Cette démarche pourra être accompagnée d'une réflexion autour de la dématérialisation des actes de procédure de recouvrement.

Afin de préparer le passage à la DSN, les textes relatifs au recouvrement seront modifiés afin d'être mis en cohérence avec les dispositions du régime général.

Face à l'engagement de **développer la procédure de rescrit social pour les cotisants**, il sera proposé :

- ▶ une extension du champ du rescrit d'une part par l'élargissement aux branches professionnelles et, d'autre part, par la requalification en rescrit social des questions ne respectant pas le formalisme du rescrit ;
- ▶ une simplification du formalisme de la procédure de rescrit social afin de permettre la réception des demandes de rescrit par voie dématérialisée. Pour ce faire, l'État étudiera les moyens d'assouplir les conditions de forme attachées à la demande d'un rescrit social.

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|---|---------------|---|------------------------|---------------------|-------|-------|-------|-------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 9 | Améliorer le recouvrement | 9.1 | Améliorer la qualité du recouvrement | 9.1.1 | Taux RAR non-salariés | Indicateur de résultat | 4,40% | 4,25% | 4,10% | 3,95% | 3,8% |
| | | | | 9.1.2 | Taux RAR employeurs | Indicateur de résultat | 1,49% | 1,48% | 1,47% | 1,46% | 1,45% |
| | | 9.2 | Suivre et mettre à jour les socles communs du recouvrement (modes opératoires communs à toutes les MSA) | 9.2.1 | Socles communs du recouvrement à jour (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |
| | | 9.3 | Améliorer la gestion des primo-débiteurs | 9.3.1 | Bilan sur la performance du recouvrement amiable (Oui/non) | Livrable | | | X | | |
| | | 9.4 | Développer le recours aux procédures efficaces | 9.4.1 | Bilan sur les oppositions à tiers détenteur et les cessions de créances (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |
| | | 9.5 | Harmoniser le traitement des entreprises en difficulté | 9.5.1 | Réalisation du guide des procédures contentieuses (Oui/non) | Livrable | | | X | | |
| 10 | Accompagner les cotisants en difficulté dans le cadre de crises agricoles | 10.1 | Communiquer vers les cotisants et filières sur les dispositifs d'accompagnement existants pour les crises agricoles | 10.1.1 | Réalisation du guide des crises agricoles (Oui/non) | Livrable | X | | | | |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|---|---------------|----------------------------|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 11 | Développer la procédure de rescrit social pour les cotisants | 11.1 | Communiquer pour promouvoir plus fortement la procédure de rescrit social | 11.1.1 | Nombre de rescrits | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |

ACTIONS À CONDUIRE PAR L'ÉTAT ET ÉCHÉANCES

| N° engt | Pour la mise en œuvre des engagements suivants : | N° action | L'Etat s'engage à : | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|--|---------------|---|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 9 | Améliorer le recouvrement | 9.6 | Etudier la possibilité de notifier les cessions de créances non plus par huissier de justice mais par une lettre recommandée avec demande d'avis de réception | 9.6.1 | Evolution des textes (Oui/non) | Livrable | | X | | | |
| | | 9.7 | Expertiser les pistes de simplification des outils de recouvrement forcé à disposition des organismes de recouvrement | 9.7.1 | Evolution des textes (Oui/non) | Livrable | | X | | | |
| 11 | Développer la procédure de rescrit social pour les cotisants | 11.2 | Faire évoluer la législation et la réglementation afin de favoriser l'utilisation du rescrit par une extension du champ et un assouplissement des conditions de forme attachées à la demande d'un rescrit social | 11.2.1 | Évolution de la réglementation sur la demande de rescrit social (Oui/non) | Livrable | X | | | | |

Ambition 1

Développer des services aux adhérents
et aux entreprises, dans une logique
de mise en œuvre des politiques publiques

Axe 2

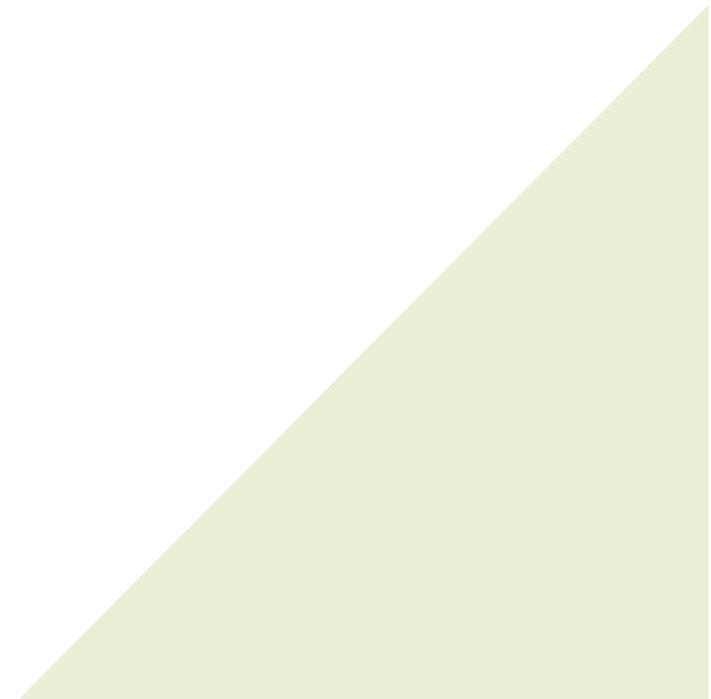
Favoriser l'accès aux soins et à la prévention

Fiches thématiques

.....
Fiche 5 : Politique de santé

.....
Fiche 6 : Prévention

.....
Fiche 7 : Santé-sécurité au travail



Fiche 5

Politique de santé

L'optimisation du parcours de santé constitue un objectif central de la **politique de santé**. Au-delà de la prise en charge globale des ressortissants agricoles, l'égal accès aux services sur tous les territoires reste un enjeu, pour éviter les pertes de chances dans les territoires ruraux. C'est aussi un gage d'efficience, puisque les inadéquations qui dégradent souvent la santé des personnes sont également coûteuses pour le système de santé.

La MSA mettra en œuvre la stratégie nationale en matière de santé et les orientations de l'État :

- ▶ en favorisant une meilleure accessibilité aux soins par le déploiement du tiers-payant généralisé (TPG) et la modernisation des droits à l'assurance maladie (PUMA cf. fiche dématérialisation-simplification) ;
- ▶ en optimisant, en lien avec les agences régionales de santé (ARS) et dans une approche interrégimes les parcours de santé de ses ressortissants ;
- ▶ en étant force de proposition auprès des pouvoirs publics pour l'amélioration et la rationalisation de l'offre de soins en milieu rural ;
- ▶ enfin, en renforçant les efforts de maîtrise des dépenses d'assurance maladie notamment par le développement d'actions de gestion du risque.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

La MSA s'engage à **mettre en œuvre le tiers payant généralisé (TPG)** et à moderniser les droits à l'assurance maladie.

La MSA s'engage à accompagner les assurés dans l'optimisation de leur parcours de santé, en particulier auprès des malades chroniques polyopathologiques complexes, en lien avec leurs soignants.

La MSA s'engage à **mettre en œuvre la politique de parcours de santé sous l'égide de chaque ARS sur les territoires ruraux identifiés**. La MSA ciblera prioritairement les territoires ruraux en risque de rupture d'accessibilité à l'offre de soins. L'enjeu pour la MSA est de contribuer à la mise en œuvre du projet de loi de modernisation du système de santé (communautés territoriales de santé au public, plateformes d'appui...).

Les projets actuellement travaillés par la MSA avec les ARS sont : "Pays de Santé", des actions de coordination auprès des professionnels de premier recours pour accompagner les parcours dans la sphère médico-sociale et sociale, l'expérimentation chirurgie ambulatoire, l'éducation à la santé familiale, l'accompagnement des maisons de santé pluridisciplinaires (MSP) et plus largement des équipes de soins primaires à la construction du projet de santé ou à l'accès aux dispositifs de prévention, la sensibilisation des professionnels de santé à l'exercice en milieu rural dans le cadre du pacte santé territoire.

En matière de gestion du risque en maladie, la MSA s'engage à **améliorer la connaissance des risques de la population agricole et rurale et à proposer aux pouvoirs publics des leviers d'amélioration de la performance et de l'efficience du système de soins**, notamment dans le cadre de la réalisation du rapport charges et produits, et à **renforcer la gestion du risque maladie** par la mise en œuvre de son plan de gestion du risque (GDR) intégrant des actions spécifiques aux caractéristiques de sa population. Elle s'impliquera également aux côtés des autres régimes et des ARS dans le cadre de plans concertés. Enfin, la MSA développera un plan d'action visant à améliorer la performance du recours contre tiers (RCT).

ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT

L'État s'engage :

- ▶ à examiner, suite à l'analyse des propositions de la MSA, les évolutions nécessaires de l'offre de soins en milieu rural en cohérence avec les besoins identifiés de manière partagée sur les territoires ;
- ▶ et à mettre en œuvre, le cas échéant, les réorganisations qu'il juge souhaitable pour améliorer et rationaliser l'offre de soins sur les territoires ruraux ;
- ▶ intégrer la MSA comme membre des futurs conseils territoriaux de santé, conformément à la loi de modernisation du système de santé

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|--|---------------|--|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 12 | Mettre en œuvre le Tiers payant généralisé et déployer des actions d'amélioration continue de la prise en charge de l'assuré dans son parcours de soins en ville | 12.1 | Respecter le calendrier de mise en œuvre des différents jalons du tiers payant généralisé : 100% assurance maladie obligatoire (AMO) puis généralisation à tous les assurés | 12.1.1 | Bilan du déploiement du tiers payant généralisé (Oui/non) | Livrable | | X | | | |
| | | 12.2 | Harmoniser les règles de contrôle de la liquidation en inter-régime afin notamment de réduire les rejets aux professionnels de santé en renforçant le pilotage de l'activité | 12.2.1 | Mise en place d'un tableau de bord sur le suivi des taux de rejets de liquidation aux professionnels de santé (défini en inter-régime) (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | | | 12.2.2 | Suivi mensuel du taux de rejet des feuilles de soins selon leur type (électroniques/papiers) et tiers payant/non tiers payant (Oui/non) | Livrable | | X | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|-----------|---|-------------|---|---------------|---|------------------------|---------------------|------|-------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| | | 12.3 | Garantir une liquidation fiable et rapide des prestations santé | 12.3.1 | Taux de remboursement dans les délais des feuilles de soins électroniques aux assurés | Indicateur de résultat | 93,5% | 95% | 96,5% | 98% | 98% |
| | | | | 12.3.2 | Taux de paiement dans les délais des frais de santé aux professionnels de santé | Indicateur de résultat | | 100% | 100% | 100% | 100% |
| 13 | Accompagner les assurés dans l'optimisation de leur parcours de santé (sauf actions de prévention) | 13.1 | Accompagner les malades chroniques complexes atteints de polyopathologies en vue d'optimiser leur parcours. | 13.1.1 | Bilan sur l'accompagnement maladies chroniques (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|--|---------------|--|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 14 | Contribuer aux politiques publiques de santé en accompagnant les territoires ruraux | 14.1 | Déployer l'éducation à la santé familiale MSA | 14.1.1 | Evaluation médico-administrative de l'expérimentation éducation santé familiale (Oui/non) | Livrable | | | X | | |
| | | | | 14.1.2 | Bilan du déploiement de l'action éducation santé familiale sur les territoires (Oui/non) | Livrable | | | | X | X |
| | | 14.2 | Elaborer le diagnostic territorial approfondi sous l'égide des ARS | 14.2.1 | Nombre (cumulé) de territoires ayant fait l'objet d'un diagnostic territorial MSA, dans le cadre d'une mission ARS | Indicateur de pilotage | X | X | X | | |
| | | 14.3 | Proposer à l'ARS une contractualisation sur une offre de service MSA pour améliorer les parcours de santé en milieu rural, en lien avec les enseignements tirés des diagnostics territoriaux | 14.3.1 | Bilan des propositions de la MSA à destination des ARS (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|---|---------------|--|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 15 | Renforcer la gestion des risques maladie couverts par la MSA | 15.1 | Améliorer la connaissance des caractéristiques des populations agricoles et rurales (risque maladie) et proposer aux pouvoirs publics des leviers d'amélioration de la performance et de l'efficacité du système de soins | 15.1.1 | Production du rapport charge et produit (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |
| | | 15.2 | Mettre en œuvre un plan de gestion du risque (GDR) MSA aux côtés des autres régimes et des ARS dans le cadre de plans de GDR concertés | 15.2.1 | Bilan des actions gestion du risque GDR concertées avec les ARS auxquelles la MSA contribue (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |
| | | | | 15.2.2 | Taux de recours à la chirurgie ambulatoire des assurés agricoles sur les pathologies ciblées par l'expérimentation | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |
| | | 15.3 | Améliorer la performance du recours contre tiers | 15.3.1 | Taux d'évolution des montants encaissés par affilié au titre des recours contre tiers | Indicateur de résultat | +10% | +10% | +5% | +5% | +5% |

ACTIONS À CONDUIRE PAR L'ÉTAT ET ÉCHÉANCES

| N° engt | Pour la mise en œuvre des engagements suivants : | N° action | L'Etat s'engage à : | N° évaluation | Évaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|------------|--|--------------|---|------------------|---|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 14 | Contribuer aux politiques publiques de santé en accompagnant les territoires ruraux | 14.4 | Analyser le diagnostic partagé des besoins et les propositions concrètes d'évolution de l'offre de soins sur les territoires ruraux | 14.4.1 | Mise en œuvre, le cas échéant, des propositions en matière de réorganisation de l'offre de soins sur les territoires ruraux (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |

Fiche 6

Prévention

La loi de santé en lien avec la stratégie nationale de santé définit comme une priorité le développement de la promotion de la santé en favorisant notamment l'éducation et la prévention à tous les âges de la vie. Il s'agit également de combattre les inégalités de santé par la promotion de la santé et la prévention en favorisant des stratégies de prévention innovantes.

Dans le cadre de son programme national de prévention, la MSA contribuera à la mise en œuvre des programmes et actions déclinant les priorités définies par les pouvoirs publics en :

- ▶ renforçant dans ses actions le rôle du médecin traitant et des équipes de soins de santé primaire dans les programmes de vaccination, de dépistage, d'éducation et de promotion de la santé,
- ▶ développant des actions ciblées et adaptées aux besoins des assurés notamment vers les jeunes, les non-consommateurs de soins et de prévention, et les publics les plus précaires,
- ▶ intégrant, dans son offre des stratégies de prévention innovantes et multicanaux,
- ▶ Prenant en compte les futurs contrats territoriaux de santé pilotés par les agences régionales de santé.

LES ENGAGEMENTS DE LA MSA

La MSA s'engage à développer et **promouvoir une offre de prévention adaptée aux besoins des assurés et à leurs territoires.**

À cette fin, elle déploiera des dispositifs ciblant prioritairement les non-consommateurs de soins et de prévention et renforcera l'offre de prévention auprès des jeunes. Pour augmenter l'attractivité des actions de promotion de la santé auprès des jeunes, l'intégration d'outils numériques dans les dispositifs de prévention sera privilégiée.

La MSA s'engage à **coordonner et à développer dans le cadre de l'interrégimes une offre de télé-services à destination des assurés.** Les télé-services développés seront déterminés en accord avec les pouvoirs publics et devront permettre de compléter l'offre existante en favorisant l'accès via les technologies de l'information et de la communication.

Dans le cadre de son programme national de prévention, la MSA **contribuera à la stratégie nationale de santé et à l'efficacité du système de soins en participant aux actions de prévention pilotées par l'État**, notamment les dispositifs de dépistage des cancers, les campagnes de vaccination ou encore la prévention bucco-dentaire chez les enfants, les adolescents et les femmes enceintes. La MSA produira et diffusera des études et des statistiques (cf. fiche n°14 sur les statistiques).

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|------------|--|--------------|---|------------------|--|---------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 16 | Promouvoir une offre de prévention adaptée aux besoins des assurés et à leurs territoires en favorisant le développement de la prévention conformément aux mesures de la loi de santé | 16.1 | Déployer un nouveau protocole Instantans santé ciblant les sous- consommateurs de soins et de prévention | 16.1.1 | Taux d'assurés participants à l'intégralité du parcours « Instantans Santé » | Indicateur de pilotage | | X | X | X | X |
| | | 16.2 | Mettre en œuvre un protocole d'accompagnement des jeunes non consommateurs de soins bucco dentaires | 16.2.1 | Bilan du dispositif « bilan de prévention » (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X |
| | | 16.3 | Déployer l'action santé des aidants sur le territoire national | 16.3.1 | Bilan du déploiement du parcours "Santé des aidants" sur l'ensemble des territoires (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|---|---------------|--|------------------------|---------------------|------|-------|------|-------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 17 | Développer une offre de télé services pour les assurés dans le cadre de l'inter-régimes et en lien avec les pouvoirs publics | 17.1 | Concevoir des modules de télé services prévention | 17.1.1 | Réalisation des programmes télé services prévention (Oui/non) | Livrable | | X | X | X | X |
| 18 | Contribuer à la stratégie nationale de santé et à l'efficacité du système de soins en participant aux actions de prévention pilotées par l'Etat | 18.1 | Développer des actions spécifiques pour mobiliser les cibles non participantes aux dépistages des cancers du sein et colorectal | 18.1.1 | Taux de participation pour le dépistage organisé du cancer du sein | Indicateur de résultat | 56,5% | 57% | 57,5% | 58% | 58,5% |
| | | | | 18.1.2 | Taux de participation au dépistage organisé du cancer colorectal | Indicateur de résultat | 32% | 33% | 34% | 35% | 36% |
| | | 18.2 | Mettre en œuvre un plan de mobilisation des femmes cibles pour le dépistage du cancer du col de l'utérus | 18.2.1 | Taux de couverture du dépistage du cancer du col de l'utérus | Indicateur de résultat | | | C1* | C2* | C3* |
| | | 18.3 | Assurer la promotion de la campagne de vaccination anti-grippale auprès des publics cibles | 18.3.1 | Taux de couverture vaccinale contre la grippe | Indicateur de résultat | 55% | 55% | 55% | 55% | 55% |

* les cibles seront déterminées lors du bilan 2017

Fiche 7

Santé-sécurité au travail

L'objectif de la politique de **santé et de sécurité au travail** de la MSA est de prévenir les risques professionnels et de favoriser la santé au travail auprès des secteurs agricoles les plus à risque, en conciliant les exigences de l'organisation du travail en milieu agricole et les enjeux économiques pour l'entreprise et le régime accident du travail – maladies professionnelles (AT-MP).

Cette politique est en cohérence avec les orientations stratégiques européennes et nationales (conseil d'orientation des conditions de travail, plan santé-sécurité au travail, COG ATMP du régime général). Elle sera notamment mise en œuvre au travers du nouveau plan santé-sécurité au travail (SST) 2016-2020.

La MSA promeut une démarche de santé-sécurité au travail ouverte à tous les acteurs de l'entreprise (employeurs, exploitants, salariés, comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), commissions paritaires d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (CPHSCT), relais sécurité, enseignants, jeunes en formation...) accompagnés par les conseillers en prévention, médecins du travail et infirmiers en santé au travail, ainsi que le personnel administratif dédié à la santé et sécurité au travail.

En donnant la priorité à la prévention primaire, la politique de santé et sécurité au travail portée par la MSA permettra de prévenir les risques liés aux expositions professionnelles et favoriser le maintien dans l'emploi. Elle s'appuiera également sur une démarche de valorisation et d'évaluation des actions de santé et sécurité au travail.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

La MSA s'engage à **mettre en œuvre les actions prioritaires issues du plan de santé et de sécurité au travail (PSST) 2016-2020**.

Le nouveau plan SST 2016-2020 de la MSA devra permettre d'améliorer la pertinence de ses programmes.

Ainsi, la MSA s'engage à mettre en œuvre ce nouveau plan via un programme d'actions reposant sur cinq priorités et une priorité transversale :

1. agir sur le risque chimique ;
2. agir sur la conception des machines/améliorer la prévention des accidents de chute de hauteur liés à l'usage des engins et des matériels ;
3. agir sur les déterminants de situations de travail générateurs de risques-psycho-sociaux (RPS) ;
4. agir sur la prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS) dans les filières et pour des publics ciblés ;
5. agir sur le risque animal dans les filières bovins lait, bovins viande auprès des exploitants ;
6. agir sur le risque animal dans la filière hippique auprès des professionnels de la filière.

La priorité transversale : Promouvoir l'employabilité des actifs agricoles et préserver la santé au travail.

La MSA s'engage à **soutenir les démarches de prévention SST par des dispositifs incitatifs financiers adaptés**. Ces dispositifs permettront de développer des projets pour l'amélioration des conditions de travail et la prévention des risques professionnels aussi bien pour les salariés que pour les exploitants avec la poursuite des contrats de prévention, des aides financières simplifiées agricoles (AFSA) et la mise en place des Aides financières simplifiées pour les exploitants (AFSE) à partir de 2016. Ces différentes aides seront notamment en lien avec les priorités retenues du PSST 2016-2020.

La MSA s'engage également à **renforcer la connaissance des déterminants des risques professionnels couverts par la MSA** notamment sur les conditions d'exposition aux produits phytosanitaires et leurs évolutions, et à publier les résultats de ses différents observatoires (machinisme, TMS, Phyt'attitude).

En outre, la MSA mènera une étude sur les accidents du travail graves qui sont les plus coûteux pour le régime agricole.

ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT

Les pouvoirs publics s'engagent à mettre en place un circuit d'information sur les accidents graves et mortels des Directeurs vers les MSA.

Concernant plus spécifiquement le risque chimique, l'État s'engage à piloter la création des fiches d'aide à la substitution (FAS) pour les activités agricoles.

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|--|---------------|---|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 19 | Mettre en œuvre les actions prioritaires issues du plan de santé et de sécurité au travail (PSST) 2016-2020 | 19.1 | Mettre en place des formations manipulation-contention des bovins et chiens de troupeaux | 19.1.1 | Bilan des formations réalisées en matière de prévention sur les éleveurs de bovins et chiens de troupeaux (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X |
| | | 19.2 | Mettre en place des formations sur la connaissance du comportement du cheval | 19.2.1 | Bilan des formations réalisées auprès des entreprises hippiques ou établissements scolaires (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X |
| | | 19.3 | Accompagner les entreprises à la réalisation de l'évaluation du risque chimique | 19.3.1 | Nombre d'entreprises accompagnées à la réalisation de l'évaluation du risque chimique | Indicateur de résultat | | 500 | 500 | 500 | 500 |
| | | 19.4 | Réaliser des formations sur la prévention des chutes de hauteur | 19.4.1 | Nombre de formations sur la prévention des chutes de hauteur | Indicateur de résultat | 34 | 102 | 102 | 102 | |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---------------------|-----------|--|---------------|--|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| | | 19.5 | Mettre en œuvre des actions liées à une démarche locale de prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS) | 19.5.1 | Bilan de la mise en œuvre des actions de prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS) par les entreprises mobilisées dans la cible salariés (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |
| | | | | 19.5.2 | Bilan de la mise en œuvre des actions de prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS) avec un zoom sur les entreprises mobilisées sur la cible | Livrable | X | X | X | X | X |

ACTIONS À CONDUIRE PAR L'ÉTAT ET ÉCHÉANCES

| N° engt | Pour la mise en œuvre des engagements suivants : | N° action | L'Etat s'engage à : | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|--|---------------|--|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 19 | Mettre en œuvre les actions prioritaires issues du plan de santé et de sécurité au travail (PSST) 2016-2020 | 19.6 | Mise en place d'un circuit d'information sur les accidents graves et mortels des Direccte vers les MSA | 19.6.1 | Nombre de Direccte ayant mis en place un circuit d'information sur les accidents graves et mortels | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |

Ambition 1

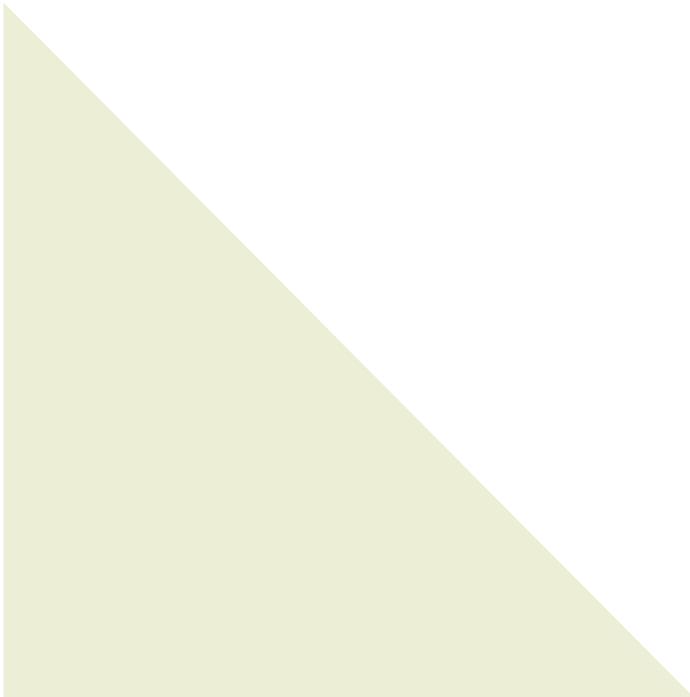
Développer des services aux adhérents et aux entreprises, dans une logique de mise en œuvre des politiques publiques

Axe 3

Contribuer à l'égal accès aux services sur tous les territoires

Fiches thématiques

.....
Fiche 8 : [Action sanitaire et sociale](#)



Fiche 8

Action sanitaire et sociale

Dans le domaine de l'action sanitaire et sociale, la MSA se doit de répondre aux besoins sociaux de ses ressortissants en lien étroit avec les spécificités de leurs territoires de vie. Elle doit pour ce faire participer aux politiques d'action sanitaire et sociale, en particulier dans le cadre des partenariats interrégimes fortement encouragés par les pouvoirs publics. Elle doit aussi apporter son expérience à l'inter régimes et valoriser ses atouts : approches globales inter branches grâce au guichet unique, culture de la proximité, du territoire et du partenariat, capacité de ses équipes à l'innovation, maîtrise des méthodologies d'ingénierie et d'essaiage.

Ces derniers atouts permettent à la MSA de jouer un rôle important dans l'équité de traitement territorial qui est une préoccupation majeure des pouvoirs publics et des acteurs du milieu rural.

Dans ce cadre, la MSA s'engage avec les pouvoirs publics, vers l'harmonisation :

- ▶ des offres et la coordination des acteurs, tout en valorisant ses savoir-faire spécifiques : ingénierie, développement social local, actions collectives de prévention et d'accompagnement mis en œuvre par son réseau d'intervenants sociaux,
- ▶ des prestations, attendues par ses ressortissants et ses partenaires.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

Pour les retraités, la MSA s'engage à développer des actions collectives de prévention pour le bien vieillir en interrégimes, à déployer une aide au retour d'hôpital, ainsi qu'à préserver l'autonomie au domicile et en résidence d'hébergement (Maison d'accueil et de résidence pour l'autonomie - MARPA par exemple). Elle s'engage également à favoriser les liens sur les territoires les plus isolés grâce au développement des chartes de solidarités.

La préservation de l'autonomie à domicile vise les personnes âgées les plus fragiles (grand âge, faibles ressources, isolement social et habitat inadapté, etc.) et consiste à

proposer, après évaluation multidimensionnelle, un ensemble de services adaptés aux besoins recensés.

L'ensemble de cette offre est formalisée sous forme d'un "socle commun" comportant trois éléments :

- ▶ le déploiement d'un outil d'évaluation inter régime (FRAGIRE) ;
- ▶ un panier de cinq services : aide-ménagère, téléassistance, aide aux repas, adaptation de l'habitat (avec un objectif de parité avec la CNAV), prestation d'aide aux aidants (répit) ;
- ▶ amélioration du barème de participation (les quatre premières tranches du barème de la CNAV).

La MSA s'engage aussi à **améliorer les conditions de vie des familles du régime agricole** par la poursuite du financement à parité des prestations "petite enfance" versées aux structures d'accueil, qu'elle souhaite généraliser auprès des structures péri et extrascolaires. Elle poursuivra son engagement partenarial aux services de médiation familiale et l'étendra aux « espaces rencontres ».

Elle s'engage à participer aux politiques publiques de rééquilibrage territorial en accompagnant par une offre d'ingénierie les territoires déficitaires en matière d'offre aux familles. Elle s'engage enfin à développer les actions collectives d'accompagnement en faveur des actifs agricoles fragiles ou en difficulté socio-économique.

La MSA entend également **favoriser, grâce au guichet unique de protection sociale, l'inclusion dans l'emploi des actifs agricoles en risque de désinsertion professionnelle**. La MSA s'engage pour cela à mettre en place au sein des caisses des cellules pluridisciplinaires de repérage et d'accompagnement des actifs agricoles en risque de désinsertion professionnelle du fait de leur situation de santé ou d'un risque de handicap. La MSA s'engage à créer et déployer dans ces cellules un "pack" d'orientations et de prescriptions en lien avec les partenaires du maintien dans l'emploi.

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|---|---------------|---|------------------------|---------------------|-------|-------|-------|-------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 20 | Accompagner les retraités dans leur avancée en âge sur leurs territoires de vie | 20.1 | Conduire des actions collectives de prévention auprès des retraités en inter régimes. | 20.1.1 | Nombre de bénéficiaires des ateliers de prévention pour le bien vieillir | Indicateur de résultat | 24000 | 24500 | 25000 | 25500 | 26000 |
| | | 20.2 | Déployer sur tout le territoire une Aide au Retour d'Hôpital en inter régimes. | 20.2.1 | Taux de caisses de MSA ayant mis en place l'Aide au Retour à Domicile après Hospitalisation | Indicateur de pilotage | X | | X | | |
| | | 20.3 | Adopter et déployer une Version 2 du socle commun MSA d'aide à domicile aux personnes âgées fragiles. | 20.3.1 | Bilan sur le déploiement de la V2 du socle commun AADPA fragiles (Oui/non) | Livrable | | | | X | |
| | | 20.4 | Poursuivre le développement des chartes des solidarités. | 20.4.1 | Bilan sur le développement des chartes territoriales des solidarités avec les aînés (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|---|---------------|--|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 21 | Améliorer les conditions de vie des familles du régime agricole et participer, pour toutes les familles, aux politiques publiques de rééquilibrage territorial | 21.1 | Concevoir et mettre en œuvre une offre d'ingénierie et d'accompagnement des acteurs des territoires déficitaires en matière de services aux familles en lien avec les schémas départementaux des services aux familles. | 21.1.1 | Nombre cumulé de conventions signées sur une offre d'ingénierie et d'accompagnement aux territoires ruraux en matière de service et de solidarité aux familles | Indicateur de pilotage | | X | X | X | X |
| | | 21.2 | Poursuivre le développement quantitatif et qualitatif des actions collectives d'accompagnement des actifs agricoles en difficulté socio-économique. | 21.2.1 | Nombre d'actions collectives d'accompagnement vers l'emploi | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |
| 22 | Favoriser, grâce au guichet unique de protection sociale, l'inclusion dans l'emploi des actifs agricoles en risque de désinsertion professionnelle du fait de leur situation de santé ou d'un risque de handicap | 22.1 | Mettre en place dans chaque MSA une cellule pluridisciplinaire de repérage et d'accompagnement des actifs agricoles en risque de désinsertion professionnelle | 22.1.1 | Bilan sur le déploiement des cellules pluri disciplinaires "maintien dans l'emploi" (Oui/non) | Livrable | | | | X | |

ACTIONS À CONDUIRE PAR L'ÉTAT ET ÉCHÉANCES

| N° engt | Pour la mise en œuvre des engagements suivants : | N° action | L'Etat s'engage à : | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|------------|---|--------------|--|------------------|---|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 21 | Améliorer les conditions de vie des familles du régime agricole et participer, pour toutes les familles, aux politiques publiques de rééquilibrage territorial | 21.3 | Accompagner la MSA en cas d'évolution de financement des prestations de services versées par la CNAF | 21.3.1 | Révision des montants et modalités de financement en cas de réforme en profondeur des prestations de service CAF (Oui/non). | Livrable | | | | | |

Ambition 2

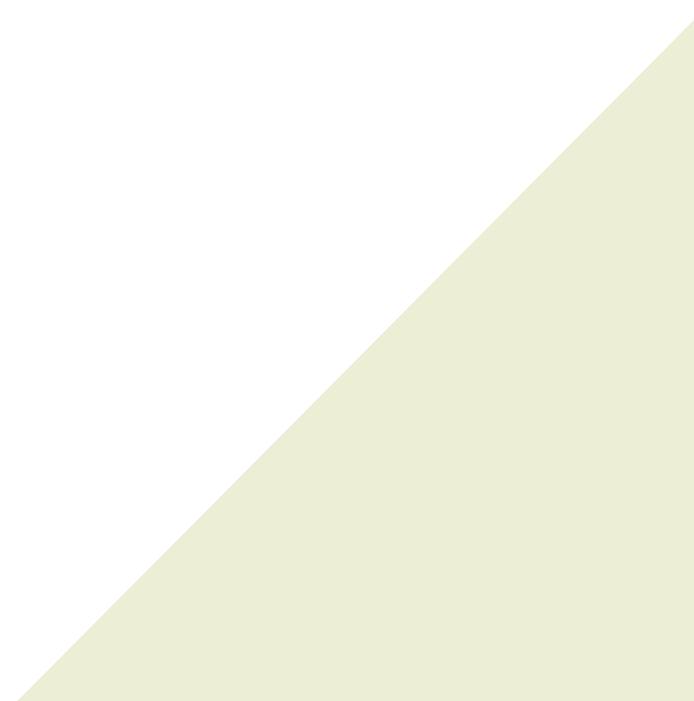
Améliorer la performance globale de la MSA

Axe 1

Renforcer la maîtrise des risques
et la lutte contre la fraude

Fiche thématique

.....
Fiche 9 : Maîtrise des risques
et lutte contre la fraude



Fiche 9

Maîtrise des risques et lutte contre la fraude

En vue de garantir la bonne utilisation des fonds publics, ainsi que l'accès aux droits pour les ressortissants agricoles, la MSA entend conforter le dispositif de **maîtrise des risques** et de lutte contre la fraude qu'elle a mis en place. L'objectif est notamment de répondre pleinement au cadre réglementaire relatif au contrôle interne dans les organismes de sécurité sociale et de mettre en œuvre une politique coordonnée de lutte contre la fraude sociale et le travail illégal. Ces objectifs sont poursuivis dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

La MSA s'engage à assurer un suivi de la mise en œuvre du décret du 14 octobre 2013, en renforçant la formalisation, la complétude et le pilotage de la politique de contrôle interne pour le volet relevant de l'ordonnateur et pour le volet relevant de l'agent comptable. En complément de la mise en œuvre du plan annuel d'audit, elle s'assurera des suites données aux audits internes et externes.

Dans le cadre du suivi et du **pilotage du dispositif de contrôle interne** relevant de l'agent comptable, des actions seront conduites visant à actualiser et garantir la bonne mise en œuvre du plan de contrôle de l'agent comptable, à mesurer la qualité du traitement des droits et le risque résiduel après mise en œuvre du contrôle interne.

Un défi majeur sera pour la MSA de **compléter son dispositif de maîtrise des risques**. La gestion des individus et leur identification constituent une priorité pour la maîtrise des risques. La MSA s'engage à mener des actions pour maîtriser les risques liés au processus d'immatriculation permettant d'attribuer un numéro d'identification interrégime (NIR) ou

un numéro d'identification d'attente (NIA) valide à l'assuré, la constitution de structures dédiées et la spécialisation garantissant une meilleure qualité et sécurisation de l'activité mais également la pérennité des droits pour les bénéficiaires dont les carrières sont de plus en plus fragmentées.

La MSA conduira également des actions pour maîtriser les risques liés à la mise en œuvre de la liquidation unique des régimes alignés (LURA) et de la protection universelle maladie (PUMA) et pour adapter les pratiques de contrôle comptable d'assiette ou de revenu professionnel, notamment en lien avec l'arrivée de la DSN.

La MSA s'engage à **renforcer les résultats dans la lutte contre la fraude**, en adaptant le dispositif de pilotage et en contribuant aux échanges d'informations interrégimes. En parallèle, elle conduira des actions de contrôles externes sur la base de requêtes datamining afin d'améliorer leurs ciblage. Elle appliquera l'instruction comptable relative à la qualification des indûs frauduleux, travaillera en lien avec la tutelle sur un indicateur fiable permettant de calculer le taux de recouvrement des indûs frauduleux.

ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT

En appui des actions de la MSA, l'État s'engage à **adapter le cadre réglementaire** pour la mise en place du contrôle sur pièces, en lien avec l'arrivée de la DSN. L'État précisera et, si nécessaire, adaptera le cadre réglementaire pour l'exercice du contrôle externe notamment dans les CGSS.

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|--|---------------|--|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 23 | Piloter le dispositif de contrôle interne. | 23.1 | Formaliser et étendre le dispositif de contrôle interne. | 23.1.1 | Etablissement du plan annuel national de CI (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X |
| | | | | 23.1.2 | Etablissement du rapport annuel national de CI (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X |
| | | | | 23.1.3 | Mise à jour annuelle de la cartographie des risques (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X |
| | | 23.2 | Mesurer la qualité par les vérificateurs comptables de la liquidation des droits (avant ou après mise en paiement) | 23.2.1 | Taux d'anomalies avec incidence financière (tous domaines) | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |
| | | 23.3 | Mesurer le risque résiduel après mise en œuvre des actions de maîtrise des risques | 23.3.1 | Production de la méthodologie de calcul du Taux d'Incidences Financières (Oui/non) | Livable | X | | | | |
| | | | | 23.3.2 | Taux d'Incidences Financières (TIF) | Indicateur de résultat | | | C1* | C2* | C3* |
| | | 23.4 | Mettre en œuvre le plan annuel d'audit et s'assurer du suivi des recommandations des audits internes et externes | 23.4.1 | Bilan annuel de suivi des recommandations internes et externes (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X |

* les cibles seront déterminées lors du bilan 2017

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|--|---------------|---|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 24 | Adapter la maîtrise des risques aux nouveaux enjeux. | 24.1 | Fiabiliser le processus d'immatriculation par la diffusion de recommandations aux MSA (actions de formation et d'information). | 24.1.1 | Délai de traitement des immatriculations des assurés nés à l'étranger | Indicateur de résultat | | C1** | C2** | C3** | C4** |
| | | 24.2 | Définir et mettre en œuvre un plan de maîtrise des risques Lura | 24.2.1 | Production du plan de maîtrise des risques Lura (Oui/non) | Livrable | | X | | | |
| | | 24.3 | Définir et mettre en œuvre un plan de maîtrise des risques PUMA | 24.3.1 | Production d'un plan de maîtrise des risques PUMA (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | 24.4 | Intégrer les impacts de la dématérialisation dans le dispositif de maîtrise des risques | 24.4.1 | Bilan sur les impacts de la dématérialisation (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |

** les cibles seront déterminées lors du bilan 2016

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|---|---------------|--|------------------------|---------------------|-------|-------|-------|-------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 25 | Renforcer l'efficacité du contrôle des cotisations et de la lutte contre le travail illégal. | 25.1 | Renforcer l'efficacité du contrôle des cotisations et de la lutte contre le travail illégal | 25.1.1 | Taux de couverture du fichier cotisations salariés et non-salariés | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |
| | | | | 25.1.2 | Fréquence des redressements | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |
| | | | | 25.1.3 | Montant des redressements au titre du contrôle des cotisations (hors fraudes et hors travail illégal et dissimulé) | Indicateur de résultat | 25 M€ | 26 M€ | 27 M€ | 28 M€ | 29 M€ |
| | | | | 25.1.4 | Montant des redressements au titre du travail dissimulé et des fraudes aux cotisations | Indicateur de résultat | 20 M€ | 22 M€ | 24 M€ | 26 M€ | 28 M€ |
| | | | | 25.1.5 | Nombre d'entreprises contrôlées ayant recours à des travailleurs détachés | Indicateur de pilotage | | | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|---|---------------|---|------------------------|---------------------|-------|---------|-------|---------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 26 | Renforcer l'efficacité du contrôle et de la lutte contre la fraude aux prestations. | 26.1 | Renforcer le contrôle et la lutte contre la fraude aux prestations | 26.1.1 | Montant de fraude détectée toutes branches prestations | Indicateur de résultat | 10,5 M€ | 11 M€ | 11,5 M€ | 12 M€ | 12,5 M€ |
| | | 26.2 | S'engager dans les actions inter régimes de lutte contre la fraude aux prestations | 26.2.1 | Nombre de signalements transmis aux organismes partenaires dans le cadre du programme inter régimes piloté par la MSA | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |
| 27 | Renforcer le pilotage de la lutte contre la fraude. | 27.1 | Développer les études d'évaluation du montant de la fraude et l'amélioration des ciblage par datamining | 27.1.1 | Production et transmission de rapports ou d'études (Oui/non) | Livrable | | X | | X | |
| | | 27.2 | Déterminer le niveau de recouvrement des indus frauduleux | 27.2.1 | Taux de recouvrement des indus frauduleux par année d'antériorité | Indicateur de pilotage | | | X | X | X |

ACTIONS À CONDUIRE PAR L'ÉTAT ET ÉCHÉANCES

| N° engt | Pour la mise en œuvre des engagements suivants : | N° action | L'Etat s'engage à : | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|--|---------------|--|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 25 | Renforcer l'efficacité du contrôle des cotisations et de la lutte contre le travail illégal. | 25.2 | Adapter le cadre réglementaire notamment sur la mise en place du contrôle sur pièce en lien avec l'arrivée de la DSN | 25.2.1 | Adaptation du cadre réglementaire sur la mise en place du contrôle sur pièce (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | 25.3 | Préciser et adapter le cadre réglementaire pour permettre l'exercice du contrôle dans les CGSS | 25.3.1 | Adaptation du cadre réglementaire sur l'exercice du contrôle dans les CGSS (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | 25.4 | Adapter le cadre réglementaire sur la compétence territoriale | 25.4.1 | Adaptation du cadre réglementaire sur la compétence territoriale (Oui/non) | Livrable | | X | | | |

Ambition 2

Améliorer la performance globale de la MSA

Axe 2

Renforcer le pilotage en vue d'accroître
la performance

Fiches thématiques

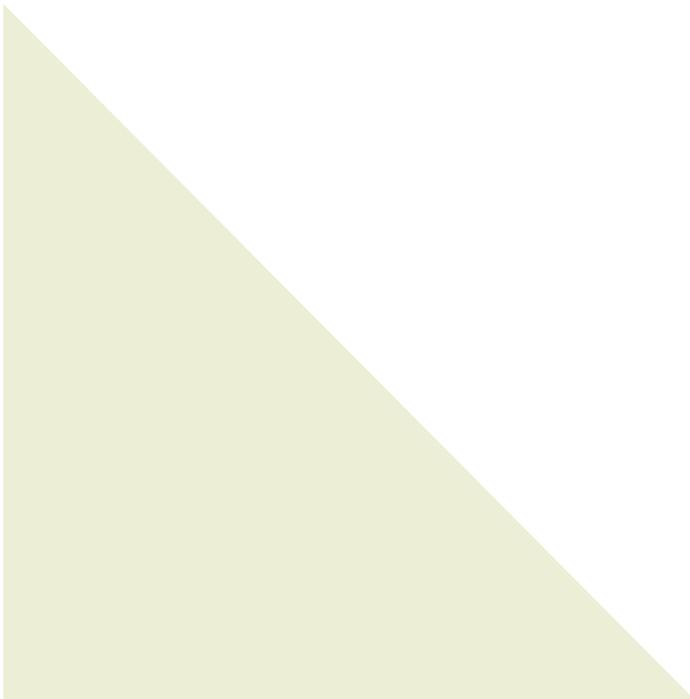
.....
Fiche 10 : Pilotage de la performance

.....
Fiche 11 : Informatique

.....
Fiche 12 : Immobilier

.....
Fiche 13 : Achat

.....
Fiche 14 : Statistiques



Fiche 10

Pilotage de la performance

L'optimisation de la performance de gestion et l'efficacité du réseau répondent à un enjeu majeur de bonne utilisation des fonds publics et de maîtrise des dépenses.

À l'exigence de l'Etat, dans un contexte de fortes contraintes économiques, s'ajoute celle des assurés et des entreprises, qui veulent avoir la garantie de l'utilisation au plus juste de leurs cotisations.

Piloter et accroître la **performance** appelle des initiatives nouvelles, dans le prolongement des actions déjà conduites dans le cadre des précédentes COG, qui ont porté sur la fusion des caisses, la spécialisation des sites et les mutualisations.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

Afin d'optimiser la performance de son réseau tout en préservant sa relation de proximité avec les territoires, la MSA fait le choix **de développer des mutualisations de proximité**. Ce développement doit s'inscrire dans le cadre d'un programme national piloté par la caisse centrale.

Un programme national déterminera les activités qui devront être mutualisées, leurs périmètres géographiques ainsi que leurs échéances. Il intégrera les mutualisations nationales mises en œuvre - tiers payant intégral pour les patients bénéficiant de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS), garantie contre les impayés de pensions alimentaires (GIPA) - et les mutualisations interrégimes auxquelles la MSA aura adhéré.

Les outils de pilotage du réseau seront renforcés afin de permettre le déclenchement de procédures d'appui pour les caisses rencontrant des difficultés. Pour ce faire, la MSA s'engage à mettre en place un dispositif de **pilotage national de la charge de travail** qui devra permettre de réguler et d'optimiser la gestion locale de l'activité des

caisses du réseau. Ce pilotage national permettra d'éviter des ruptures de service et réduire les écarts entre caisses en termes de délais ou de qualité, lorsque les difficultés rencontrées sont de nature conjoncturelle.

Pour renforcer l'efficacité de son réseau, la MSA mettra en œuvre des activités d'intérêt collectif pour la sphère sociale dans le cadre de moyens définis avec les pouvoirs publics. Dans ce cadre, la MSA négociera avec le régime social des indépendants (RSI) la mise en place d'une prestation d'accompagnement social.

En parallèle, la MSA **définira un programme d'optimisation des processus pour réduire les écarts de performance entre organismes** et construira les référentiels de performance associés notamment pour les nouveaux processus identifiés comme la déclaration sociale nominative (DSN) ou encore la liquidation unique des régimes alignés (LURA).

L'accompagnement des caisses sera renforcé pour assurer la mise en œuvre des processus optimisés de façon à rapprocher les niveaux de performance des organismes, et l'expertise sur les méthodes et les outils de l'amélioration continue sera développée au sein des caisses.

La MSA s'engage à améliorer le pilotage de ses processus à travers le **développement du contrôle de gestion**. Pour affiner l'analyse des coûts et de la productivité, elle veillera à une bonne articulation de ces données avec celles de la comptabilité analytique. Elle animera et pilotera le réseau des contrôleurs de gestion, et mettra en place un nouveau tableau de bord de direction en s'appuyant sur les travaux conduits avec les caisses sur les indicateurs du socle de performance.

Dans le domaine comptable, la MSA **améliorera la performance du référentiel**, en vue de simplifier les opérations réciproques en comptabilité

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | | |
|---------|---|-----------|---|---|---|--|------------------------|------|------|------|------|---|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | |
| 28 | Développer les mutualisations dans le cadre d'un programme national | 28.1 | Mettre en œuvre les nouvelles mutualisations nationales | 28.1.1 | Mise en œuvre de la mutualisation Tiers Payant Intégral (centralisation de l'encaissement) pour les patients bénéficiant de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS) (Oui/non) | Livrable | X | | | | | |
| | | | | 28.1.2 | Mise en œuvre de la mutualisation garantie contre les impayés de pensions alimentaires (GIPA) (Oui/non) | Livrable | X | | | | | |
| | | | 28.2 | Développer les mutualisations de proximité à partir des diagnostics locaux | 28.2.1 | Production du programme national de mutualisation (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | | 28.3 | Assurer le suivi de la mise en œuvre du programme national de mutualisation | 28.3.1 | Taux de mise en œuvre du programme national de mutualisation | Indicateur de pilotage | | X | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|---|---------------|---|------------------------|---------------------|--|------------------------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 29 | Mettre en place un pilotage national de la charge de travail afin d'éviter des ruptures dans le service et réduire les écarts entre caisses. | 29.1 | Construire et mettre en œuvre un dispositif d'entraide piloté au niveau national | 29.1.1 | Production du dispositif d'entraide piloté par la caisse centrale (Oui/non) | Livrable | | X | | | |
| | | | | | | | 29.1.2 | Mise en œuvre du dispositif d'entraide piloté par la caisse centrale (Oui/non) | Livrable | | |
| | | 29.2 | Réaliser le bilan du dispositif d'entraide piloté par la caisse centrale | 29.2.1 | Bilan sur les entraides pilotées par la caisse centrale (Oui/non) | Livrable | | | | | X |
| 30 | Conduire les optimisations de processus permettant de réduire les écarts de performance entre organismes | 30.1 | Identifier les processus porteurs des écarts de performance les plus importants et déployer le programme d'optimisation des processus pour réduire ces écarts | 30.1.1 | Nombre de processus optimisés | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |
| | | | | | | | 30.1.2 | Pourcentage de processus déployés | Indicateur de résultat | 85% | 85% |
| | | 30.2 | Produire les référentiels de performance par processus | 30.2.1 | Nombre de référentiels de performance par processus produits | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |
| | | 30.3 | Améliorer la productivité | 30.3.1 | Ratio de productivité | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|--|---------------|--|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 31 | Développer le rôle du contrôle de gestion au service du pilotage des processus | 31.1 | Articuler le contrôle de gestion avec les données de la comptabilité analytique par processus, à des fins d'analyse de coûts et productivité | 31.1.1 | Production des données issues de la nouvelle comptabilité analytique (Oui/non) | Livrable | | | X | X | X |
| | | 31.2 | Mettre en place le tableau de bord de Direction en vue d'homogénéiser le pilotage du réseau. | 31.2.1 | Mise en place du tableau de bord de direction (Oui/non) | Livrable | | X | | | |
| 32 | Améliorer la performance du référentiel comptable | 32.1 | Prendre en compte dans les délais les mises à jour du plan comptable unique des organismes de sécurité sociale (PCUOSS) | 32.1.1 | Simplification du référentiel comptable mis en œuvre (Oui/non) | Livrable | | X | | | |

Fiche 11

Informatique

L'**informatique** est au service de l'institution et doit permettre à la MSA d'atteindre ses objectifs métiers. Cet alignement stratégique est porté par le schéma directeur du système d'information (SDSI). L'enjeu de la construction du SDSI est donc de programmer la livraison d'outils qui permettront notamment l'amélioration de la relation de service et de la productivité des caisses.

La rationalisation des moyens conduit la MSA à développer des partenariats et des mutualisations informatiques dans le périmètre de la protection sociale. L'informatique porte également des enjeux internes à la direction des systèmes d'information (DSI) que sont sa propre productivité, l'urbanisation et le maintien du système d'information (SI) à l'état de l'art. Le suivi de la mise en œuvre des projets informatiques sera réalisé directement dans le SDSI, la COG portant les engagements financiers et de gouvernance.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

La MSA s'engage dans son prochain SDSI à **poursuivre l'amélioration de la performance** de gestion et de la qualité de service tout en **participant aux projets de mutualisations interrégimes**. La MSA saisira les opportunités de réalisations informatiques pour le compte de la sphère sociale et de diffusion du produit informatique AGORA à d'autres partenaires.

Pour accompagner ces objectifs, la MSA simplifiera sa gouvernance informatique en fusionnant les activités de maîtrise d'œuvre et d'exploitation au sein d'une même et unique entreprise. De même l'association Armonia portant les activités de maîtrise d'ouvrage sera supprimée et ses responsabilités assurées par la caisse centrale. La MSA fera évoluer son architecture technique afin de supporter les mutualisations et les projets interrégimes.

La MSA continuera de faire évoluer les moyens informatiques des fonctions support en mettant à disposition des ressources humaines un outil moderne ainsi qu'en renforçant les moyens de pilotage des caisses.

Afin d'assurer un suivi avec la tutelle, la **MSA rendra compte semestriellement des avancées et coûts des différents projets inscrits au schéma directeur des systèmes d'information (SDSI)**.

ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT

L'État s'engage à étudier et, le cas échéant, porter les propositions de mutualisation de la MSA en organisant les échanges avec les autres acteurs de la sphère sociale pour la mise en œuvre de mutualisations.

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|---|---------------|--|---------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 33 | Améliorer l'efficacité de l'informatique institutionnelle | 33.1 | Définir le plan de fusion d'AGORA, SIERA et de SIGMAP | 33.1.1 | Définition du plan d'action de fusion d'AGORA, SIERA SIGMAP (Oui/non) | Livable | X | | | | |
| | | 33.2 | Déployer le plan d'action relatif à la simplification de la gouvernance | 33.2.1 | Bilan du déploiement du plan d'action relatif à la simplification de la gouvernance informatique (Oui/non) | Livable | | | | X | |
| | | 33.3 | Supprimer l'association ARMONIA et créer une maîtrise d'ouvrage unique pilotée par la caisse centrale | 33.3.1 | Association Armonia supprimée (Oui/non) | Livable | | X | | | |
| | | | | 33.3.2 | Reprise des responsabilités d'ARMONIA par la caisse centrale (Oui/non) | Livable | | X | | | |
| | | 33.4 | Définir un plan de professionnalisation de la Maitrise d'ouvrage. | 33.4.1 | Définition du plan d'action professionnalisation de la maîtrise d'ouvrage (Oui/non) | Livable | X | | | | |
| | | 33.5 | Mettre en œuvre le plan d'action relatif au renforcement des compétences de la Maitrise d'Ouvrage | 33.5.1 | Bilan de la mise en œuvre du plan d'action (renforcement des compétences MO) (Oui/non) | Livable | | X | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|---|---------------|--|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| | | 33.6 | Définir un plan d'action structuré autour de 4 objectifs (Harmonisation des pratiques et outils, identification de solutions moins coûteuses, améliorer le pilotage et industrialiser le développement) | 33.6.1 | Définition du plan d'action pour améliorer la MOA/MOE (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | 33.7 | Suivre la mise en œuvre du plan d'action relatif à l'amélioration de l'efficacité de la MOA/MOE | 33.7.1 | Bilan du déploiement du plan d'action « amélioration de l'efficacité de la MOA/MOE » (Oui/non) | Livrable | | | | X | |
| | | 33.8 | Déployer ITIL sur les processus (Gestion des incidents, Gestion des problèmes, Gestion des changements) | 33.8.1 | Bilan du déploiement ITIL des 3 processus (Oui/non) | Livrable | | | | | X |
| 34 | Renforcer le positionnement de l'informatique en inter régimes | 34.1 | Etudier la mise en œuvre d'un partenariat avec la CRPCEN | 34.1.1 | Etude sur un partenariat avec la CRPCEN réalisée (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | 34.2 | Etendre les partenariats actuels et en rechercher des nouveaux (infogérance, éditique ...) | 34.2.1 | Montant des recettes issues de partenariats | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | | |
|------------|-----------------------------|--------------|--|------------------|---|--|--|------|------|------|------|--|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | |
| 35 | Assurer le suivi du SDSI | 35.1 | Définir et mettre en œuvre les projets de l'enjeu 1 du SDSI (Contribuer à la bonne gestion de la production) et plus particulièrement les projets @tom (refonte tarification étape 2), DSN phase cible et Amélioration de Gestion des individus (GI) | 35.1.1 | Suivi du déploiement des projets de l'enjeu 1. | Suivi annuellement dans le cadre du SDSI | | | | | | |
| | | 35.2 | Définir et mettre en œuvre les projets de l'enjeu 2 du SDSI (Poursuivre l'engagement de la relation de services adhérents) et plus particulièrement les projets ; de services en ligne portant sur la prévention santé, la poursuite des développements de téléservices, téléprocédures ou applications. | 35.2.1 | Suivi du déploiement des projets de l'enjeu 2. | | Suivi annuellement dans le cadre du SDSI | | | | | |
| | | 35.3 | Définir et mettre en œuvre les projets de l'enjeu 3 (Etre acteur de projets mutualisés en inter régimes) et plus particulièrement les projets ; AGIR et RGCU. | 35.3.1 | Suivi du déploiement des projets de l'enjeu 3. | | Suivi annuellement dans le cadre du SDSI | | | | | |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|------------|---------------------|--------------|---|------------------|--|--------|--|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| | | 35.4 | Définir et mettre en œuvre les projets de l'enjeu 4 (Offrir des outils de gestion interne performants) et plus particulièrement les projets ; nouvelle architecture décisionnelle-pilotage et nouvel outil Ressources Humaines | 35.4.1 | Suivi du déploiement des projets de l'enjeu 4. | | Suivi annuellement dans le cadre du SDSI | | | | |
| | | 35.5 | Définir et mettre en œuvre les projets de l'enjeu 5 (Garantir les engagements de service informatique et rester à l'état de l'art) et plus particulièrement les projets liés au poste de travail et au fonctionnement inter-caisses et mutualisation. | 35.5.1 | Suivi du déploiement des projets de l'enjeu 5 | | Suivi annuellement dans le cadre du SDSI | | | | |

ACTIONS À CONDUIRE PAR L'ÉTAT ET ÉCHÉANCES

| N° engt | Pour la mise en œuvre des engagements suivants : | N° action | L'Etat s'engage à : | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|------------|---|--------------|---|------------------|--|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 36 | Etudier et, le cas échéant, porter les projets de la MSA en matière de mutualisation interrégime | 36.1 | Organiser les échanges avec les différents organismes pour la mise en œuvre de mutualisations | 36.1.1 | Bilan sur les échanges initialisés pour les mutualisations (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |

Fiche 12

Immobilier et développement durable

La place de l'**immobilier** dans les régimes de la sécurité sociale et en particulier à la MSA nécessite un pilotage précis et une vigilance particulière. Afin d'atteindre les normes d'occupation et surtout de rationaliser la stratégie immobilière des organismes de son réseau, la CCMSA se doit de renforcer son rôle dans le pilotage et la maîtrise de son patrimoine tout en conservant des marges de liberté locale et en s'appuyant sur l'expertise interrégimes.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

La MSA dispose d'un parc immobilier important dont une grande partie est ancienne. Pour répondre avec efficience aux objectifs de réduction des coûts immobiliers, de développement durable et de densification, il est important que la MSA s'engage dans un nouveau Plan National Immobilier (PNI) qui détermine clairement ces axes avec l'affirmation du rôle de pilote de la CCMSA dans ce domaine.

Le nouveau PNI actualisé aura vocation à garantir une politique de mutualisation interrégimes des implantations immobilières, et à clarifier la stratégie propre de la MSA relative à la rationalisation de son parc immobilier dans un objectif d'efficience à long terme. Le PNI sera le document de référence pour le pilotage de la rationalisation du parc immobilier de la MSA, en lien avec les schémas territoriaux des caisses locales.

Cette stratégie doit s'appuyer sur une doctrine immobilière qui devra conduire à renégocier les baux dans un objectif de meilleure allocation de la dépense locative du régime et à arbitrer, le cas échéant, entre l'acquisition et la location, en lien avec les éventuels besoins des autres organismes de protection sociale de la zone concernée et les possibilités de mutualisation interrégimes.

En outre les efforts d'amélioration des performances en exploitabilité des bâtiments existants seront poursuivis.

Ces éléments nationaux permettront aux décideurs locaux de se déterminer en toute connaissance de cause, en cohérence avec la stratégie nationale, **par le canal de leurs schémas directeurs immobilier d'entreprises (SDIE)** et de bénéficier de l'expertise immobilière inter-régimes locale (régionale, inter régionale) que la MSA voit comme une réponse efficace pour un domaine nécessitant une grande expertise.

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|------------|--|--------------|--|------------------|--|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 37 | Accroître la maîtrise de la politique immobilière | 37.1 | Diffuser et mettre à jour le Guide des Opérations Immobilières en MSA | 37.1.1 | Mise à disposition du Guide des Opérations Immobilières (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | 37.2 | S'appuyer sur l'expertise inter-régimes (pôles régionaux de conseil en immobilier - PRECI/UCANSS) | 37.2.1 | Mise en place de la convention UCANSS (Oui/non) | Livrable | X | | | | |
| | | | | 37.2.2 | Bilan du recours aux expertises en inter-régimes (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |
| | | 37.3 | Intégrer pleinement le patrimoine immobilier du régime dans l'outil inter-régimes recensement immobilier des organismes de sécurité sociale (RIOSS), contribuer aux évolutions de cet outil et procéder à un recensement patrimonial exhaustif et de qualité | 37.3.1 | Rapport d'intégration du patrimoine immobilier dans l'outil de recensement immobilier des organismes de sécurité sociale (RIOSS) (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |
| | | 37.4 | S'inscrire dans l'expérimentation de partage des compétences d'expertise immobilière inter régimes - Région Auvergne / Rhône Alpes | 37.4.1 | Participation à l'expérimentation de partage des compétences d'expertise immobilière inter régimes (Oui/non) | Livrable | X | | | | |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|--|---------------|--|------------------------|---------------------|-------|------|-------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 38 | Poursuivre la politique d'amélioration de la gestion durable du patrimoine de l'Institution | 38.1 | Accroître la densité d'occupation | 38.1.1 | Ratio m2 SUN / agent | Indicateur de résultat | 15 | 14,25 | 13.5 | 12,75 | 12 |
| | | 38.2 | Accroître l'efficacité du patrimoine | 38.2.1 | Nombre de sites mutualisés en inter régimes | Indicateur de Pilotage | X | X | X | X | X |
| | | 38.3 | Accroître l'accessibilité du patrimoine | 38.3.1 | Pourcentage de sites ERP* aux normes (PMR**) | Indicateur de résultat | 62,5% | 71,5% | 81% | 90,5% | 100% |
| | | 38.4 | Améliorer la gestion durable des ressources et du patrimoine | 38.4.1 | Bilan de la consommation d'énergie des bâtiments (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |
| | | | | 38.4.2 | Bilan annuel de l'évolution d'émission de GES (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |

*ERP : Etablissement Recevant du Public

**PMR : Personne à Mobilité Réduite

Fiche 13

Achats

La MSA se doit d'améliorer la qualité du service rendu aux utilisateurs tout en recherchant l'équilibre le plus juste entre coût et qualité. Pour ce faire, il convient que la MSA poursuive la professionnalisation de ses acheteurs et définisse une politique institutionnelle de ses achats permettant d'accroître la part des achats nationaux et de ceux organisés dans le cadre de l'interrégimes. La MSA doit également se doter d'outils pour un reporting national et un suivi précis des actes d'**achat**.

L'ensemble de ces démarches s'inscrit dans le cadre d'une politique volontariste de maîtrise des achats et doit également permettre d'atteindre les objectifs de développement durable et de responsabilité sociale des entreprises (RSE) portés par la MSA.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

En concertation avec les organismes de son réseau, la MSA doit d'abord, en 2016, conduire une **analyse des différents postes de dépenses** de fonctionnement consolidés, et identifier ceux qui peuvent être mutualisés et entrer dans le champ de l'interrégimes ou faire l'objet de marchés nationaux.

Des considérations relatives au volume de ces dépenses (via le nouvel outil Océan), aux économies potentielles et aux éventuelles spécificités locales participeront à cette analyse et aux arbitrages.

Une fois définie, la politique institutionnelle des achats se déclinera au travers d'un calendrier de mise en œuvre des achats mutualisés et fera l'objet d'un pilotage renforcé de la CCMSA. Un suivi plus précis des engagements COG sera ainsi facilité.

La MSA poursuivra parallèlement le **développement des achats durables** en s'attachant notamment à accroître significativement la part des marchés contenant des clauses environnementales et sociales.

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | | |
|---------|--|-----------|--|---------------|--|---|---------------------|------|------|------|------|---|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | |
| 39 | Mieux identifier les axes d'économie en matière d'achat | 39.1 | Mettre en place une typologie détaillée des segments, qui permette de constituer le cadre des marchés à mutualiser ou à intégrer dans l'inter régimes. | 39.1.1 | Réalisation de la typologie détaillée et la liste des marchés entrant dans le champ des marchés locaux, régionaux ou nationaux de la MSA ou inter régimes (Oui/non) | Livable | X | | | | | |
| 40 | Structurer la politique institutionnelle de la fonction achats et renforcer le pilotage national | 40.1 | Diffuser au réseau les instructions nationales via des circulaires | 40.1.1 | Diffusion d'une circulaire annuelle (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X | |
| | | | | 40.1.2 | Bilan des marchés nouveaux entrant dans le champ des marchés nationaux ou inter-régimes (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X | |
| | | | | 40.2.1 | Accroître de façon significative la part des marchés contenant des clauses environnementales et sociales, et intégrer des critères de durabilité dans les appels d'offre | Bilan du suivi des clauses dans les marchés (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X |

Fiche 14

Statistiques

Avec la labellisation de ses données **statistiques** en 2013, le rôle joué par la CCMSA dans la connaissance de la population agricole française est reconnu. Pour asseoir ce positionnement, elle doit encore améliorer ses processus de production. Au-delà de la qualité des statistiques, reste la question de la quantité de données mises à disposition du public.

À ce titre, la CCMSA souhaite renforcer leur accessibilité en nouant des conventions d'échange mais aussi en développant un site internet qui permette un accès libre et intuitif au plus grand nombre.

Enfin, pour renforcer ses capacités à nourrir le débat auprès des pouvoirs publics et des décideurs agricoles, la CCMSA veut faire reconnaître son rôle d'expertise par l'amélioration de la qualité de ses observations et par l'amélioration continue des prévisions financières à destination des tutelles.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

La CCMSA occupe maintenant une place reconnue dans l'appareil statistique français, qui s'est traduite par la labellisation des données qu'elle produit, par l'autorité de la statistique publique (ASP) en 2013 et pour une période de cinq ans. Cinq domaines, portant sur les salariés et non-salariés agricoles sont concernés : l'emploi, les bénéficiaires de prestations familiales, de pensions de retraite, de prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

L'ASP reconnaît ainsi la qualité et la pertinence des données produites et leur contribution à la connaissance des populations agricoles, actives ou retraitées, non salariées ou salariées agricoles.

L'objectif est de maintenir les conditions de cette labellisation pour garantir son renouvellement en 2018, et permettre son élargissement aux domaines non encore

labellisés. Ceci passe par un renforcement de la maîtrise de la qualité dans les processus de production des données statistiques.

Depuis 2009, la CCMSA se positionne dans une démarche volontariste d'accroissement de la diffusion d'analyses relatives aux populations agricoles. Il s'agit de répondre aux demandes toujours plus nombreuses des acteurs du monde agricole, professionnels ou institutionnels, avec l'objectif de nourrir la réflexion sur la protection sociale et l'emploi agricole.

La MSA s'engage à confirmer son rôle d'expert en **renforçant la maîtrise de la qualité dans les processus de production des données statistiques** et en donnant davantage de visibilité aux travaux réalisés et financés, notamment par l'accroissement du nombre et de la qualité des publications.

La CCMSA a opté pour une démarche de diffusion orientée clients, en proposant plusieurs formats de publication et supports de diffusion adaptés aux destinataires. Comme les autres producteurs et diffuseurs de données publiques, la CCMSA voit son environnement institutionnel changer avec l'ouverture des données publiques.

La **MSA renforcera sa capacité d'observation et d'expertise à destination des pouvoirs publics et décideurs agricoles**, afin d'accroître l'offre de données statistiques accessibles sur Internet. Cet objectif se traduira notamment par la création d'un site dédié, intuitif et le plus ouvert possible, avec des formats de données directement exportables et manipulables par les utilisateurs.

Du fait de la richesse et de l'étendue des données disponibles mais aussi du nombre de champs couverts, de nombreuses conventions d'échange de données statistiques sont établies avec les différents acteurs de la statistique publique, les instituts de recherche et les partenaires sociaux. La MSA s'engage à accroître encore le nombre d'échanges tout en formalisant systématiquement la diffusion des données à destination des partenaires ou des tutelles par la signature de conventions.

Dans le cadre de la préparation des lois de financement de la sécurité sociale, la CCMSA poursuit depuis plusieurs années un objectif d'amélioration continue de ses prévisions. Celles-ci concernent les bénéficiaires du régime agricole (salariés et non-salariés) ou encore les montants de dépenses ou de cotisations au régime agricole.

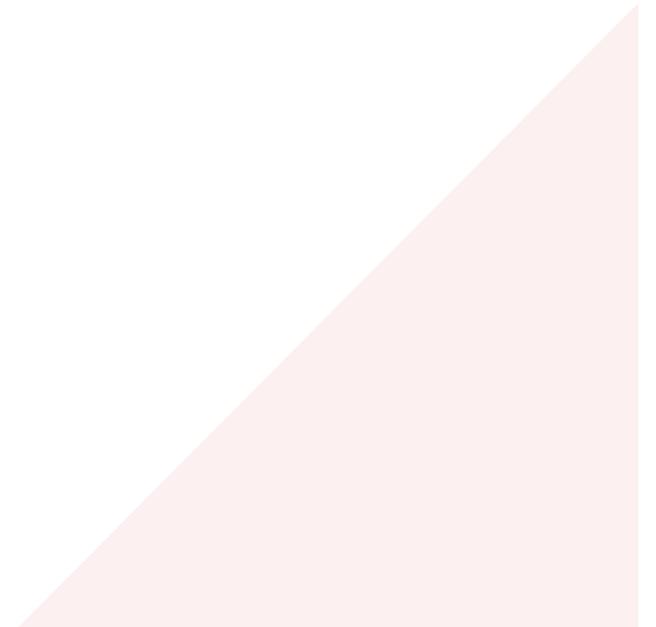
À ce titre, la CCMSA produira un suivi des dépenses d'assurance maladie en dates de soins et contribuera à la mise en place du système d'information statistique permettant le suivi et l'analyse du dispositif de liquidation unique des régimes alignés (LURA).

Il contribuera à l'amélioration des connaissances des revenus des retraités agricoles, par une mobilisation des données statistiques contenues dans les échanges inter-régimes de retraites (EIRR).

Les capacités à offrir des services les plus pertinents possible afin de répondre aux demandes des tutelles et des corps de contrôle devront encore être renforcées. Il s'agit de maintenir un rôle proactif à l'égard des pouvoirs publics pour éclairer les dynamiques du régime agricole.

ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT

L'État s'engage à renforcer les capacités d'observation et d'expertise à destination des pouvoirs publics et décideurs agricoles.



ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|---|---------------|---|---------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 41 | Renforcer la maîtrise de la qualité dans les processus de production des données statistiques | 41.1 | Etendre le périmètre des données labellisées aux statistiques de suivi des dépenses d'assurance maladie. | 41.1.1 | Renouvellement de la labellisation (Oui/non) | Livable | | | X | | |
| 42 | Renforcer les capacités d'observation et d'expertise à destination des pouvoirs publics et publics agricoles | 42.1 | Produire au moins une étude sur les revenus des retraités agricoles en mobilisant les données contenues dans les Échanges Inter Régimes de Retraites (EIRR) | 42.1.1 | Production d'au moins une étude sur les revenus des retraités agricoles en mobilisant les données contenues dans les EIRR (Oui/non) | Livable | | | | | X |
| | | 42.2 | Développer un site internet dédié aux données statistiques et pérenniser l'offre d'études et de tableaux de bord disponibles | 42.2.1 | Développement et mise en ligne d'un site internet intuitif, et d'accès libre, dédié aux données statistiques CCMSA dans un format directement exploitable (Oui/non) | Livable | | X | | | |
| | | | | 42.2.2 | Complétude des domaines couverts par une analyse statistique selon le calendrier arrêté (Oui/non) | Livable | | | X | | |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---------------------|-------------|---|---------------|--|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| | | 42.3 | Dans le cadre de la mise en place et de la montée en charge de la DSN, mettre à disposition des services de l'Etat des indicateurs avancés d'évolution de la masse salariale du régime agricole, l'objectif étant de parvenir à une mise à disposition de ces indicateurs 75 jours après la fin de chaque trimestre | 42.3.1 | Bilan de la mise en place d'indicateurs avancés d'évolution de la masse salariale des secteurs du tertiaire agricole et de l'agroalimentaire sur la base des entreprises ayant intégré la DSN (Oui/non) | Livrable | | X | | | |
| | | | | 42.3.2 | Bilan de mise en place complémentaire des indicateurs avancés d'évolution de la masse salariale des secteurs de la production agricole et des services à la personne sur la base des entreprises ayant intégré la DSN ou le dispositif du TESA étendu. (Oui/non) | Livrable | | | X | | |
| | | | | 42.3.3 | Mise à disposition de ces indicateurs 75 jours après la fin de chaque trimestre (Oui/non) | Livrable | | | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---------------------|-----------|---|---------------|--|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| | | | | 42.3.4 | Production de données mensuelles de conjoncture sur les dépenses de soins de ville en dates de soins et analyse de ces données à destination du groupe de suivi statistique de l'ONDAM (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |
| | | | | 42.3.5 | Publication du rapport triennal RCO (Oui/non) | Livrable | | | X | | |
| | | 42.4 | Proposer une méthodologie d'estimation des provisions des dépenses de santé en droits constatés sur la base de données en dates de soins (soins de ville) | 42.4.1 | Réalisation de la méthodologie d'estimation des provisions des dépenses de santé en droits constatés basées sur des données en dates de soins de ville (Oui/non) | Livrable | X | | | | |

ACTIONS À CONDUIRE PAR L'ÉTAT ET ÉCHÉANCES

| N° engt | Pour la mise en œuvre des engagements suivants : | N° action | L'Etat s'engage à : | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|--|---------------|---|----------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 42 | Renforcer les capacités d'observation et d'expertise à destination des pouvoirs publics et publics agricoles | 42.5 | Fournir aux régimes de sécurité sociale, lors de l'élaboration de la CCSS, les coefficients de répartition servant de base aux calculs des charges à payer au titre de l'hospitalisation publique. | 42.5.1 | Fourniture des coefficients de répartition servant de base aux calculs des charges à payer au titre de l'hospitalisation publique (Oui/non) | Livrable | X | X | X | X | X |

Ambition 2

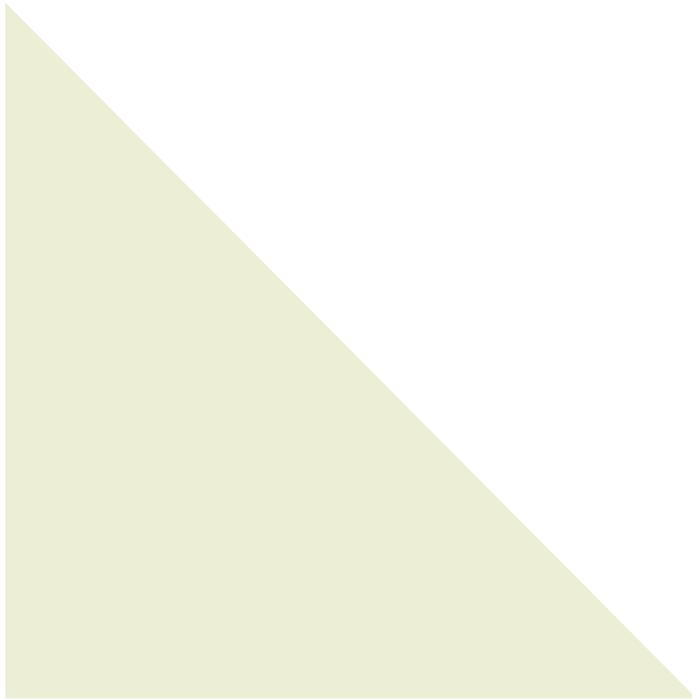
Améliorer la performance globale de la MSA

Axe 3

Conforter la responsabilité sociale
de l'employeur

Fiche thématique

.....
Fiche 15 : Ressources humaines



Fiche 15

Ressources humaines

Les organismes de MSA ont connu depuis plusieurs années des modifications organisationnelles, des réformes d'ordre réglementaire et législatif, et des changements technologiques.

De nouvelles évolutions se font jour, tant législatives et réglementaires (déclaration sociale nominative, liquidation unique retraite, protection universelle maladie...) qu'organisationnelles (mutualisations) qui vont modifier de manière déterminante les organisations de travail et le contenu des métiers. Combinées à la pyramide des âges, elles nécessitent plus que jamais un besoin d'accompagnement des collaborateurs et des organismes dans un souci d'efficience.

Dans ce contexte, la MSA réaffirme le rôle prépondérant d'une politique de **ressources humaines** dynamique et proactive dans une démarche de co-construction avec le réseau. Cette politique concentrera ses efforts sur les enjeux de développement professionnel, de professionnalisation, de qualité de vie au travail et de management.

ENGAGEMENTS DE LA MSA

Les mobilités fonctionnelles nécessaires et la technicité accrue des métiers impliquent que chaque collaborateur développe ses compétences et son savoir-faire pour accomplir les missions qui lui sont confiées avec une attention toute particulière pour les fonctions du management.

L'évolution des métiers et des organisations sera accompagnée par une Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) performante visant à la fois la satisfaction des collaborateurs et l'efficience des organismes. Elle portera sur la connaissance des métiers, la définition des parcours professionnels, la promotion des mobilités professionnelles intra et interrégimes et en mettant en place des parcours de formation qualifiants.

L'observatoire des métiers au sein de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) sera le véritable pivot de la GPEC. Celui-ci aura pour mission d'analyser les données relatives aux métiers en les priorisant et de formuler

des prescriptions en termes de recrutement, de formation et de parcours professionnel. Des outils communs au réseau seront déployés permettant d'alimenter cet observatoire (outils de diagnostic et de cartographie des compétences...)

Des parcours qualifiants d'ores et déjà initiés tant en interne (certificat de qualification professionnelle - CQP) qu'en interrégimes (certificat de qualification professionnelle interrégimes - CQPI) seront largement développés. En interrégimes (métiers transverses, management, préparation aux concours EN3S et CapDirigeants) et dès lors que le référentiel métier est commun, ils pourront être élaborés dans le cadre de l'institut national de formation de l'UCANSS.

La révision du système de classification et rémunération des emplois prévue en 2018 devra prendre en compte l'évolution des métiers et les parcours professionnels définis dans la démarche de GPEC, en identifiant les activités de travail et en créant une méthode d'évaluation basée sur des critères objectivant la valorisation des situations de travail. Il est convenu avec l'État d'une clause de rendez-vous en 2017, qui déterminera dans quelles conditions financières une négociation pourrait être ouverte avec les organisations syndicales en 2018.

Le développement durable est une préoccupation partagée par l'ensemble des services publics. La MSA y contribuera **en plaçant la responsabilité sociale au cœur des pratiques des organismes du réseau.**

Il s'agira tout d'abord de renforcer la qualité de la vie au travail par la mise en place d'un baromètre social qualitatif qui viendra compléter le diagnostic actuel quantitatif, et de suivre parmi les indicateurs le taux d'absentéisme au travail de moins de 8 jours. Le déploiement de l'accord-cadre sur le télétravail de 2015 fera l'objet d'un suivi spécifique au regard du nombre de salariés ayant opté pour cette forme d'organisation du travail.

Les actions relatives au maintien dans l'emploi des seniors, à l'insertion des jeunes dans l'emploi, l'accompagnement des organismes dans la poursuite de leurs actions en faveur de l'intégration des salariés en situation de handicap, la garantie de la non-discrimination dans l'accès à l'emploi, la promotion de la parité homme-femme constitueront les autres engagements dans le cadre de la RSE.

ACTIONS À CONDUIRE PAR LA MSA ET ÉCHÉANCES

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|--|-----------|---|---------------|---|---------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 43 | Accompagner l'évolution des métiers et des organisations | 43.1 | Inscrire la formation managériale dans une logique de qualification afin de répondre à l'évolution du métier de manager | 43.1.1 | Bilan annuel de formation sur les nouveaux managers formés et les managers en poste accompagnés (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X |
| | | 43.2 | Mettre en place une politique de formation qualifiante de type RNCP en faisant évoluer les parcours de formation métiers et transverses | 43.2.1 | Bilan sur les parcours qualifiants RNCP mis en œuvre (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X |
| | | 43.3 | Développer des parcours de formation métiers certifiant de type CQP et en inter-régimes de type CQPI dans une logique de mutualisation des moyens | 43.3.1 | Bilan sur le déploiement des parcours qualifiants (Oui/non) | Livable | | X | X | X | X |
| | | 43.4 | Maintenir le ratio de formation | 43.4.1 | Bilan annuel de formation incluant un zoom sur le ratio de formation (Oui/non) | Livable | X | X | X | X | X |

| N° engt | La MSA s'engage à : | N° action | Pour ce faire, elle conduira les actions suivantes ... | N° évaluation | Evaluation des engagements | Nature | Cibles et échéances | | | | |
|---------|---|-----------|--|---------------|---|------------------------|---------------------|-------|-------|-------|-------|
| | | | | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| 44 | Placer la Responsabilité Sociale des Employeurs au cœur des pratiques des entreprises | 44.1 | Renforcer la qualité de vie au travail | 44.1.1 | Production puis déploiement d'un baromètre social national qualitatif (Oui/non) | Livrable | | X | | X | |
| | | | | 44.1.2 | Taux d'absentéisme de moins de 8 jours | Indicateur de résultat | 0,68% | 0,68% | 0,68% | 0,68% | 0,68% |
| | | | | 44.1.3 | Pourcentage de salariés bénéficiant du dispositif de télétravail | Indicateur de pilotage | X | X | X | X | X |
| | | 44.2 | Accompagner les organismes dans la poursuite de leurs actions en faveur de l'intégration des salariés en situation de handicap | 44.2.1 | Nombre d'organismes qui atteignent le taux de 6% d'emploi de salariés handicapés | Indicateur de résultat | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 |
| | | 44.3 | Promouvoir la parité femme - homme | 44.3.1 | Pourcentage du genre le moins représenté accédant aux postes d'agent de direction | Indicateur de résultat | 30% | 35% | 40% | 45% | 50% |

Annexes

Annexe 1 : Règles budgétaires de la COG MSA
pour la période 2016-2020

Annexe 2 : FNGA

Fond national de gestion administrative

Annexe 3 : FNASS

Fond national d'action sanitaire et sociale

Annexe 4 : FNPEISA

**Fond national de prévention, d'éducation et d'information
sanitaires des professions agricoles**

Annexe 5 : FNPR

Fond national de prévention et risques professionnels

Annexe 6 : Condition d'évaluation
et de révision de la COG

Annexe 7 : Tableau récapitulatif des indicateurs
de résultat et de pilotage

Annexe 8 : Fiches dictionnaires des indicateurs
de résultat et de pilotage

Annexe 9 : Glossaire

Annexe 1

Règles budgétaires de la COG MSA pour la période 2016-2020

1 - LES RÈGLES BUDGÉTAIRES FNGA

1.1. Le cadrage budgétaire pluriannuel

Pour la période 2016-2020, l'ensemble des dépenses de fonctionnement (y compris dépenses de personnel) et d'investissement et des recettes fait l'objet d'une programmation pluriannuelle donnant lieu à l'élaboration d'un budget national de gestion annexé à la présente convention. La procédure budgétaire reste régie par la règle de l'annualité.

1.1.1 Champ d'application du protocole budgétaire et pluriannualité des dépenses

Toutes les structures composant le réseau de la MSA sont concernées par la pluriannualité budgétaire. Toutes les dépenses sont programmées par exercice pour la période de la convention. On distingue deux types de dépenses :

- ▶ les dépenses à caractère limitatif,
- ▶ les dépenses à caractère évaluatif.

1.1.1.1 Dépenses à caractère limitatif

Pour ces dépenses, les montants figurant dans l'annexe budgétaire de la présente convention sont arrêtés de manière définitive pour chaque exercice. Il s'agit :

a - des dépenses de personnel

Parmi ce groupe, on distingue :

- les dépenses hors intéressement,
- l'intéressement.

b - des autres dépenses de fonctionnement

Parmi ce groupe de dépenses, on distingue :

- les dépenses de gestion courante (hors comptes 67),
- les dépenses de fonctionnement informatique,
- les charges financières (principalement impôt sur les sociétés).

c - des dépenses d'investissement :

- informatique,
- opérations immobilières,
- autres investissements (dont prêts).

d - de la réserve nationale

Cette enveloppe de crédits appelée réserve nationale doit permettre à la caisse centrale de répondre aux événements imprévisibles affectant le fonctionnement des organismes au cours d'un exercice.

1.1.1.2 Dépenses à caractère évaluatif

Ces dépenses sont arrêtées de manière indicative pour chaque exercice budgétaire. Elles font l'objet d'une évaluation dans le budget primitif du budget national de gestion présenté au conseil d'administration. Elles peuvent être ajustées au vu des décisions prises qui s'imposent à la caisse centrale. Il s'agit :

- ▶ de la dotation aux amortissements et provisions et la production immobilisée (investissement),
- ▶ des charges exceptionnelles (compte 67),
- ▶ des écritures du compte de résultat correspondant à des charges non décaissées : la valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (compte 675),
- ▶ des contributions CLEISS, CNAMTS,
- ▶ des frais de fonctionnement des TASS, TCI, CNITAAT,
- ▶ de la contribution aux dépenses de fonctionnement des ARS,
- ▶ des activités autofinancées par des recettes extérieures (personnels, autres charges),
- ▶ de la participation aux investissements immobiliers des CGSS,
- ▶ de la contribution au frais de fonctionnement de l'EN3S et de l'IHEPS,
- ▶ des investissements financiers (immobilisations financières, prêts...).

Les charges de personnel et de fonctionnement liées aux activités autofinancées (AAF) sont inscrites en dépenses évaluatives, étant financées par des recettes à due concurrence (produits des activités autofinancées).

1.1.1.3 Recettes

La nomenclature budgétaire distingue trois natures de recettes : les recettes réutilisables selon les règles mentionnées au 1.3.4, les recettes qui ne peuvent donner lieu à réutilisation, et les recettes correspondant aux activités autofinancées, réutilisables à 100 %.

1.1.2 La détermination de la base de référence

La programmation budgétaire pluriannuelle est établie à partir d'une base de référence, constituée des montants fixés dans le tableau chiffré de l'annexe budgétaire.

La base de référence 2016 est constituée à partir des dépenses réalisées de l'année 2015 pour la programmation budgétaire pour 2016-2020.

1.1.3 Les règles d'évolution

1.1.3.1 Actualisation des dépenses de personnel

Le pilotage de la masse salariale repose sur trois leviers :

- ▶ la trajectoire d'évolution des effectifs arrêtée pour la durée de la COG,
- ▶ le cadrage de la rémunération moyenne des personnels en place (RMPP) fixé annuellement par les pouvoirs publics,
- ▶ l'enveloppe limitative des dépenses de personnel.

La détermination de la masse salariale repose sur deux éléments :

- ▶ le plafond d'emplois annuel arrêté pour la durée de la COG,
- ▶ le cadrage de RMPP (en masse) fixé à 1,70 % pour chaque année de la COG.

La caisse centrale et les services de l'État procèdent à l'actualisation de la masse salariale sur la base d'un tableau partagé sous-jacent à la programmation budgétaire pluriannuelle conformément aux éléments validés par la commission interministérielle d'audit salarial du secteur public (CIASSP) concernant la MSA.

La dotation (base COG) de l'année N est actualisée, soit lors du vote du budget initial en N-1, soit lors du vote du budget rectificatif au cours du premier semestre de l'année N, du différentiel de niveau de RMPP (en masse) arrêté pour les années 2017 à 2020 par les pouvoirs publics par rapport à celui retenu pour la construction de la masse salariale de l'année N figurant dans la COG.

Lors du vote d'un budget rectificatif de l'année N, la masse salariale reconductible de l'année précédente est corrigée du montant correspondant à l'écart de masse salariale de N-1 résultant du différentiel entre le niveau de GVT négatif et d'effet de structure effectivement constaté à la clôture des comptes de l'année N-1 et celui retenu pour la construction de la masse salariale dans le dernier budget approuvé de l'année N-1.

La dotation de masse salariale de l'année N est corrigée du montant correspondant à l'écart de masse salariale de N-1 résultant du différentiel entre le niveau de GVT négatif et d'effet de structure effectivement constaté à la clôture des comptes de l'année N-1 et celui retenu pour la construction de la masse salariale dans le dernier budget approuvé de l'année N-1.

L'actualisation au titre de l'année N intègre les effets cumulés des actualisations du niveau de RMPP et des glissements divers constatés sur les exercices COG précédents et réalisés conformément aux deux paragraphes précédents.

Le cas échéant, la masse salariale est actualisée en fonction des hausses ou des baisses de prélèvements ayant un caractère obligatoire pour l'employeur.

1.1.3.2 Actualisation des autres dépenses de fonctionnement et d'investissement

Il n'y a pas d'actualisation des crédits de fonctionnement et d'investissement (reconduction en euros courants des montants fixés dans l'annexe budgétaire), à l'exception de la ligne "fonctionnement courant" qui, pour l'année 2020, fera l'objet d'une révision en cohérence avec les futures orientations budgétaires gouvernementales.

Pour les investissements immobiliers, les autorisations de programme pour la période COG sont fixées à 80 millions d'euros, augmentées du produit des cessions.

Ces autorisations constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées sur la COG au titre des opérations immobilières.

Les montants inscrits dans le tableau de programmation budgétaire correspondent à des crédits de paiement. Toute augmentation des autorisations de programme résultant du produit des cessions génère une augmentation des crédits de paiements de même montant. Les crédits de paiements non consommés d'un exercice sont reportés sur l'exercice suivant.

1.1.3.3 Autres réajustements exceptionnels éventuels

Le présent contrat s'entend sur la base d'une législation et d'une réglementation constantes. Au cas où des évolutions viendraient à modifier significativement les charges de gestion, les parties signataires conviennent d'en mesurer exactement l'impact et d'en dégager si nécessaire les conséquences financières, ainsi que sur les objectifs traduits dans les indicateurs COG, en tant que de besoin.

Les parties s'entendront sur une révision dans le cas où un événement majeur dans l'environnement technique ou social des organismes viendrait affecter de manière significative leurs conditions de gestion.

1.1.3.4 Les règles de réutilisation des recettes propres des organismes

Si la réalisation des recettes propres des organismes pour l'année N pour les comptes appartenant à la liste ci-après est supérieure à l'évaluation faite à l'annexe budgétaire au titre du même exercice, la différence vient majorer le niveau des autorisations de dépenses limitatives, à hauteur de 75% du dépassement de la prévision de recettes. Les 25 % restant viennent atténuer le prélèvement sur cotisation.

Par exception, certains comptes précisés infra peuvent faire l'objet d'une réutilisation de la différence par rapport à l'évaluation inscrite dans la programmation budgétaire à hauteur de 100 %.

Si la réalisation de ces recettes est inférieure à l'évaluation faite lors des négociations de la COG, les autorisations de dépenses limitatives sont réduites à hauteur de 75 % de la diminution de recette constatée.

La réutilisation du différentiel entre les recettes réutilisables constatées au titre de l'année N et prévisionnelles vient majorer le montant des dépenses limitatives de l'année N+1. Dans le cadre de projets ponctuels et bien identifiés, les services de l'État peuvent, au cas par cas, autoriser une réutilisation de recettes sur l'année en cours sur la base d'une prévision communiquée par l'organisme national.

S'agissant des produits de cessions immobilières, la différence entre le prix de vente et la valeur nette comptable de l'actif vient impacter, à due concurrence, les autorisations d'investissements en autorisations de programme et les crédits de paiement de l'exercice N+1.

Elle peut également abonder l'enveloppe des loyers et charges locatives sur une période de dix ans (à hauteur d'un dixième du différentiel par exercice). Ces crédits réutilisés ne peuvent donner lieu à un autre usage.

Les produits de cessions immobilières constatés sur un exercice sont reportés sur l'exercice suivant et, le cas échéant, sur la COG suivante.

En cas de vente immobilière entre organismes de sécurité sociale, le montant de celle-ci correspond à la valeur nette comptable du bien.

Les autres recettes ne peuvent donner lieu à récupération de crédits. (voir tableau page 75)

| | | |
|-------|---|-------|
| 703 | Ventes de produits résiduels | |
| 704 | Travaux | |
| 705 | Études | |
| 706 | Prestations de services | |
| 707 | Vente de marchandises | |
| 7081 | Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel | 100 % |
| 7082 | Commissions et courtages | |
| 7083 | Locations diverses | 100 % |
| 7084 | Mise à disposition de personnel facturé | 100 % |
| 7087 | Bonification obtenue de clients et prime sur vente | |
| 741 | Subventions d'exploitation reçues de d'Etat | 100 % |
| 742 | Subvention reçue des Régions | 100 % |
| 743 | Subvention reçue des Département | 100 % |
| 744 | Subvention reçue des communes | 100 % |
| 745 | Subvention reçue des établissements publics nationaux | 100 % |
| 746 | Subventions reçues des établissements publics locaux | 100 % |
| 747 | Subventions reçues d'entreprise et d'organismes privés | 100 % |
| 748 | Subventions reçues d'autres entités publiques | 100 % |
| 752 | Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles | |
| 7552 | Contributions (autres) | 100 % |
| 7554 | Services rendus entre organismes (d'une même branche) | 100 % |
| 7555 | Production Gestion courante pour annulation d'ordre de dépenses sur exercices antérieurs | 100 % |
| 75528 | Contributions diverses | 100 % |
| 7556 | Divers transferts de gestion courante (Services rendus entre branches et régimes) | 100 % |
| 75581 | Frais de poursuites et de contentieux - Divers autres produits de gestion courante - Frais de justice et de contentieux | 100 % |
| 75588 | Autres divers / autres produits de gestion courante (compte de tiers entre OSS) ¹⁾ | 100 % |
| 75844 | Recours contre tiers | |
| 7711 | Débets et pénalités reçues sur achats et ventes | |
| 7713 | Libéralités reçues | |
| 77182 | Produits exceptionnels provenant de l'annulation ordres de dépenses des exercices antérieurs | |
| 77187 | Divers produits sur opérations de gestion courante | |
| 775 | Produit des cessions d'éléments d'actifs (hors cessions immobilières) | |
| 778 | Autres produits exceptionnels | |
| 791 | Transfert de charges | 100 % |
| 7911 | Prise en charge des frais de formation (remboursements forfaitaires) | 100 % |
| 7912 | Indemnités d'assurance (remboursement) | 100 % |
| 797 | Transfert de charges exceptionnelles | |

¹⁾ Compte distinct du 75564 qui concerne les services (volontaires) entre OSS de branches et régimes différents : il concerne ici le compte de tiers (entre OSS) prévu réglementairement. Il comprend notamment la contribution du GIP Info-Retraite.

1.1.3.5. Les provisions

Les provisions sont imputées en dépenses évaluatives ainsi que les reprises sur provisions. Le paiement des dépenses correspondant aux provisions constituées s'effectue budgétairement dans l'enveloppe limitative correspondant à la nature de chacune des dépenses.

Pour les provisions constituées avant la fin de la précédente COG, le paiement s'effectue hors enveloppe limitative, dans la limite des crédits non consommés constatés en 2015 sur les lignes de crédits correspondantes.

1.2 Les règles de gestion

1.2.1. Le vote des budgets annuels

Le budget primitif avant la fin de l'année N-1 et les budgets rectificatifs sont soumis au vote du conseil d'administration. S'ils sont conformes à la convention d'objectifs et de gestion, l'approbation de ces budgets par l'État est réputée acquise, et la délibération exécutoire, sous réserve des conditions de notification prévues par le code de la sécurité sociale.

1.2.2. La répartition des crédits du budget de gestion

Les notifications de crédits aux organismes sont allouées conformément à la segmentation des montants budgétaires, selon trois grandes masses : dépenses de personnel, autres dépenses de fonctionnement, dépenses d'investissement. La répartition des crédits entre les organismes, au sein de chaque groupe de dépenses, est établie ou modifiée par le directeur général de la caisse centrale.

1.2.3. Les virements de crédits

Il existe un principe de fongibilité à l'intérieur des groupes de dépenses limitatives suivantes du budget national de gestion administrative :

- ▶ les dépenses de personnel,
- ▶ les autres dépenses de fonctionnement,
- ▶ les dépenses d'investissement.

Au sein du premier groupe, et par exception à ce principe, les crédits figurant sur la ligne "intéressement" ne sont ni fongibles ni reportables. Les virements de crédits des dépenses de personnel hors intéressement vers les autres groupes de dépenses, et des autres dépenses de fonctionnement vers les dépenses d'investissement sont effectués par le directeur général de la caisse centrale.

Tout autre virement est interdit. Il ne peut être dérogé à cette règle, exceptionnellement, qu'après accord préalable des services de l'État par une décision modificative soumise au vote du conseil d'administration.

1.2.4. La réserve nationale

L'utilisation de la réserve nationale est subordonnée à l'autorisation préalable des services de l'État. Une information est faite au conseil d'administration.

Les crédits non utilisés de la réserve nationale sont annulés en fin de chaque exercice.

1.2.5 Les règles relatives au report des crédits non consommés

1.2.5.1 La constatation des crédits non consommés

Les crédits non consommés constatés au niveau des groupes de dépenses à caractère limitatif peuvent donner lieu, à l'exception de la réserve nationale et de l'intéressement, à un report sur l'exercice suivant. Les crédits non consommés constatés au niveau des dépenses à caractère évaluatif au titre d'un exercice ne peuvent donner lieu à un report.

Ces crédits non consommés sont mutualisés au plan national et sont affectés à des dépenses non pérennes.

Les opérations immobilières soumises à autorisations de programme pourront faire l'objet de la constatation d'avances reportées. Si un organisme du réseau n'a pas pu utiliser dans l'exercice les crédits de paiement correspondant à une autorisation de programme délivrée par la caisse centrale, et qu'il souhaite reporter cette dépense sur l'exercice suivant, il a la possibilité de conserver les crédits de paiement après autorisation du directeur de la caisse centrale y compris en fin de COG.

1.2.5.2 Le vote par le conseil d'administration

Chaque année, après la clôture des comptes, à la constatation du niveau des dépenses exécutées et au regard de leur analyse et de l'estimation des besoins, les crédits non consommés au titre de l'année N-1 peuvent donner lieu à report sur l'exercice suivant (N) et être affectés sur des dépenses à caractère non pérenne.

Les crédits non consommés en dernière année de COG ne sont pas reportables, à l'exception des crédits de paiement non utilisés correspondant à une autorisation de programme. Les autorisations de programme qui n'ont pas été décidées par le conseil d'administration sont annulées à la fin de la dernière année de COG.

1.2.5.3 Les modalités d'information

La caisse centrale produit à l'appui de la décision du conseil d'administration un état détaillé qui retrace, d'une part, l'origine en N-1 des crédits reportés par groupe de dépenses en faisant la distinction entre les crédits notifiés aux organismes locaux et ceux conservés au niveau national et, d'autre part, leur destination en N par groupe de dépenses.

1.2.6. Le suivi de l'exécution budgétaire

Le suivi consolidé de la répartition des crédits est assuré par une présentation du budget de gestion administrative au conseil d'administration dans la même forme que celle figurant dans la convention. S'y ajoute une information sur les dépenses à caractère évaluatif et les opérations immobilières.

Le suivi du budget de gestion se fait au travers de tableaux de bord budgétaires établis sur le même modèle que le tableau de programmation financière de l'annexe, auxquels sont ajoutées les dépenses à caractère évaluatif ainsi que les prévisions de recettes. Ces tableaux retracent la dépense exécutée l'année considérée.

1.2.6.1 Tableau de bord (TBB) du budget de gestion

La caisse centrale fournit pour chaque exercice budgétaire quatre tableaux de bord budgétaires. Ces documents permettent à l'État de produire des éléments chiffrés pour la commission des comptes de la sécurité sociale et pour la préparation de la loi de financement de la sécurité sociale. Le calendrier de production d'un TBB relatif à l'exercice N se fera selon la périodicité suivante :

- ▶ TBB 1, 2 et 3 au 15 avril, au 15 juillet et au 1^{er} novembre N, comportant le niveau d'exécution de l'année N à la date de diffusion du TBB ainsi qu'une mise à jour de la prévision d'exécution du budget N ainsi que les budgets rectificatifs le cas échéant. Le TBB 2 précise le montant des crédits N-1 reportés et non reportés ;
- ▶ TBB 4, au 15 avril N+1, comportant le budget exécuté N.

1.2.6.2 Effectifs

Un suivi des effectifs de l'ensemble du personnel est annexé aux TBB 2 et 4. Il est exprimé en ETP annuel moyen et distingue les CDI et les CDD.

1.2.6.3 Immobilier

Un plan immobilier est arrêté pour la durée de la convention en cohérence avec le schéma pluriannuel de stratégie immobilière qui devra être élaboré parallèlement. Ce plan sera mis à jour en fonction de la consommation des autorisations de programme et des crédits de paiement. Il est présenté au conseil d'administration au moins une fois par an lors de la présentation du budget exécuté.

1.2.6.4 Informatique

Les dépenses informatiques font l'objet d'un suivi budgétaire en prévision et en exécution selon chacune de ces rubriques. Un tableau de suivi, établi en commun accord entre la caisse centrale et l'État et annexé au schéma directeur des systèmes d'information, est présenté annuellement au conseil d'administration lors de la présentation du budget exécuté.

2. LES RÈGLES BUDGÉTAIRES D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE (FNASS)

2.1 Champ d'application

Entrent dans le champ d'application de la présente convention les prestations extralégales et subventions ainsi que les missions publiques d'ASS, et la prise en charge de cotisations.

Tous les crédits ont un caractère pluriannuel et limitatif.

Au cours de la période conventionnelle, toute mesure de nature législative ou réglementaire conduisant à un transfert de charge du FNASS vers un autre budget entraîne une annulation des crédits budgétés à due concurrence.

De même, toute nouvelle dépense mise à la charge du budget du FNASS entraîne un ajustement des crédits budgétés.

2.2 Programmation budgétaire

La programmation budgétaire pluriannuelle 2016-2020 figure en annexe de la présente convention. Elle est construite à partir des dépenses constatées en 2015.

Le budget du FNASS fait l'objet d'un vote chaque année par le conseil d'administration. L'approbation par l'État, dans le délai prévu par le code rural de ce budget est réputée acquise s'il est conforme à la convention d'objectifs et de gestion.

L'enveloppe prévue pour les prises en charge de cotisations sociales est de 60 M€ en 2016, puis de 30 M€ par an de 2017 à 2020.

La MSA ne peut effectuer de prise en charge au-delà de ce montant qu'après avoir reçu une subvention complémentaire versée par le ministère chargé de l'agriculture.

Les arrêtés pris par le ministre en charge de l'agriculture en application du 9^e alinéa de l'article R726-1 du Code rural ne peuvent en aucun cas prévoir un niveau de prise en charge dont la somme excède le montant de l'enveloppe de prise en charge de cotisations prévue par la COG ou ses avenants.

Les montants de dépenses sont fixés en euros courants sur la période de la convention et ne font pas l'objet de revalorisation.

___2.3 Règle de gestion

___2.3.1 Virements des crédits

Le budget du FNASS se décompose en :

- missions publiques d'ASS (famille et maladie),
- prestations extralégales d'ASS et subventions (famille, maladie, vieillesse, AT/MP et autres),
- prise en charge de cotisations sur financement de la MSA.

Les virements de crédits sont effectués par le directeur général de la CCMSA à l'intérieur de chacun des deux premiers groupes de dépenses. Les virements de crédits entre les deux premiers groupes de dépenses cités font l'objet d'une décision modificative soumise au vote du Conseil d'administration et à l'approbation des services de l'État conformément aux dispositions du code rural. La ligne "prise en charge des cotisations" est strictement non fongible avec les autres lignes.

___2.3.2 Reports de crédits non consommés

Règles de report

Afin de permettre une gestion pluriannuelle des dépenses de l'action sanitaire et sociale, la CCMSA peut, après analyse des dépenses de l'exercice N et estimation des besoins de l'exercice N+1, reporter les crédits non consommés de l'exercice N sur l'exercice N+1 sur la période de la COG.

Nature des crédits reportables

Tous les crédits non consommés au titre de l'exercice N peuvent être reportés sur l'exercice N+1 dans la limite de la durée de la COG.

Modalités de report

Chaque année, après la clôture des comptes de l'exercice N-1, la caisse centrale constate le niveau des dépenses exécuté au titre de l'année N-1.

Les crédits non consommés au titre de l'année N-1 peuvent être reportés sur l'exercice N et affectés sur décision du conseil d'administration de la CCMSA. Ces crédits augmentent ainsi à due concurrence le montant des autorisations de dépenses de l'exercice N. Une décision modificative du budget du FNASS retrace l'ensemble de ces opérations.

L'affectation de ces reports doit être conforme aux règles énoncées au point 2.3.2.

___2.3.3 Le bilan de l'exécution budgétaire

Les modalités de suivi du budget du FNASS, notamment celles relatives à la communication des TBB à la tutelle, sont identiques à celles établies pour le suivi du budget de gestion.

Sur demande de l'État, la CCMSA transmet aux tutelles la ventilation des crédits entre aides individuelles et aides collectives.

3 - LES RÈGLES BUDGÉTAIRES PRÉVENTION, ÉDUCATION ET INFORMATION SANITAIRES (FNPEISA)

___3.1 Champ d'application

Entrent dans le champ d'application de la convention les dépenses relatives aux actions de prévention, d'éducation et d'information sanitaires. Tous les crédits ont un caractère pluriannuel et limitatif.

Au cours de la période conventionnelle, toute mesure de nature législative ou réglementaire conduisant à un transfert de charge du FNPEISA vers un autre fonds ou vers le risque entraîne une annulation des crédits budgétés à due concurrence.

De même, toute dépense mise à la charge du budget du FNPEISA entraîne un ajustement des crédits budgétés.

___3.2 Programmation budgétaire

La programmation budgétaire pluriannuelle 2016-2020 figure en annexe. Elle est construite à partir des dépenses constatées en 2015.

Le budget du FNPEISA fait l'objet d'un vote chaque année par le conseil d'administration. L'approbation par l'État de ces budgets, après le délai prévu par le code rural, est réputée acquise s'ils sont conformes à la présente convention.

Le montant des dépenses est fixé en euros courants sur la période de la convention.

___3.3 Règle de gestion

___3.3.1 Virements des crédits

Le budget du FNPEISA se décompose en trois lignes de programme :

- actions nationales,
- actions institutionnelles d'accompagnement de la politique de santé publique,
- Informations des assurés et actions d'accompagnement.

Les virements de crédits sont effectués par le directeur général de la CCMSA à l'intérieur de chacun des trois premiers groupes de dépenses.

Les virements de crédits entre les trois premiers groupes de dépenses cités font l'objet d'une décision modificative soumise au vote du conseil d'administration et à l'approbation des services de l'État conformément aux dispositions du code rural.

3.3.2 Reports de crédits non consommés

Règles de report

Afin de permettre une gestion pluriannuelle des dépenses de prévention, d'éducation et d'information sanitaires, la CCMSA est autorisée à reporter les crédits non consommés d'un exercice N-1 sur l'exercice N sur la période de la COG.

Nature des crédits reportables

Tous les crédits non consommés au titre de l'exercice N-1 peuvent donner lieu à report sur l'exercice N.

Modalités de report

Chaque année, après la clôture de l'exercice N-1, à la constatation des dépenses exécutées au titre de l'année précédente, les crédits non consommés peuvent donner lieu à report sur l'exercice suivant sous réserve du respect de la nature des crédits et au regard de l'analyse des besoins. Ces crédits augmentent ainsi à due concurrence le montant des autorisations de dépenses de l'exercice N et donnent lieu à un budget rectificatif présenté au conseil.

L'affectation de ces reports doit être conforme aux règles énoncées au point 3.3.2.

3.3.3 Le bilan de l'exécution budgétaire

Les modalités de suivi du FNPEISA, notamment celles relatives à la communication des TBB à la tutelle, sont identiques à celles établies pour le suivi du fonds national de gestion administrative (FNGA).

4 - MÉDECINE DU TRAVAIL ET PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS (MT PRP)

Le fonds national de prévention (FNPR) est évaluatif, les charges étant financées par des cotisations de gestion des régimes agricoles, sans financement du régime général.

| Nature de dépenses (en euros) | | R2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|--|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| A. Dépenses à caractère limitatif | | | | | | | |
| Dépenses de personnel hors intéressement | | 847 930 946 | 843 305 090 | 841 585 800 | 837 756 000 | 830 084 780 | 819 563 150 |
| Intéressement | | 10 850 055 | 13 341 060 | 13 311 120 | 13 283 940 | 13 224 010 | 13 103 880 |
| I - TOTAL PERSONNEL | | 858 781 001 | 856 646 150 | 854 896 920 | 851 039 940 | 843 308 790 | 832 667 030 |
| Fonctionnement courant | | 156 701 745 | 152 832 482 | 150 114 657 | 136 397 069 | 132 803 153 | 132 175 905 |
| Fonctionnement informatique (org.informatiques) | | 54 106 919 | 58 990 000 | 58 626 000 | 56 898 000 | 56 671 000 | 54 852 000 |
| Charges financières | | 928 139 | 930 000 | 930 000 | 930 000 | 930 000 | 930 000 |
| II - TOTAL FONCTIONNEMENT | | 211 736 803 | 212 752 482 | 209 670 657 | 194 225 069 | 190 404 153 | 187 957 905 |
| TOTAL I + II | | 1 070 517 804 | 1 069 398 632 | 1 064 567 577 | 1 045 265 009 | 1 033 712 943 | 1 020 624 935 |
| III - Réserve nationale | | | 4 500 000 |
| TOTAL DEPENSES A CARACTERE LIMITATIF | | 1 070 517 804 | 1 073 898 632 | 1 069 067 577 | 1 049 765 009 | 1 038 212 943 | 1 025 124 935 |
| B. Dépenses à caractère évaluatif | | | | | | | |
| AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | | | | | |
| <i>amortissements (courant)</i> | | 37 720 551 | 38 166 000 | 41 261 600 | 43 177 200 | 43 770 700 | 43 393 400 |
| <i>amortissements (org.informatiques)</i> | | 26 356 975 | 26 616 000 | 29 711 600 | 31 627 200 | 32 220 700 | 31 843 400 |
| <i>provisions (courant)</i> | | 8 930 547 | 9 000 000 | 9 000 000 | 9 000 000 | 9 000 000 | 9 000 000 |
| <i>provisions (org.informatiques)</i> | | 2 433 028 | 2 500 000 | 2 500 000 | 2 500 000 | 2 500 000 | 2 500 000 |
| | | | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| AUTRES CHARGES EXPLOITATION NON CADREES | | 1 356 043 | 1 400 000 | 1 400 000 | 1 400 000 | 1 400 000 | 1 400 000 |
| CHARGES relatives aux ACTIVITES AUTOFINANCEES par des recettes extérieures | | 15 674 142 | 17 147 000 | 17 216 300 | 17 243 800 | 17 280 300 | 17 418 000 |
| AUTRES DEPENSES : INTER REGIMES | | 9 300 770 | 9 323 000 |
| <i>Contributions CLEISS</i> | | 793 280 | 800 000 | 800 000 | 800 000 | 800 000 | 800 000 |
| <i>Contribution CNAMTS</i> | | 272 136 | 273 000 | 273 000 | 273 000 | 273 000 | 273 000 |
| <i>Frais de fonctionnements des TAISS, TCI et CNITAAAT CDPSA</i> | | 2 803 116 | 2 800 000 | 2 800 000 | 2 800 000 | 2 800 000 | 2 800 000 |
| <i>Contribution AIRS</i> | | 5 432 239 | 5 450 000 | 5 450 000 | 5 450 000 | 5 450 000 | 5 450 000 |
| Contributions au financement des autres régimes et des organismes inter-régimes | | 2 681 849 | 4 118 000 |
| <i>CGSS Immobilier</i> | | 1 567 284 | 3 000 000 | 3 000 000 | 3 000 000 | 3 000 000 | 3 000 000 |
| <i>EN3S</i> | | 1 096 763 | 1 100 000 | 1 100 000 | 1 100 000 | 1 100 000 | 1 100 000 |
| <i>IHEPS</i> | | 17 802 | 18 000 | 18 000 | 18 000 | 18 000 | 18 000 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES NETTES des cessions d'immos | | 1 592 782 | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 |
| TOTAL DEPENSES A CARACTERE EVALUATIF | | 68 326 138 | 74 154 000 | 77 318 900 | 79 262 000 | 79 892 000 | 79 652 400 |
| TOTAL DES DEPENSES BRUTES DE GESTION | | 1 138 843 941 | 1 148 052 632 | 1 146 386 477 | 1 129 027 009 | 1 118 104 943 | 1 104 777 335 |
| D. Recettes propres des organismes | | | | | | | |
| TOTAL RECETTES PROPRES DES ORGANISMES | | 111 486 320 | 105 239 816 | 103 525 816 | 101 839 816 | 100 181 816 | 98 549 816 |
| ACTIVITES AUTO FINANCEES | | 15 728 660 | 17 147 000 | 17 216 300 | 17 243 800 | 17 280 300 | 17 418 000 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS NETS DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | | 7 906 064 | 2 648 335 | 0 | 6 833 512 | 3 757 917 | 1 637 720 |
| TOTAL DES RECETTES PROPRES DES ORGANISMES | | 135 121 044 | 125 035 151 | 120 742 116 | 125 917 128 | 121 220 033 | 117 605 536 |
| E. Autres recettes | | | | | | | |
| RECETTES ISSUES DES COTISATIONS AT SA, A TEXA & IJ AMEXA | | 52 393 545 | 54 333 500 | 54 423 000 | 54 888 700 | 55 274 600 | 55 686 700 |
| DOTATION AU COUT NET DE GESTION | | 1 174 725 642 | 1 182 984 581 | 1 155 521 457 | 1 132 521 984 | 1 125 911 237 | 1 115 785 146 |
| TOTAL DES AUTRES RECETTES | | 1 227 119 187 | 1 237 318 081 | 1 209 944 457 | 1 187 410 684 | 1 181 185 837 | 1 171 471 846 |
| TOTAL RECETTES | | 1 362 240 231 | 1 362 353 232 | 1 330 686 573 | 1 313 327 812 | 1 302 405 870 | 1 289 077 382 |
| G - Investissements | | | | | | | |
| Investissements informatiques des organismes informatiques | | 13 852 718 | 5 800 000 | 5 800 000 | 5 800 000 | 5 800 000 | 5 800 000 |
| Investissements immobiliers | | 34 221 336 | 83 651 863 | 41 522 943 | 20 720 154 | 16 541 352 | 10 864 152 |
| Investissements autres | | 23 089 564 | 20 000 000 | 20 000 000 | 20 000 000 | 20 000 000 | 20 000 000 |
| Immobilisations financières | | 12 582 105 | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 |
| TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT | | 83 745 723 | 124 451 863 | 82 322 943 | 61 520 154 | 57 341 352 | 51 664 152 |

Annexe 3

FNASS

Fond national d'action sanitaire et sociale

| Nature des dépenses en d'euros | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| C - Dépenses à caractère technique | | | | | | |
| Missions publiques d'ASS | 43 909 143 | 45 900 000 | 47 635 440 | 49 276 623 | 50 724 855 | 52 231 286 |
| Famille | 43 122 833 | 45 100 000 | 46 835 440 | 48 476 623 | 49 924 855 | 51 431 286 |
| Maladie | 786 310 | 800 000 | 800 000 | 800 000 | 800 000 | 800 000 |
| Prestations extra-légales et subventions d'ASS | 109 673 488 | 108 400 600 | 106 664 656 | 105 024 180 | 103 576 072 | 102 068 761 |
| Famille | 47 868 821 | 44 204 600 | 43 490 468 | 41 629 927 | 41 921 574 | 41 550 600 |
| Maladie | 10 855 588 | 10 040 000 | 9 755 000 | 9 292 500 | 9 260 000 | 8 625 000 |
| Vieillesse | 50 433 519 | 51 356 000 | 50 689 188 | 51 421 753 | 49 714 498 | 49 263 161 |
| AT-MP | 515 560 | 700 000 | 630 000 | 580 000 | 580 000 | 530 000 |
| Autres | | 2 100 000 | 2 100 000 | 2 100 000 | 2 100 000 | 2 100 000 |
| DEPENSES TECHNIQUES AVANT PEC | 153 582 631 | 154 300 600 | 154 300 096 | 154 300 803 | 154 300 927 | 154 300 046 |
| PRISES EN CHARGES DE COTISATIONS (PEC) | 80 623 462 | 60 000 000 | 30 000 000 | 30 000 000 | 30 000 000 | 30 000 000 |
| TOTAL | 234 206 093 | 214 300 600 | 184 300 096 | 184 300 803 | 184 300 927 | 184 300 046 |
| Aide personnalisée à l'Autonomie | 8 926 815 | | | | | |
| TOTAL avec APA | 243 132 908 | | | | | |

Annexe 4

FNPEISA

Fond national de prévention,
d'éducation et d'information sanitaires
des professions agricoles

| Nature des dépenses | Budget prévisionnel - COG 2016-2020 | | | | | | |
|---|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Réalisé 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | |
| Actions nationales pilotées par l'Etat | 12 167 775 € | 13 635 000 € | 13 690 000 € | 13 745 000 € | 13 745 000 € | 13 745 000 € | 13 745 000 € |
| - Vaccination anti-grippale | 1 866 244 € | 1 900 000 € | 1 900 000 € | 1 900 000 € | 1 900 000 € | 1 900 000 € | 1 900 000 € |
| - Vaccination contre le ROR | 208 254 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € |
| - Test de diagnostic rapide de l'angine à streptocoque (TDR) | 135 769 € | 130 000 € | 130 000 € | 130 000 € | 130 000 € | 130 000 € | 130 000 € |
| - Dispositif conventionnel bucco-dentaire | 2 271 884 € | 2 350 000 € | 2 350 000 € | 2 350 000 € | 2 350 000 € | 2 350 000 € | 2 350 000 € |
| - Dépistage des cancers | 4 460 035 € | 5 500 000 € | 5 555 000 € | 5 610 000 € | 5 610 000 € | 5 610 000 € | 5 610 000 € |
| - Consultation de prévention 16/25 ans | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| - Accompagnement des personnes souhaitant arrêter de fumer | 302 412 € | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € |
| - Dépistage du saturnisme | 0 € | 0 € | | | | | |
| - Cotisation membre INCA | 5 000 € | 5 000 € | 5 000 € | 5 000 € | 5 000 € | 5 000 € | 5 000 € |
| - Participation à la dotation globale INPES | 2 918 177 € | 3 000 000 € | 3 000 000 € | 3 000 000 € | 3 000 000 € | 3 000 000 € | 3 000 000 € |
| Actions institutionnelles d'accompag. de la politique de santé publique | 16 016 997 € | 15 810 000 € | 16 001 450 € | 16 193 152 € | 16 343 737 € | 16 396 372 € | 16 396 372 € |
| - Dispositif examens de Santé | 13 139 390 € | 12 500 000 € | 11 000 000 € | 11 082 500 € | 11 165 619 € | 11 090 000 € | 11 090 000 € |
| - Actions de prévention et d'accompagnement des assurés | 2 877 607 € | 3 310 000 € | 5 001 450 € | 5 110 652 € | 5 178 118 € | 5 306 372 € | 5 306 372 € |
| Plan de lutte contre la précarité | 200 405 € | 0 € | | | | | |
| Bien Vieillir | 653 856 € | 800 000 € | 806 000 € | 812 045 € | 818 135 € | 824 271 € | 824 271 € |
| Prévention bucco dentaire | 861 598 € | 800 000 € | 806 000 € | 812 045 € | 818 135 € | 824 271 € | 824 271 € |
| Programme d'accompagnement des malades chroniques | 395 373 € | 450 000 € | 453 375 € | 456 775 € | 460 201 € | 463 653 € | 463 653 € |
| SOPHIA | | 0 € | 1 070 000 € | 1 160 000 € | 1 210 000 € | 1 320 000 € | 1 320 000 € |
| Santé active | | 200 000 € | 800 000 € | 800 000 € | 800 000 € | 800 000 € | 800 000 € |
| Prado | | 160 000 € | 161 200 € | 160 000 € | 161 200 € | 162 409 € | 162 409 € |
| Actions d'initiative locale | 766 375 € | 650 000 € | 654 875 € | 659 787 € | 660 446 € | 661 767 € | 661 767 € |
| Evaluation des dispositifs | 0 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € |
| Informations des assurés et actions d'accompagnement | 2 427 341 € | 1 194 795 € | 1 178 144 € | 1 162 964 € | 1 245 638 € | 1 428 011 € | 1 428 011 € |
| TOTAL | 30 612 113 € | 30 639 795 € | 30 869 594 € | 31 101 116 € | 31 334 375 € | 31 569 383 € | 31 569 383 € |
| Rebasement pour 2016-2020 | -200 405 € | | | | | | |
| TOTAL APRES REBASEMENT | 30 411 707 € | | | | | | |

Evolution COG 2016/2020

0,75% 0,75% 0,75% 0,75% 0,75%

Annexe 5

FNPR

Fond national de prévention et risques professionnels

| Nature des dépenses en euros | R2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| A. Dépenses de fonctionnement hors technique (évaluatif) | | | | | | |
| Dépenses de personnel | 90 796 217 | 94 197 500 | 94 694 100 | 94 882 400 | 94 698 300 | 95 106 800 |
| I - TOTAL PERSONNEL | 90 796 217 | 94 197 500 | 94 694 100 | 94 882 400 | 94 698 300 | 95 106 800 |
| Fonctionnement courant | 10 664 230 | 11 726 612 | 11 726 612 | 11 726 612 | 11 726 612 | 11 726 612 |
| Charges financières | 7 598 | 22 700 | 22 700 | 22 700 | 22 700 | 22 700 |
| II - TOTAL FONCTIONNEMENT | 10 671 828 | 11 749 312 |
| TOTAL I + II | 101 468 045 | 105 946 812 | 106 443 412 | 106 631 712 | 106 447 612 | 106 856 112 |
| III - Réserve nationale | | | | | | |
| TOTAL DEPENSES de fonctionnement hors technique (évaluatif) | 101 468 045 | 105 946 812 | 106 443 412 | 106 631 712 | 106 447 612 | 106 856 112 |
| B. Autres Dépenses (évaluatif) | | | | | | |
| AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 2 053 906 | 2 200 000 |
| <i>amortissements (courant)</i> | 1 993 400 | 2 100 000 | 2 100 000 | 2 100 000 | 2 100 000 | 2 100 000 |
| <i>provisions (courant)</i> | 60 506 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| AUTRES CHARGES EXPLOITATION NON CADREES | 296 732 | | | | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES NETTES (cessions d'immos) | 17 460 | 100 000 |
| TOTAL DES AUTRES DEPENSES (EVALUATIF) | 2 368 097 | 2 300 000 |
| TOTAL DES DEPENSES BRUTES DE GESTION | 103 836 142 | 108 246 812 | 108 743 412 | 108 931 712 | 108 747 612 | 109 156 112 |
| C. Dépenses à caractère technique | | | | | | |
| DEPENSES TECHNIQUES PRP et ST | 9 267 154 | 9 292 203 | 10 552 658 | 11 963 284 | 13 544 891 | 15 036 411 |
| TOTAL DES DEPENSES TECHNIQUES | 9 267 154 | 9 292 203 | 10 552 658 | 11 963 284 | 13 544 891 | 15 036 411 |
| TOTAL DEPENSES BRUTES DE GESTION ET TECHNIQUES | 113 103 296 | 117 539 015 | 119 296 069 | 120 894 995 | 122 292 503 | 124 192 522 |
| D - Recettes propres des organismes | | | | | | |
| TOTAL RECETTES PROPRES DES ORGANISMES | 5 956 369 | 4 000 000 |
| E - Recettes issues des cotisations | | | | | | |
| Cotisations | 116 416 524 | 114 488 203 | 115 684 980 | 117 822 240 | 119 806 891 | 121 978 701 |
| TOTAL DES RECETTES ISSUES DES COTISATIONS | 116 416 524 | 114 488 203 | 115 684 980 | 117 822 240 | 119 806 891 | 121 978 701 |
| TOTAL DES RECETTES | 122 372 893 | 118 488 203 | 119 684 980 | 121 822 240 | 123 806 891 | 125 978 701 |
| G - Investissements | | | | | | |
| Investissements informatiques des organismes informatiques | | | | | | |
| Investissements immobiliers | 497 092 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Investissements autres | | | | | | |
| Immobilisations financières | | | | | | |
| TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT | 497 092 | 1 000 000 |

Annexe 6

Condition d'évaluation et de révision de la COG

1 - MODALITÉS D'ÉVALUATION ET DE RÉVISION DE LA COG.

L'Etat et la MSA organisent un suivi d'exécution continu des engagements pris dans la présente convention. Ce suivi repose notamment sur les tableaux de bord budgétaires, les tableaux des actions à conduire et échéances des fiches thématiques, et les indicateurs figurant en annexe de la convention. Le contenu et les modalités de transmission des tableaux de bord budgétaires et de suivi des effectifs sont définis dans l'annexe budgétaire de la présente convention. Pour faciliter ce suivi, un référent unique, rattaché au directeur général, sera désigné dès la signature de la COG. Il assurera notamment la consolidation et la bonne transmission des outils de reporting définis par la présente convention.

Chaque année, à la fin du mois de mars, la MSA proposera un projet de bilan annuel, consolidant le bilan des actions et échéances inscrites dans les fiches thématiques et les indicateurs de résultats et de suivi de la COG. Ce bilan des actions découlant de la COG et du SDSI qui lui est associé sera établi afin d'analyser les écarts et leurs causes.

La dernière année couverte par la convention, l'Etat et la MSA procéderont à son évaluation contradictoire. Cette évaluation vise à apprécier le degré de réalisation des objectifs et les résultats obtenus. Elle analyse les raisons des écarts éventuels en distinguant notamment entre les raisons internes au régime et celles qui ne lui sont pas imputables. Cette évaluation donne lieu à un rapport au Conseil d'administration de la MSA.

Les divergences d'appréciation qui apparaîtraient dans l'interprétation de la présente convention, dans la mise en œuvre, à l'occasion de son suivi, de son évaluation ou de sa révision feront l'objet d'un examen conjoint entre d'une part le président du conseil d'administration et le directeur de la CCMSA et d'autre part les représentants des ministres chargés de la Sécurité sociale et du Budget.

2 - LES CONTRÔLES ET LA TUTELLE

Les contrôles menés auprès de la MSA et CGSS par les corps d'inspection et services de l'Etat sont exercés en prenant en compte les objectifs inscrits dans la présente convention et ceux fixés par les contrats pluriannuels de gestion. Ils reposent en particulier sur un audit diligenté par les ministères de tutelle dont le périmètre est fixé chaque année.

Dans un souci d'efficacité et d'harmonisation, l'Etat s'efforcera de coordonner les contrôles et évaluations qu'il conduit et s'appuiera sur les données et indicateurs mentionnés dans l'annexe de la COG pour limiter les redondances dans les collectes d'information.

3 - LA RÉVISION ET L'ACTUALISATION

La présente convention pourra être révisée en cours de période par avenant, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, pour tenir compte d'éléments extérieurs s'imposant au régime et susceptibles de modifier de façon significative l'équilibre entre les objectifs, les charges et les moyens.

Annexe 7

Tableaux des indicateurs de résultat et de pilotage

| Thématique | N° indicateur | Indicateur | Nature de l'indicateur | Cibles et échéances | | | | |
|-------------------------------------|---------------|---|------------------------|---------------------|------|------|------|------|
| | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Relation de service | 1 (1.2.4) | Taux de déploiement des parcours clients | Pilotage | X | X | | | |
| | 2 (1.3.2) | Taux global de satisfaction | Pilotage | | | X | | X |
| | 3 (2.2.2) | Mesure de la réitération des contacts | Résultat | | | C1 | C2 | C3 |
| | 4 (2.3.1) | Pourcentage d'appels aboutis | Résultat | 85 % | 85 % | 85 % | 85 % | 85 % |
| | 5 (2.3.3) | Délai de réponse aux mails | Résultat | | C1 | C2 | C3 | C4 |
| | 6 (3.3.1) | Taux de personnes reçues sur rendez vous | Pilotage | | X | X | X | X |
| Simplification et dématérialisation | 7 (4.1.1) | Nombre d'étab. employeurs déposant une DSN | Pilotage | X | X | X | X | X |
| | 8 (4.1.2) | Nombre de DSN enregistrées | Pilotage | X | X | X | X | X |
| | 9 (5.1.1) | Nombre d'utilisateurs du service TESA étendu | Pilotage | | X | X | X | X |
| | 10 (6.2.2) | Taux global d'utilisation des services en ligne pour les professionnels | Résultat | | | C1 | C2 | C3 |
| | 11 (6.3.2) | Taux global d'utilisation des services en ligne pour les particuliers | Résultat | | | C1 | C2 | C3 |
| | 12 (6.5.1) | Taux de satisfaction des utilisateurs des sites Internet MSA | Pilotage | | X | X | X | X |

| Thématique | N° indicateur | Indicateur | Nature de l'indicateur | Cibles et échéances | | | | |
|--------------------|---------------|--|------------------------|---------------------|--------|--------|--------|--------|
| | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Qualité de service | 13 (7.1.1) | Nombre annuel de RDV Prestations | Pilotage | X | X | X | X | X |
| | 14 (8.1.1) | Taux de dossiers PF traités à échéance | Résultat | 98 % | 98 % | 98 % | 98 % | 98 % |
| | 15 (8.2.1) | Taux de dossiers RSA traités à échéance | Résultat | 99 % | 99 % | 99 % | 99 % | 99 % |
| | 16 (8.3.1) | Taux de dossiers Retraite traités à échéance | Résultat | 99 % | 99 % | 99 % | 99 % | 99 % |
| | 17 (8.3.2) | Taux de reconstitution de carrières | Résultat | 99 % | | | | |
| | 18 (8.3.3) | Taux de carrières top vérifiées sur les générations proches de la retraite | Résultat | | C1 | C2 | C3 | C4 |
| | 19 (8.4.1) | Délai de paiement IJ Maladie non subrogées | Résultat | | C1 | C2 | C3 | C4 |
| | Recouvrement | 20 (9.1.1) | Taux RAR non-salariés | Résultat | 4,40 % | 4,25 % | 4,10 % | 3,95 % |
| 21 (9.1.2) | | Taux RAR employeurs | Résultat | 1,49 % | 1,48 % | 1,47 % | 1,46 % | 1,45 % |
| 22 (11.1.1) | | Nombre de rescrits | Pilotage | X | X | X | X | X |

| Thématique | N° indicateur | Indicateur | Nature de l'indicateur | Cibles et échéances | | | | |
|---------------------|----------------|--|------------------------|---------------------|------|-------|------|-------|
| | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Politiques de santé | 23 (12.3.1) | Taux de remboursement dans les délais des FSE aux assurés | Résultat | 93,5% | 95% | 96,5% | 98% | 98% |
| | 24 (12.3.2) | Taux de paiement dans les délais des frais de santé aux PS | Résultat | | 100% | 100% | 100% | 100% |
| | 25 (14.2.1) | Nombre (cumulé) de territoires ayant fait l'objet d'un diagnostic territorial MSA, dans le cadre d'une mission ARS | Pilotage | X | X | X | | |
| | 26 (15.2.2) | Taux de recours à la chirurgie ambulatoire des assurés agricoles sur les pathologies ciblées par l'expérimentation | Pilotage | X | X | X | X | X |
| | 27 (15.3.1) | Taux d'évolution des montants encaissés par affilié au titre des RCT | Résultat | +10% | +10% | +5% | +5% | +5% |
| Prévention | 28 (16.1.1) | Taux d'assurés participants à l'intégralité du parcours « Instants Santé » | Pilotage | | X | X | X | X |
| | 29 (18.1.1) | Taux de participation pour le dépistage organisé du cancer du sein | Résultat | 56,5% | 57% | 57,5% | 58% | 58,5% |
| | 30 (18.1.2) | Taux de participation au dépistage organisé du cancer colorectal | Résultat | 32% | 33% | 34% | 35% | 36% |
| | 31 (18.2.1) | Taux de couverture du dépistage du cancer du col de l'utérus | Résultat | | | C1 | C2 | C3 |
| | 32 (18.3.1) | Taux de couverture vaccinale contre la grippe | Résultat | 55% | 55% | 55% | 55% | 55% |

| Thématique | N° indicateur | Indicateur | Nature de l'indicateur | Cibles et échéances | | | | |
|--|----------------|---|------------------------|---------------------|--------|--------|--------|--------|
| | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Santé Sécurité au Travail | 33 (19.3.1) | Nombre d'entreprises accompagnées (évaluation du risque chimique) | Résultat | | 500 | 500 | 500 | 500 |
| | 34 (19.4.1) | Nombre de formations sur la prévention des chutes de hauteur | Résultat | 34 | 102 | 102 | 102 | |
| Action Sanitaire et Sociale | 35 (20.1.1) | Nombre de bénéficiaires ateliers de prévention pour le bien vieillir | Résultat | 24 000 | 24 500 | 25 000 | 25 500 | 26 000 |
| | 36 (20.2.1) | Taux de MSA ayant mis en place l'ARDH | Pilotage | X | | X | | |
| | 37 (21.1.1) | Nombre cumulé de conventions signées (service et de solidarité aux familles) | Pilotage | | X | X | X | X |
| | 38 (21.2.1) | Nombre d'actions collectives d'accompagnement vers l'emploi | Pilotage | X | X | X | X | X |
| Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | 39 (23.2.1) | Taux d'anomalies avec incidence financière (tous domaines) | Pilotage | X | X | X | X | X |
| | 40 (23.3.2) | Taux d'Incidences Financières (TIF) | Résultat | | | C1 | C2 | C3 |
| | 41 (24.1.1) | Délai de traitement des immatriculations des assurés nés à l'étranger | Résultat | | C1 | C2 | C3 | C4 |
| | 42 (25.1.1) | Taux de couverture du fichier cotisations salariés et non-salariés | Pilotage | X | X | X | X | X |
| | 43 (25.1.2) | Fréquence des redressements | Pilotage | X | X | X | X | X |
| | 44 (25.1.3) | Montant des redressements au titre du contrôle des cot. (hors fraudes et hors travail illégal et dissimulé) | Résultat | 25 M€ | 26 M€ | 27 M€ | 28 M€ | 29 M€ |
| | 45 (25.1.4) | Montant des redressements au titre du travail dissimulé et des fraudes aux cot. | Résultat | 20 M€ | 22 M€ | 24 M€ | 26 M€ | 28 M€ |

| Thématique | N° indicateur | Indicateur | Nature de l'indicateur | Cibles et échéances | | | | |
|--|----------------|--|------------------------|---------------------|-------|---------|-------|---------|
| | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Maitrise des risques et lutte contre la fraude | 46 (25.1.5) | Nombre d'entreprises contrôlées ayant recours à des travailleurs détachés | Pilotage | | | X | X | X |
| | 47 (26.1.1) | Montant de fraude détectée toutes branches prestations | Résultat | 10,5 M€ | 11 M€ | 11,5 M€ | 12 M€ | 12,5 M€ |
| | 48 (26.2.1) | Nombre de signalements transmis aux organismes partenaires (programme inter régimes piloté par la MSA) | Pilotage | X | X | X | X | X |
| | 49 (27.2.1) | Taux de recouvrement des indus frauduleux par année d'antériorité | Pilotage | | | X | X | X |
| Pilotage de la performance | 50 (28.3.1) | Taux de mise en œuvre du programme national de mutualisation | Pilotage | | X | X | X | X |
| | 51 (30.1.1) | Nombre de processus optimisés | Pilotage | X | X | X | X | X |
| | 52 (30.1.2) | Pourcentage de processus déployés | Résultat | 85 % | 85 % | 88 % | 91 % | 100 % |
| | 53 (30.2.1) | Nombre de référentiels de performance par processus produits | Pilotage | X | X | X | X | X |
| | 54 (30.3.1) | Ratio de productivité | Pilotage | X | X | X | X | X |
| Informatique | 55 (34.2.1) | Montant des recettes issues de partenariats | Pilotage | X | X | X | X | X |

| Thématique | N° indicateur | Indicateur | Nature de l'indicateur | Cibles et échéances | | | | |
|-------------------------------------|----------------|---|------------------------|---------------------|-------|-------|-------|-------|
| | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Immobilier et développement durable | 56 (38.1.1) | Ratio m2 SUN / agent | Résultat | 15 | 14,25 | 13,5 | 12,75 | 12 |
| | 57 (38.2.1) | Nombre de sites mutualisés (inter régimes) | Pilotage | X | X | X | X | X |
| | 58 (38.3.1) | Pourcentage de sites ERP aux normes (PMR) | Résultat | 62,5% | 71,5% | 81% | 90,5% | 100% |
| Ressources humaines | 59 (44.1.2) | Taux d'absentéisme de moins de 8 jours | Résultat | 0,68% | 0,68% | 0,68% | 0,68% | 0,68% |
| | 60 (44.1.3) | Pourcentage de salariés bénéficiant du dispositif de télétravail | Pilotage | X | X | X | X | X |
| | 61 (44.2.1) | Nombre d'organismes qui atteignent le taux de 6% d'emploi de salariés handicapés | Résultat | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 |
| | 62 (44.3.1) | Pourcentage du genre le moins représenté accédant aux postes d'agent de direction | Résultat | 30% | 35% | 40% | 45% | 50% |

Annexe 8

Fiches dictionnaire (indicateurs de pilotage et de résultat)

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|-----------------------------------|------------------------|
| 1 (1.2.4) | Taux de déploiement des parcours clients | Relation de service | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>L'approche Parcours client vise à développer une nouvelle façon d'appréhender nos relations et nos interactions avec nos adhérents en développant le recueil de leurs besoins et attentes vis-à-vis de la MSA et en faisant évoluer nos pratiques pour prendre en compte ces attentes et besoins.</p> <p>Les enjeux:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte l'expérience client - Adapter nos réponses aux attentes et besoins - Capitaliser sur notre atout "guichet unique" - Améliorer le service tout en gagnant en performance <p>Le but de cette approche est donc de s'adapter aux attentes des clients pour, en interaction avec eux, faciliter leur parcours et leur faire bénéficier de l'ensemble de leurs droits, [s'organiser] et développer une offre de services associée à chaque événement de vie.</p> <p>En 2014, des travaux conduits par la DRSO sur les deux événements de vie « Attendre et élever un enfant » et « Préparer et prendre sa retraite » ont permis d'aboutir à une optimisation des parcours clients . Les éléments de mise en place et d'évaluation du plan d'actions dans chacune des caisses (définition au minimum de 2 actions à conduire pour optimiser le parcours client concerné au regard des pratiques de la caisse) seront à remonter au T1 2017 (les modalités seront définies ultérieurement).</p> <p>En complément, un nouveau parcours client sera étudié en 2016 "Rejoindre le régime agricole". Les modalités de mesure seront définies au moment de la diffusion des travaux (prévue d'ici le T3 2016).</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| La démarche parcours client devra être mise en place sur les trois événements de vie "Attendre et élever un enfant", "Préparer et prendre sa retraite" et « Rejoindre le régime agricole ». | | T1 2017 et T1 2018 | |
| Nombre de parcours déployés/Nombre de parcours à déployer | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Fichier Excel | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|-----------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| 2 (1.3.2) | Taux global de satisfaction | Relation de service | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Enquête auprès des adhérents faisant l'objet d'une évaluation de la mesure du taux de satisfaction globale calculé sur : le % des clients ayant déclaré être "Tout à fait satisfait" + clients ayant déclaré être "Plutôt satisfaits".</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| clients "Tout à fait satisfait" + clients "Plutôt satisfaits"/ nombre total de clients ayant répondu à l'enquête | | T1 2018 et T1 2020 | |
| | | Périodicité | |
| | | Bisannuelle | |
| | | Source | |
| | | Enquête prestataire | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| X | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|---------------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| 3 (2.2.2) | Mesure de la réitération des contacts | Relation de service | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Indicateur à créer.</p> <p>Définition en cours. Cette mesure est subordonnée à la définition de la réitération</p> <p>La mesure est à produire au T1 2019 au titre de l'année 2018.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| non définie à ce jour | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | non définie à ce jour | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| 4 (2.3.1) | Pourcentage d'appels aboutis | Relation de service | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>L'indicateur exprime le pourcentage des appels téléphoniques qui ont abouti, c'est-à-dire ceux qui ont été décrochés par une personne physique (soit contactée directement, soit via le serveur vocal interactif) et/ou par le serveur vocal interactif qui délivre alors l'information demandée.</p> <p>La mesure est réalisée, sans notion de délai, sur l'ensemble des sites où un accueil téléphonique est réalisé et sur la plage d'ouverture de ces sites.</p> <p>Périmètre couvert : PFS et CDC (sinon sièges et sites de production).</p> <p>Domaines : Tous les appels arrivant sur la PFS ou le CDC et/ou appels arrivant sur les domaines suivants : santé - famille - retraite - cotisations non salariés - cotisations salariés.</p> <p>Clients couverts : particuliers et entreprises.</p> <p>Evénements déclencheurs : les appels reçus sont comptabilisés dès leur entrée jusqu'au :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décrochage par une personne physique - ou la sélection de la première option retenue par l'utilisateur sur le Serveur Vocal Interactif (SVI) <p>Modalité de recueil de l'information : l'indicateur peut être recueilli soit auprès des centres de contact (plateforme téléphonique) soit via un autocom ou auprès de son opérateur téléphonique.</p> <p>La mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - doit être réalisée sur l'ensemble des sites qui proposent un accueil téléphonique. - sur les SVI ne se fait que sur la plage d'ouverture des organismes. - est réalisée sans notion de délai (cette dernière relevant de la stratégie de chaque caisse). <p>Définitions :</p> <p>Les appels abandonnés : à l'initiative du client dès lors qu'il est dans une file d'attente</p> <p>Les appels dissuadés : à l'initiative de la caisse</p> <p>Particularité pour les CGSS :</p> <p>Domaines : tous les appels arrivant sur les domaines suivants : retraite et cotisations</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre d'appels entrants aboutis (décroché par une personne physique ou information délivrée par le SVI) / total des appels entrants (somme des appels traités+ appels abandonnés + appels dissuadés) | | A chaque T | |
| | | Périodicité | |
| | | Trimestrielle | |
| | | Source | |
| | | SCI | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| X | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|----------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| 5 (2.3.3) | Délai de réponse aux mails | Relation de service | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>L'indicateur mesure le délai moyen entre la réception de l'ensemble des courriels entrants (hors spam) et l'envoi d'une réponse (hors mails d'accusé de réception) via l'outil de TS MMMR.</p> <p>Le délai s'entend comme étant le nombre de jours ouvrés entre le mail entrant et la première réponse (y compris la réponse d'attente) non automatique (accusé de réception).</p> <p>Si le FO ne peut apporter une réponse au mail et que ce dernier est transféré au BO, afin de garantir la qualité de service rendu au client, le gestionnaire du FO doit faire un mail d'information (mail d'attente) au client en lui précisant que la réponse demande une expertise et que la réponse à sa demande lui parviendra ultérieurement.</p> <p>L'indicateur ne sera calculé que sur les données d'une année "n" (pas de prise en compte d'un report de stock d'une année n-1) :</p> <p>Numérateur : somme des délais de réponse faites aux mails reçus sur l'année "n" (date de clôture FO - date de réception FO) + (date de transfert au BO - date de réception FO)</p> <p>Dénominateur : nombre de mails reçus année "n" et traités ou transférés année "n"</p> <p>L'unité de la donnée délai est un nombre de jours</p> <p>Pour les CGSS :</p> <p>CGSS Guadeloupe : dès fin 2016 nombre de mails réceptionnés par an via le TS MMMR avec un objectif de progression les années suivantes</p> <p>CGSS Réunion et Martinique : pour fin 2016 avoir mis en place le TS MMMR avec un objectif de progression les années suivantes</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Somme des délais des réponses faites aux mails reçus sur l'année, rapportée à la somme des mails entrants sur l'année, via le TS MMMR. L'unité de la donnée délai est un nombre de jours. | | A partir de T3 2017 | |
| | | Périodicité | |
| | | Trimestrielle | |
| | | Source | |
| | | SCI | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| X | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|--|-----------------------------------|------------------------|
| 6 (3.3.1) | Taux de personnes reçues sur rendez-vous | Relation de service | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Indicateur à créer.</p> <p>Rédaction en cours</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| A définir | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | NC | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| X | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|---|-------------------------------------|------------------------|
| 7 (4.1.1) | Nombre d'établissements employeurs déposant une DSN | Simplification et dématérialisation | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| La DSN a pour objectif de simplifier les formalités administratives des entreprises. Afin de mesurer l'impact de la DSN sur les obligations déclaratives des employeurs, le nombre d'établissements employeurs déposant une DSN sera comptabilisé | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| A définir | | T4 N | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | A définir | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|----------------------------|-------------------------------------|------------------------|
| 8 (4.1.2) | Nombre de DSN enregistrées | Simplification et dématérialisation | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| La DSN a pour objectif de simplifier les formalités administratives des entreprises. Afin de mesurer la montée en charge du dispositif DSN, le nombre de DSN enregistrées sera comptabilisé. | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Dénombrement au 31/12/N | | T4 N | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | A définir | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|-------------------------------------|------------------------|
| 9 (5.1.1) | Nombre d'utilisateurs du service TESA étendu | Simplification et dématérialisation | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Le TESA doit permettre aux employeurs de main d'œuvre agricole dépourvus de logiciel de paye et n'ayant pas recours à un tiers déclarant de satisfaire à leurs obligations déclaratives. Afin de mesurer la montée en charge du dispositif TESA, le nombre d'utilisateurs du TESA sera comptabilisé | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| A définir | | T4 N | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | A définir | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|---|-------------------------------------|------------------------|
| 10 (6.2.2) | Taux global d'utilisation des services en ligne pour les professionnels (échanges de fichiers, télédéclarations, webitique partielle et télépaiements) | Simplification et dématérialisation | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Le taux de dématérialisation global pour les professionnels est un taux calculé globalement sur quelques services en ligne destinés aux professionnels. Ce taux de dématérialisation est calculé en comptabilisant le nombre de déclarations / demandes /paiements faites par voie dématérialisée (Mon espace privé, net-entreprises ou le cas échéant échanges de données informatiques...) Ce chiffre est rapporté au nombre total de déclarations/demandes/paiements faites pour les mêmes services, quel que soit le canal : papier + dématérialisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déclaration Trimestrielle des Salaires DTS - Titre Emploi Simplifié Agricole TESA - Déclaration Préalable à l'Embauche DPAAE - Bordereau de Versements Mensuels BVM - Déclaration des Revenus Professionnels DRP | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| (Nbre de déclarations DTS dématérialisées + Nbre de déclarations embauches TESA dématérialisées + Nbre de DPAAE dématérialisées + Nbre de BVM dématérialisés + Nbre de DRP dématérialisées) / (Nbre de DTS total* + Nbre de déclarations d'embauches TESA total* + Nbre de DPAAE total* + Nbre de BVM total* + Nbre de DRP total*) % * total : papier + dématérialisés (Espace privé MSA, Net-entreprise et protocole EDI) | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | SID - statistiques de démat | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|--|-------------------------------------|------------------------|
| 11 (6.3.2) | Taux global d'utilisation des services en ligne pour les particuliers (télédéclarations, webitique) pour les PF et la santé. | Simplification et dématérialisation | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Le taux de dématérialisation global pour les particuliers est un taux calculé globalement sur quelques services aux particuliers. Ce taux de dématérialisation est calculé en comptabilisant le nombre de déclarations / demandes faites par voie dématérialisée (Mon espace privé ou le cas échéant échanges de données informatiques...) Ce chiffre est rapporté au nombre total de déclarations faites pour les mêmes services, quel que soit le canal : papier + dématérialisation.</p> <p>Ce taux est calculé pour les déclarations et demandes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demande de pension d'invalidité (PI) - Demande d'Aide au Logement (AL) - Déclaration de ressources PF et Logement (DRPF) - Déclaration de ressources trimestrielles RSA (DTR RSA) - Déclaration de ressources trimestrielles AAH (DTR AAH) - Prime d'activité : demande + déclaration trimestrielle des ressources (Prime activité) | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| (Nbre de demande de PI dématérialisées + Nbre de demande d'AL dématérialisées + Nbre de DRPF dématérialisées + Nbre de DTR RSA dématérialisées + Nbre de DTR AAH dématérialisées + Nbre de Primes d'activité dématérialisées) / (Nbre de pensions d'invalidité total* + Nbre de demandes d'AL + Nbre de DRPF total+ Nbre de DTR RSA total + Nbre de DTR AAH total + Nbre de demande de prime d'activité total) % | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | A identifier | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|-------------------------------------|------------------------|
| 12 (6.5.1) | Taux de satisfaction des utilisateurs des sites Internet MSA | Simplification et dématérialisation | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Taux de satisfaction des usagers des sites Internet de la MSA (contenu, ergonomie, informations et services). | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Enquête réalisée annuellement qui fournit un taux moyen de satisfaction sur une échelle à définir | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | En cours de construction | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| X | CCMSA | | |
| | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|----------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| 13 (7.1.1) | Nombre annuel de RDV Prestations | Qualité de service | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Les MSA doivent remonter tous les mois à la CCMSA un fichier permettant de suivre le nombre d'entretiens réalisés et les différentes caractéristiques de l'entretien.</p> <p>Ces entretiens font l'objet d'un suivi jusqu'à l'étude complète des droits potentiels détectés.</p> <p>En fin d'étude des droits potentiels détectés, les MSA doivent mettre à jour le fichier pour permettre à la CCMSA de faire le suivi des droits réellement attribués.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre cumulé d'entretiens réalisés annuellement par caisse | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Fichier Excel | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|---|-----------------------------------|------------------------|
| 14 (8.1.1) | Taux de dossiers traités à échéance pour les PF | Qualité de service | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Rapport entre le nombre de dossiers ALF-ALS-APL-Mutations ayant fait l'objet d'un traitement à échéance et le nombre total de dossiers ALF-ALS-APL-Mutations ayant fait l'objet d'un traitement.</p> <p>Un dossier est traité à échéance si son traitement intervient au plus tard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant un délai de 4 mois suivant la date de réception du dossier complet à la MSA (date de la dernière pièce entrante pour un contexte en état de liquidation), soit un délai de traitement net de 120 jours calendaires pour les prestations familles. <p>Un dossier traité correspond à un dossier en rejet ou bien liquidé.</p> <p>Pour dossier Mutation : bien prendre la date d'arrivée du document (date de réception du dossier) et non la date d'effet de la mutation entrante.</p> <p>Pour dossier Allocation Logement : bien prendre en compte la date d'arrivée du document (date de demande de révision).</p> <p>Numérateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nb de demandes AL Accession traitées à délai net de 4 mois en SA (C1009 / C1002) - Nb de demandes AL Accession traitées à délai net de 4 mois en NSA (C1010 / C1002) - Nb de demandes AL Location traitées à délai net de 4 mois en SA (C1012 / C1002) - Nb de demandes AL Location traitées à délai net de 4 mois en NSA (C1013 / C1002) - Nb de demandes Mutation traitées à délai net de 4 mois en SA (C1015 / C1002) - Nb de demandes Mutation traitées à délai net de 4 mois en NSA (C1016 / C1002) <p>Dénominateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nb de demandes AL Accession traitées en SA (C1009 / C1001) - Nb de demandes AL Accession traitées en NSA (C1010 / C1001) - Nb de demandes AL Location traitées en SA (C1012 / C1001) - Nb de demandes AL Location traitées en NSA (C1013 / C1001) - Nb de demandes Mutation traitées en SA (C1015 / C1001) - Nb de demandes Mutation traitées en NSA (C1016 / C1001) | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre de dossiers (ALS-ALF-APL-Mutations-) traités (payés ou non puisque les dossiers en rejet sont comptabilisés d'après la définition) à échéance suivant la date de réception /Nombre total de dossiers traités dans le mois (ALS-ALF-APL-Mutations) * 100 | | A chaque T | |
| | | Périodicité | |
| | | Trimestrielle | |
| | | Source | |
| | | GEIDE-SCI | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|-----------------------------------|------------------------|
| 15 (8.2.1) | Taux de dossiers traités à échéance pour le RSA | Qualité de service | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Rapport entre le nombre de dossiers RSA ayant fait l'objet d'un traitement à échéance et le nombre total de dossiers RSA ayant fait l'objet d'un traitement. Un dossier est traité à échéance si son traitement intervient au plus tard : - avant un délai de 4 mois suivant la date de réception du dossier complet à la MSA (date de la dernière pièce entrante pour un contexte en état de liquidation), soit un délai de traitement net de 120 jours calendaires pour les prestations RSA. Un dossier traité correspond à un dossier en rejet ou bien liquidé</p> <p>Numérateurs o Nb de demandes RSA traitées à délai net de 4 mois en SA (C1018 / C1002) o Nb de demandes RSA traitées à délai net de 4 mois en NSA (C1019 / C1002)</p> <p>Dénominateurs o Nb de demandes RSA traitées en SA (C1018 / C1001) o Nb de demandes RSA traitées en NSA (C1019 / C1001)</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre de dossiers rSa traités (payés ou non puisque les dossiers en rejet sont comptabilisés d'après la définition) à échéance suivant la date de réception /Nombre total de dossiers rSa traités dans le mois * 100 | | A chaque T | |
| | | Périodicité | |
| | | Trimestrielle | |
| | | Source | |
| | | GEIDE-SCI | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|---|-----------------------------------|------------------------|
| 16 (8.3.1) | Taux de dossiers traités à échéance pour les prestations retraite | Qualité de service | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Rapport entre le nombre de dossiers retraite traité à échéance et le nombre total de dossiers retraite traités. La notion de dossier correspond à la notion de procédure et non à la notion de dossier physique. Pour les droits propres = procédure retraite SA et procédure retraite NSA Pour les droits de réversion = correspond uniquement au mono ou poly pensionnés du régime agricole (droit de réversion hors RIU)</p> <p>Un dossier est traité à échéance si son traitement intervient au plus tard : - avant un délai de 4 mois suivant la date de réception du dossier complet à la MSA (date de la dernière pièce entrante pour un contexte en état de liquidation), soit un délai de traitement net de 80 jours ouvrés ou 120 jours calendaires pour les prestations retraites. Un dossier traité correspond à un dossier en rejet ou bien liquidé.</p> <p>Numérateurs : Nb de demandes Droit Propre traitées à délai net de 4 mois SA (C1021 / C1002) Nb de demandes Droit Propre traitées à délai net de 4 mois NSA (C1022 / C1002) Nb de demandes Droit Réversion traitées à délai net de 4 mois SA (C1024 / C1002) Nb de demandes Droit Réversion traitées à délai net de 4 mois en NSA (C1025 / C1002)</p> <p>Dénominateurs : Nb de demandes Droit Propre traitées en SA (C1021 / C1001) Nb de demandes Droit Propre traitées en NSA (C1022 / C1001) Nb de demandes Droit Réversion traitées en SA (C1024 / C1001) Nb de demandes Droit Réversion traitées en NSA (C1025 / C1001)</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| nombre de dossiers retraite droit propre et droit de réversion (hors RIU) traité à échéance suivant la date de réception / Nombre de dossiers retraite droit propre et droit de réversion(hors RIU) traités dans le mois | | A chaque T | |
| | | Périodicité | |
| | | Trimestrielle | |
| | | Source | |
| | | SCI | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| X | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|-------------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| 17 (8.3.2) | Taux de reconstitution de carrières | Qualité de service | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>La pré instruction consiste à rechercher des informations sur la carrière des personnes, de manière à combler les éventuelles périodes lacunaires, et assurer la complétude de la carrière. Cette mesure concerne aussi bien les salariés que les non-salariés du régime agricole. Rapport entre le nombre de personnes ayant fait l'objet d'une pré instruction et le nombre total de cotisants, et ce dans une tranche d'âge déterminée.</p> <p>Le nombre de pré-instructions est celui pour lesquelles une date de fin est renseignée dans la base carrière des générations concernées (Nota : La date de fin de pré-instruction est renseignée automatiquement à la date de reconstitution complète de la carrière. La pré-instruction doit être terminée pour le 30 juin de l'année suivant l'envoi du dossier.). Le nombre de cotisants correspond à la population concernée par le calendrier GIP sur l'année, relevant du régime agricole en dernier lieu (N-1) et ayant un NIR certifié.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| (Nombre de personnes pré-instruites / Nombre de personnes cotisantes pour une tranche d'âge concernée) * 100 | | T4 2016 | |
| | | Périodicité | |
| | | Ponctuelle | |
| | | Source | |
| | | SCI | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|-----------------------------------|------------------------|
| 18 (8.3.3) | Taux de carrières top vérifiées sur les générations proches de la retraite | Qualité de service | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Indicateur à créer. Rédaction en cours | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| A définir | | T4 N | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | NC | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---------------|---|--------------------|------------------------|
| 19 (8.4.1) | Délai de paiement des IJ Maladie non subrogées | Qualité de service | Indicateur de résultat |

Définition de l'indicateur

Calculer un délai de paiement d'indemnités journalières maladie versées aux assurés à partir des éléments produits dans le cadre de la DSN (déclaration sociale nominative).

L'indicateur possède deux composantes :

- Les arrêts de travail prescrits par le médecin traitant via internet (arrêts de travail en ligne)
- Les arrêts de travail prescrits par le médecin traitant sur support papier

Pour les arrêts de travail en ligne : le délai est égal à la date de paiement - (date de prescription + 2 jours)

Pour les arrêts de travail papier : le délai est égal à la date de paiement - (date de prescription + 4 jours)

Sont exclus du calcul de l'indicateur tous les arrêts de travail pour lesquels l'employeur n'aura pas déposé de DSN

Le dispositif Convention Employeur devient caduc au 1er janvier 2016 (généralisation de la DSN)

| Formule | Date de mise à disposition |
|---|----------------------------|
| (somme des délais pour les arrêts de travail en ligne + somme des délais pour les arrêts de travail papier) / (nombre d'arrêts de travail en ligne + nombre d'arrêts de travail papier) | T2 N+1 |
| | Périodicité |
| | Annuelle |
| | Source |
| | SCI |

Structure(s) concernée(s)

| | |
|---|-------|
| | CCMSA |
| X | MSA |
| | CGSS |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|-----------------------|-----------------------------------|------------------------|
| 20 (9.1.1) | Taux RAR non-salariés | Recouvrement | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Créances actives constatées en comptabilité, obligatoires (légal) non conventionnelles, créances portant uniquement sur l'encours, hors majorations et pénalités, hors procédures collectives.</p> <p>Période mesurée = 1er janvier au 31 mars exercice N+1</p> <p>Dans la mesure du possible, il conviendra d'exclure des calculs les effets des mesures de reports annoncés.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| (Montant des restes à recouvrer des non-salariés sur encours au 31/03/N+1/ Montant des cotisations des non-salariés émises sur encours du 1/01/N au 31/03/N+1) * 100 | | Fin avril N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Fichier Excel | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| X | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|---------------------|-----------------------------------|------------------------|
| 21 (9.1.2) | Taux RAR employeurs | Recouvrement | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Créances actives constatées en comptabilité, obligatoires (légal) non conventionnelles, créances portant uniquement sur l'encours, hors majorations et pénalités, hors procédures collectives. | | | |
| Période mesurée : 1er janvier exercice N au 31 décembre exercice N | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| (Montant des restes à recouvrer employeurs sur encours au 31/12/N / Montant des cotisations employeurs émises de l'exercice (sur encours) au 31/12/N) * 100 | | Fin avril N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Fichier Excel | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|--------------------|-----------------------------------|------------------------|
| 22 (11.1.1) | Nombre de rescrits | Recouvrement | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Dans le cadre du développement de la sécurisation juridique et du renforcement des droits du cotisant, la CCMSA veille à garantir l'harmonisation et l'homogénéisation de l'application de la réglementation sur l'ensemble du réseau</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre de rescrit social diffusés par la CCMSA | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Fichier Excel | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|-----------------------------------|--|-----------------------------------|------------------------|
| 23 (12.3.1) | Taux de remboursement dans les délais des feuilles de soins électroniques aux assurés | Politiques de santé | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Rédaction en cours | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| | | A chaque T | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|-----------------------------------|---|-----------------------------------|------------------------|
| 24 (12.3.2) | Taux de paiement dans les délais des frais de santé aux professionnels de santé | Politiques de santé | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Rédaction en cours | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| | | A chaque T | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|---|-----------------------------------|------------------------|
| 25 (14.2.1) | Nombre (cumulé) de territoires ayant fait l'objet d'un diagnostic territorial MSA, dans le cadre d'une mission ARS | Politiques de santé | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Territoire identifié comme à risque (via le Diagnostic Territorial MSA) qui fait l'objet d'un diagnostic territorial approfondi remonté à la CCMSA (sur la base d'un rapport type) et qui a donné lieu à une restitution formalisée</p> <p>Pré-requis : accord contractualisé entre l'ARCMSA avec l'ARS pour l'approfondissement du diagnostic territorial MSA dans le cadre d'un volet « qualitatif » (donnant lieu si possible à un financement ou une assistance en termes de ressources par l'ARS)</p> <p>L'échelle de référence sera celle retenue en commun par la MSA et l'ARS (en lien le cas échéant avec les collectivités territoriales) pour réaliser le Diagnostic territorial MSA approfondi et mettre en œuvre ensuite les actions MSA en termes d'offre. Il s'agira d'un bassin de vie ou d'un ensemble de bassins de vie.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre cumulé de territoires ayant fait l'objet d'un Diagnostic Territorial MSA | | T4 N | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|-----------------------------------|------------------------|
| 26 (15.2.2) | Taux de recours à la chirurgie ambulatoire | Politiques de santé | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Taux de recours à la chirurgie ambulatoire des assurés agricoles sur les pathologies ciblées par l'expérimentation : Actes traceurs</p> <p>Territoires de référence :</p> <p>Territoires correspondant aux bassins de vie sélectionnés conjointement avec l'ARS.</p> <p>Sur ces territoires, la méthodologie de la CCMSA sera mise en œuvre. Une évaluation avant/après la mise en œuvre de l'action sera réalisée tant sur le dispositif que sur les moyens mobilisés et des résultats obtenus.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Taux de recours à la chirurgie ambulatoire : indicateur par geste (acte marqueur) et GHM marqueur : % actes CA / actes réalisés en conventionnel. | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Manuelle | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|-----------------------------------|------------------------|
| 27 (15.3.1) | Taux d'évolution des montants encaissés par affilié au titre des RCT | Politiques de santé | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Mesurer un taux d'évolution des montants encaissés par affilié pour les caisses de gestion : Les objectifs chiffrés sont fixés pour chacune des caisses de gestion (les caisses d'affiliation ne sont pas concernées)</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| [Résultat (N)-Résultat (N-1)] / Résultat (N-1) | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | DCF:montants + DERS:population | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|-----------------------------------|------------------------|
| 28 (16.1.1) | Taux d'assurés participants à l'intégralité du parcours « Instants Santé » | Prévention | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Un nouveau dispositif Instants Santé a été expérimenté en 2013, ciblant plus particulièrement les assurés consommant peu de soins.</p> <p>Le nouveau protocole qui sera déployé en 2017 intégrera également un ciblage des assurés.</p> <p>Ce ciblage vise à identifier les assurés qui sont les plus susceptibles d'être sensibilisés ou d'être dépistés pour une pathologie lors du bilan de santé.</p> <p>Ces assurés sont dits « assurés ciblés ». Le modèle de requête permettant de cibler ces assurés sera transmis aux CMSA.</p> <p>Numérateur : nombre d'assurés ciblés ayant participé à la consultation de prévention</p> <p>Dénominateur : nombre d'assurés ciblés invités</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre d'assurés ciblés participant à la consultation de prévention / nombre d'assurés ciblés invités aux Instants Santé | | T2 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | CMSA/serveur dématérialisation | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|-----------------------------------|------------------------|
| 29 (18.1.1) | Taux de participation pour le dépistage organisé du cancer du sein | Prévention | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>La MSA participe à la campagne nationale annuelle de dépistage organisé du cancer du sein, en menant des actions sur le terrain pour la promotion du dépistage organisé auprès des assurées.</p> <p>Une action spécifique sera développée pour sensibiliser les femmes n'ayant pas bénéficié d'un dépistage (organisé ou individuel) depuis deux ans.</p> <p>Cible : 50-74 ans</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| (Nombre de femmes cibles bénéficiaires du DO / Nombre de femmes cibles invitées) * 100 | | T2 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | INVS | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|-----------------------------------|------------------------|
| 30 (18.1.2) | Taux de participation au dépistage organisé du cancer colorectal | Prévention | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Rapport entre le nombre de personnes dépistées et le nombre de personnes (hommes + femmes) âgées de 50 à 74 ans invitées par les structures de gestion. | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre de personnes dépistées / nombre de personnes âgées de 50 à 74 ans invitées par les structures de gestion | | T2 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | INVS | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|----------------|--|------------------|------------------------|
| 31 (18.2.1) | Taux de couverture du dépistage du cancer du col de l'utérus | Prévention | Indicateur de résultat |

Définition de l'indicateur

Le dépistage du cancer du col de l'utérus par frottis cervico-utérin est préconisé entre 25 et 65 ans chez les femmes éligibles pour ce dépistage, vaccinées ou non contre le papillomavirus.

L'objectif est d'augmenter le taux de couverture pour les femmes de 25 à 65 révolus affiliées au régime agricole.

Pour cela, un protocole d'actions sera proposé aux CCMSA afin de cibler les femmes ne réalisant pas ce dépistage (femmes de plus de 50 ans, femmes éloignées du système de soins, etc.)

| Formule | Date de mise à disposition |
|--|----------------------------|
| Nombre de femmes de 25 à 65 ans dont le dernier frottis date de moins de 3 ans / Nombre total de femmes de 25 à 65 ans inclus inscrites au RNIAM | T2 N+1 |
| | Périodicité |
| | Annuelle |
| | Source |
| | DERS |

Structure(s) concernée(s)

| | |
|---|-------|
| | CCMSA |
| X | MSA |
| | CGSS |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|---|-----------------------------------|------------------------|
| 32 (18.3.1) | Taux de couverture vaccinale contre la grippe | Prévention | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Rapport entre le nombre de personnes vaccinées contre la grippe et le nombre de personnes invitées pendant la campagne. | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre de personnes vaccinées contre la grippe / nombre de personnes invitées | | T2 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | DERS | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|----------------|---|------------------|------------------------|
| 33 (19.3.1) | Nombre d'entreprises accompagnées à la réalisation de l'évaluation du risque chimique | SST | Indicateur de résultat |

Définition de l'indicateur

Nombre d'entreprises accompagnées avec l'outil ERC.

Pour être comptabilisée, la MSA communiquera à la CCMSA, sous format informatique, IERC réalisée par l'entreprise (inventaire + plan d'actions) sous format imposé (SEIRICH).

Un modèle et format du livrable (ex : extraction Seirich, ou fichier Seirich) ainsi qu'une explication complémentaire et les modalités d'envoi seront transmis par la CCMSA en 2016.

L'outil SEIRICH doit être le seul outil proposé par la MSA lorsque l'entreprise ne dispose pas d'outil d'ERC.

Le transfert est prévu en 2016. A partir de 2017, il est demandé au minimum 20 entreprises accompagnées sur IERC par an, parmi les 10 secteurs prioritaires retenus au niveau national.

| Formule | Date de mise à disposition |
|--|------------------------------|
| Nombre d'ERC complet avec l'outil SEIRICH (inventaire et plan d'actions) reçu à la CCMSA | T1 N+1 |
| | Périodicité |
| | Annuelle |
| | Source |
| | Fiches ERC issues de Seirich |

Structure(s) concernée(s)

| | |
|---|-------|
| | CCMSA |
| X | MSA |
| | CGSS |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|----------------|--|------------------|------------------------|
| 34 (19.4.1) | Nombre de formations sur la prévention des chutes de hauteur | SST | Indicateur de résultat |

Définition de l'indicateur

Objectif : Réaliser des formations à la prévention des chutes de hauteur afin de faire prendre conscience du risque de chute de hauteur aux professionnels agricoles. A l'issue de cette formation d'une journée (6h), le professionnel agricole devra être capable d'identifier ses propres risques professionnels et adopter une organisation et une pratique qui réduise les risques.

L'indicateur consiste à mesurer le nombre de formations réalisées à la prévention du risque de chute de hauteur.

Un module de formation sera fourni par la CCMSA début 2016.

Moyens : Support de formation, base photos pour identifier les différentes situations à risque et adopter une pratique professionnelle qui permette de réduire le risque, support technique pour les conseillers en prévention (base réglementaire, statistiques, exemples d'action de prévention,...), réseau de référents chute de hauteur

| Formule | Date de mise à disposition |
|--|----------------------------|
| Nombre de formations à la prévention des chutes de hauteur réalisées par an et par MSA | T1 N+1 |
| | Périodicité |
| | Annuelle |
| | Source |
| | @touprev |

Structure(s) concernée(s)

| | |
|---|-------|
| | CCMSA |
| X | MSA |
| | CGSS |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|-----------------------------------|------------------------|
| 35 (20.1.1) | Nombre de bénéficiaires des ateliers de prévention pour le bien vieillir | ASS | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Objectif : Augmenter le nombre de bénéficiaires tous régimes participant aux ateliers comprenant plusieurs séances planifiées à un rythme régulier sur différentes thématiques (mémoire « Peps Eurêka », Atelier bien vieillir, équilibre/prévention des chutes/activités physiques, nutrition).</p> <p>Ces actions sont menées en direction des seniors pour favoriser la préservation de leur capital santé.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre de bénéficiaires tous régimes participant aux ateliers | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Bilan d'activité des caisses | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|--|-----------------------------------|------------------------|
| 36 (20.2.1) | Taux de MSA ayant mis en place l'Aide au Retour à Domicile après Hospitalisation | ASS | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| L'objectif est de déployer sur tout le territoire une Aide au Retour D'Hôpital en inter régimes. | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| (Nombre de CMSA ayant mis en place l'Aide au Retour à Domicile après Hospitalisation) / 35 | | T4 2016 puis T1 2018 | |
| | | Périodicité | |
| | | Ponctuelle | |
| | | Source | |
| | | Fichier Excel | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| X | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|---|-----------------------------------|------------------------|
| 37 (21.1.1) | Nombre cumulé de conventions signées sur une offre d'ingénierie et d'accompagnement aux territoires ruraux en matière de service et de solidarité aux familles | ASS | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Finalité : proposer une offre d'ingénierie et d'accompagnement aux territoires ruraux en matière de service et de solidarité aux familles | | | |
| Définition : recenser le nombre de conventions concernant les territoires | | | |
| Processus : | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Lancement de l'offre sur les territoires au 2ème semestre 2016 pour atteindre un chiffre de 10 territoires couverts en 2017 puis un chiffre cumulé de 40 territoires à fin 2020. - Proposer au moins 2 conventions par nouvelles régions administratives à l'horizon 2020. - Un guide de mise en œuvre de l'offre de services aux familles sera diffusé à la fin du 1er semestre 2016 pour permettre un déploiement de l'offre à partir de septembre 2016. - Une convention couvre un territoire. - Définition du territoire : zone de proximité du type « communauté de communes » - Le territoire est comptabilisé, au titre de la COG, dès lors que la convention d'adhésion avec la CCMSA est signée. Cette convention marque le démarrage effectif de l'offre sur le territoire retenu. - 1 caisse sera nommée référente du territoire concerné à chaque fois. Un territoire ne peut pas avoir plusieurs caisses référentes (même si plusieurs caisses sont impliquées sur un même territoire) | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre cumulé de conventions signées | | T4 N | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Excel | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|---|-----------------------------------|------------------------|
| 38 (21.2.1) | Nombre d'actions collectives d'accompagnement vers l'emploi | ASS | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Dénombrement annuel des sessions débutées à partir du 1er janvier de l'année en cours, concernant trois types d'actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions créées par la CCMSA et essaimées, qui composent l'offre institutionnelle, telles que "L'Avenir en Soi", "Parcours Confiance", etc... - les actions créées par les Caisses et essaimées, qui complètent l'offre institutionnelle, telles que "Séjour Ensemble pour Repartir", etc... - les actions créées par les Caisses, labellisées mais non essaimées (27 actions en mai 2015) <p>On entend par une session : un groupe de participants bénéficiant de l'action de son début à sa fin</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Dénombrement | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Informatique : appli WebReport | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|---|--|------------------------|
| 39 (23.2.1) | Taux d'anomalies avec incidence financière (tous domaines) | Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Mesurer la qualité par les vérificateurs comptables de la liquidation des droits (avant ou après mise en paiement) | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Rapport entre le nombre de dossiers avec anomalie financière et le nombre total de dossiers vérifiés par l'agence comptable | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | SID cube vérification compta | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|-------------------------------------|--|------------------------|
| 40 (23.3.2) | Taux d'Incidences Financières (TIF) | Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Mesurer le risque résiduel après mise en œuvre des actions de maîtrise des risques - Taux d'incidences financières (TIF) | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| La formule à appliquer, est en attente de la production de la méthodologie du calcul du taux. | | T2 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | SID cube vérif comptable | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|--|--|------------------------|
| 41 (24.1.1) | Délai de traitement des immatriculations des assurés nés à l'étranger | Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Indicateur à créer.</p> <p>Fiche à rédiger sur 2016</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| A définir | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| X | CCMSA | | |
| | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|---|--|------------------------|
| 42 (25.1.1) | Taux de couverture du fichier cotisations salariés et non-salariés | Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Cet indicateur est composé des données suivantes :</p> <p>Montant des cotisations contrôlées (dont TI) : issu de l'observatoire national du contrôle (J84). Montant des cotisations à contrôler : issu des données de la DCF communiquées chaque année qui alimentent l'observatoire national du contrôle.</p> <p>Cet indicateur est composé des données suivantes :</p> <p>Montant des cotisations contrôlées (dont TI) : issu de l'observatoire national du contrôle (J84). Montant des cotisations à contrôler : issu des données de la DCF communiquées chaque année qui alimentent l'observatoire national du contrôle.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Taux de couverture du fichier en montant SA = [montant des cotisations contrôlées SA / moyenne (montant des cotisations à contrôler SA N-1 + N-2 + N-3)] * 100 Taux de couverture du fichier en montant NSA = [montant des cotisations contrôlées NSA / moyenne (montant des cotisations à contrôler NSA N-1 + N-2 + N-3)] * 100 | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source Observatoire du contrôle | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|-----------------------------|--|------------------------|
| 43 (25.1.2) | Fréquence des redressements | Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Indicateur à créer.</p> <p>Fiche à rédiger</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| A définir | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|---|--|------------------------|
| 44 (25.1.3) | Montant des redressements au titre du contrôle des cotisations (hors fraudes et hors travail illégal et dissimulé) | Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Cet engagement est suivi par un indicateur composé des données suivantes :</p> <p>Montant des redressements effectués par les agents de contrôle sur les cotisations des employeurs et des non-salariés.</p> <p>L'indicateur comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les redressements des cotisations légales et conventionnelles ; - les redressements de cotisations au global (redressements positifs et négatifs) ; - les redressements de cotisations portent sur l'assiette salaire des employeurs, les revenus professionnels, l'affiliation et le parcellaire. <p>Sont exclus de cet indicateur les montants des redressements en cotisations frauduleux et les montants des redressements en cotisations du travail illégal et dissimulé.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Montant de redressement global en cotisations (légales + conventionnelles) sur l'assiette salaires employeurs + montant de redressement global en cotisations (légales + conventionnelles) sur les revenus professionnels + montant de redressement global en cotisations (légales + conventionnelles) sur l'affiliation + montant de redressement global en cotisations (légales + conventionnelles) sur le parcellaire | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Observatoire du contrôle | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|---|--|------------------------|
| 45 (25.1.4) | Montant des redressements au titre du travail dissimulé et des fraudes aux cotisations | Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Montant des redressements de cotisations résultant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit de situation de travail dissimulé ou de travail illégal constatée par les agents habilités en vertu du code du travail, quel que soit le corps de contrôle (contrôles effectués par la MSA seule, exploitation de PV issus de partenaires), - soit provenant d'une décision de justice dans le cadre de peines pénales complémentaires, - soit de situations ne relevant pas du travail dissimulé ou de travail illégal mais qualifiées de frauduleuses par le directeur de la caisse à l'issue du processus de qualification de la fraude, <p>l'ensemble concernant tant les employeurs que les non-salariés agricoles dans la limite de la prescription élargie applicable au cas de fraude et de travail illégal ou dissimulé.</p> <p>L'indicateur comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - redressements des cotisations légales et conventionnelles (le cas échéant) ; - redressements de cotisations au global (redressements positifs et négatifs) ; - redressements de cotisations portant sur l'assiette salaire des employeurs, les revenus professionnels, l'affiliation et le parcellaire. - les majorations liées au travail dissimulé | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Le calcul prend en compte les redressements des cotisations légales et des cotisations conventionnelles, ainsi que les redressements négatifs en valeur absolue. Montant des redressements au titre du travail illégal (hors travail dissimulé) Montant des annulations d'exonération | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Bilan d'activité - F220 | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|--|------------------------|
| 46 (25.1.5) | Nombre d'entreprises contrôlées ayant recours à des travailleurs détachés | Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Indicateur à créer.</p> <p>Fiche à rédiger</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| A définir | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|---|--|------------------------|
| 47 (26.1.1) | Montant de fraude détectée toutes branches prestations | Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Le montant des fraudes détectées toutes branches comprend le montant des préjudices constatés et évités en matière de prestations des domaines santé part obligatoire ou complémentaire pour les assurés (maladie, invalidité, AT/MP) professionnels et établissements de santé (hors T2A), famille et vieillesse, résultant de dossiers ayant été qualifiés de fraude, faute ou abus par le directeur à l'issue du processus de qualification de la fraude, ainsi que les préjudices détectés en matière de T2A, l'ensemble concernant tant les salariés que les non-salariés agricoles.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Montant total des préjudices constatés et évités pour les dossiers qualifiés de fraude, faute ou abus dans les branches santé, vieillesse et famille. | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Etat F220 - Bilan d'activité | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|--|--|------------------------|
| 48 (26.2.1) | Nombre de signalements transmis aux organismes partenaires dans le cadre du programme inter régimes piloté par la MSA | Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Le nombre de signalements transmis aux organismes partenaires dans le cadre du programme inter régimes piloté par la MSA.</p> <p>En 2015, la MSA a piloté une action inter régimes : consultation collective RNCPS avec pour objet de détecter les doubles affiliations avec les CAF pour la branche famille.</p> <p>Dans le cadre de la COG 2016-2020, la MSA est appelée chaque année à piloter une ou des actions inter régimes de ce type.</p> <p>L'indicateur permet de mesurer l'évolution du nombre de signalements transmis aux autres organismes suite à la mise en œuvre de ces actions dans le cadre des programmes inter régimes.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre de signalements transmis aux autres organismes | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Bilan d'activité | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| X | CCMSA | | |
| | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|--|--|------------------------|
| 49 (27.2.1) | Taux de recouvrement des indus frauduleux par année d'antériorité | Maîtrise des risques et lutte contre la fraude | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Indicateur à créer. Fiche à rédiger | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|----------------|--|----------------------------|------------------------|
| 50 (28.3.1) | Taux de mise en œuvre du programme national de mutualisation | Pilotage de la performance | Indicateur de pilotage |

Définition de l'indicateur

Le programme national de mutualisation doit faire l'objet d'un suivi, au regard des activités réellement mutualisées et des échéances de mise en œuvre positionnées. Pour assurer ce suivi, chaque caisse de MSA et la CCMSA (directions en charge d'une mutualisation nationale ou IR) doivent rendre compte annuellement de la mise en œuvre effective à l'échéance prévue de la mutualisation dont elle a convenu avec son binôme/trinôme.

La mise en œuvre effective suppose que :

- l'activité est prise en charge en totalité selon le schéma initialement prévu
- le déploiement du processus optimisé et standardisé est réalisé

LA CCMSA consolide annuellement le taux de déploiement global en rapportant le nombre de mutualisations de proximité, nationales et inter régime prévu par année au nombre de mutualisations de proximité, nationale et inter régime inscrite dans le programme national.

Une mutualisation décidée et non mise en œuvre à l'échéance initialement prévue pourra être reportée à une autre échéance identifiée (années suivantes) dans la période 2016/2020, avec une mise à jour du programme national. Cette nouvelle planification sera suivie dans le cadre du suivi annuel ultérieur du programme de déploiement.

| Formule | Date de mise à disposition |
|--|----------------------------|
| Nombre de mutualisations (proximité + nationales + inter régimes) mises en œuvre / nombre de mutualisations (proximité + nationales + inter régimes) prévues sur l'année | T1 N+1 |
| | Périodicité |
| | Annuelle |
| | Source |
| | Fichier Excel |

Structure(s) concernée(s)

| | |
|---|-------|
| | CCMSA |
| X | MSA |
| | CGSS |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|-------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| 51 (30.1.1) | Nombre de processus optimisés | Pilotage de la performance | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Rendre compte des activités majeures des métiers de la MSA porteurs de gains potentiels et conduire les organismes à un niveau de performance de gestion identique. Dénombrement des processus optimisés au national. | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre de processus optimisés | | T4 N | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| Fichier Excel | | | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|-----------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| 52 (30.1.2) | Pourcentage de processus déployés | Pilotage de la performance | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Apprécier le niveau de mise en œuvre de chaque processus optimisé et livré en caisse de MSA après un an de diffusion | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| [(somme nombre de caisses ayant déployé les processus livrés) / (35*nombre de processus livrés)]*100 | | T4 N | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Fichier Excel | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|--|-----------------------------------|------------------------|
| 53 (30.2.1) | Nombre de référentiels de performance par processus produits | Pilotage de la performance | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Indicateur à créer. Fiche à rédiger | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| A construire en 2016 | | T4 N | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Fichier Excel | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| X | CCMSA | | |
| | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|----------------|-----------------------|----------------------------|------------------------|
| 54 (30.3.1) | Ratio de productivité | Pilotage de la performance | Indicateur de pilotage |

Définition de l'indicateur

Périmètre :

--> UA : total UA hors UA liées aux activités mutualisées (invalidité, attributions CI, rentes AT...)

--> Effectifs en ETP : secteurs de "production" et "moyens", périmètre OA CM, CDI + CDDS (surcroît d'activité + contrats aidés)

Détail du périmètre des ETP :

- Législations : PM, PV, PF, COTAS, COTNS, AT-ATEXA, INVALIDITE (code DMA PINV inclus ; code DMA ACICINV exclus), PFS de chaque législation et PFS autres
- Recouvrement - Contentieux
- Contrôle
- Accueil physique
- CM Administratifs
- GDR Administratifs
- Ensemble des secteurs de moyens (hors MO et pivots informatiques)

| Formule | Date de mise à disposition |
|---|----------------------------|
| = (UA / Effectifs en ETP) / 100 Le résultat est exprimé en centaine d'UA par ETP | T1 N+1 |
| | Périodicité |
| | Annuelle |
| | Source |
| | Fichier Excel |

Structure(s) concernée(s)

| | |
|---|-------|
| | CCMSA |
| X | MSA |
| | CGSS |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|-----------------------------------|--|-----------------------------------|------------------------|
| 55 (34.2.1) | Montant des recettes issues des partenariats | Informatique | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Fiche en cours de rédaction | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| | | T4 N | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Fichier Excel | |
| | | | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| X | CCMSA | | |
| | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|----------------------|-------------------------------------|------------------------|
| 56 (38.1.1) | Ratio m2 SUN / agent | Immobilier et développement durable | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Rapport entre la surface SUN totale des bureaux des sièges sociaux et des sites de production et le nombre total d'agents correspondant.</p> <p>Ce ratio est calculé à partir du module RIOSS (logiciel RAPSODIE) pour les bureaux des sièges sociaux ou des sites de production et suivant les définitions de la SUN et d'agents retenues par l'inter-régime.</p> <p>Surface Utile Nette = surface effectivement réservée aux espaces de travail (surfaces de bureaux, salles de réunions et de formation, surfaces annexes)</p> <p>Nombre d'agents = effectifs présents rémunérés au 31/12 : Convention collective (CDD+CDI)</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Surface SUN (siège social et site de production) / nombre d'agent (organisme) | | T2 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | RIOSS | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| X | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|---|-------------------------------------|------------------------|
| 57 (38.2.1) | Nombre de sites mutualisés en inter régimes | Immobilier et développement durable | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Nombre d'organisme ou l'on héberge un organisme de sécurité sociale. | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre d'organismes avec OSS | | T2 N | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | RIOSS Implantation | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| X | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|--|-------------------------------------|------------------------|
| 58 (38.3.1) | Pourcentage de sites ERP aux normes (PMR) | Immobilier et développement durable | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Le libellé de l'indicateur à renseigner dans RIOSS s'intitule : accessibilité du lieu d'accueil physique aux personnes en situation de handicap.</p> <p>L'ensemble des sites classés ERP (Etablissement Recevant du Public) de la MSA sont doit être accessible à ces personnes.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre d'implantation accessible / nombre d'implantation ERP total | | T2 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | RIOSS | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|--|-----------------------------------|------------------------|
| 59 (44.1.2) | Taux d'absentéisme de moins de 8 jours | Ressources humaines | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Sont comptabilisés les jours d'absence maladie d'une durée inférieure à 8 jours sur l'année civile pour chaque salarié CDD ou CDI que l'on divise par le nombre de jours normalement travaillés dans la caisse * effectif moyen annuel payé CDD/CDI.</p> <p>Il s'agit de l'indicateur CIASSP qui est remonté chaque année par flux.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nb de jours d'absence maladie < à 8 jours / nbre de jours normalement travaillés. | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Flux CIASSP | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| X | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|---|-----------------------------------|------------------------|
| 60 (44.1.3) | Pourcentage de salariés bénéficiant du dispositif de télétravail | Ressources humaines | Indicateur de pilotage |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Il s'agit de mesurer le nombre de salariés bénéficiant du dispositif de télétravail du 1er janvier N -2 au 31 décembre de l'année N-1 | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre de salariés en télétravail | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | Manuelle | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| X | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|---|---|-----------------------------------|------------------------|
| 61 (44.2.1) | Nombre d'organismes qui atteignent le taux de 6% d'emploi de salariés handicapés | Ressources humaines | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| <p>Si l'organisme MSA concerné n'atteint pas le taux d'emploi de salariés handicapés de 6 % alors il doit s'acquitter de son obligation en versant une contribution financière au fonds d'insertion des personnes handicapées géré par l'Agefiph.</p> <p>Volontariste et citoyenne, la politique d'emploi portée par l'accord de branche MSA confirmé par la COG 2016-2020, stipule l'obligation d'atteindre le taux d'emploi minimum de 6 % par les mesures concrètes et non en s'exonérant par le versement d'une contribution.</p> <p>Afin de compléter l'information apportée par l'indicateur « taux national moyen d'emploi des salariés handicapés » ce second indicateur retenu s'attache à identifier le nombre d'organismes (MSA, CCMSA et centre informatique) qui ne pourraient pas remplir cet engagement.</p> | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| Nombre d'organisme sous le taux légal de 6% d'emploi de salariés handicapés (Extrait DOETH volet contribution) | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | DOETH | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

| N° | Libellé indicateur | Fiche thématique | Nature |
|--|--|-----------------------------------|------------------------|
| 62 (44.3.1) | Pourcentage du genre le moins représenté accédant aux postes d'agent de direction | Ressources humaines | Indicateur de résultat |
| Définition de l'indicateur | | | |
| Nombre de femmes embauchées dans l'année en tant qu'agent de direction (embauches venant de l'extérieur et promotions de cadres à AD), à l'exclusion des AD en situation de mutations inter-caisses / ensemble des embauches AD de l'année, exclusion faite des mutations inter-caisses. | | | |
| Formule | | Date de mise à disposition | |
| nombre d'embauches femmes AD / nombre d'embauches total AD | | T1 N+1 | |
| | | Périodicité | |
| | | Annuelle | |
| | | Source | |
| | | SIDRH | |
| Structure(s) concernée(s) | | | |
| X | CCMSA | | |
| X | MSA | | |
| | CGSS | | |

A

| | |
|----------------|---|
| AADPA | Aide à domicile aux personnes âgées |
| AAF | Activités autofinancées |
| ACI | Action de contrôle interne |
| ACOSS | Agence centrale des organismes de sécurité sociale |
| AFSA | Aide financière simplifiée agricole |
| AGEFIPH | Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées |
| ALD | Affection de longue durée |
| AMEXA | Assurance maladie des exploitants agricoles |
| ARDH | Aide au retour à domicile après hospitalisation |
| ARS | Agence régionale de santé |
| ASP | Autorité de la statistique publique |
| ASS | Action sanitaire et sociale |
| ASV | Adaptation de la société au vieillissement |
| AT | Accidents du travail |
| ATEXA | Accidents du travail et maladies professionnelles des exploitants agricoles |
| B | |
| BVM | Bordereau de versement mensuel |
| C | |
| CAF | Caisse d'allocations familiales |
| CCSF | Comité départemental des chefs de services financiers |
| CCSS | Commission des comptes de la sécurité sociale |
| CCMSA | Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole |
| CGSS | Caisse générale de sécurité sociale |
| CHSCT | Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail |
| CI | Contrôle interne |
| CIASSP | Commission interministérielle d'audit des salaires du secteur public |
| CITI | Centre d'exploitation de traitement informatique |
| CLEISS | Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale |
| CNAF | Caisse nationale d'allocations familiales |
| CNAM | Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés |
| CNAV | Caisse nationale d'assurance vieillesse |

| | | | |
|------------|----------------|--|--|
| C | CNIL | Commission nationale de l'informatique et libertés | |
| | CNITAAT | Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail | |
| | COG | Convention d'objectifs et de gestion | |
| | CPAM | Caisse primaire d'assurance maladie | |
| | CPG | Contrat pluriannuel de gestion | |
| | CPHSCT | Commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail | |
| | CPS | Caisse de prévoyance sociale | |
| | CPNEFP | Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle | |
| | CQP | Certificat de qualification professionnelle | |
| | CQPI | Certificat de qualification professionnelle inter-branches | |
| | CRA | Commission de recours amiable | |
| D | DAT | Déclaration d'accident du travail | |
| | DJR | Documentation juridique de référence | |
| | DPAE | Déclaration préalable à l'embauche | |
| | DPB | Direction du pilotage et des budgets | |
| | DRP | Déclaration des revenus professionnels | |
| | DSN | Déclaration sociale nominative | |
| | DSS | Direction de la sécurité sociale | |
| | DTS | Déclaration trimestrielle des salaires | |
| | E | EIR | Entretien information retraite |
| | | EIRR | Échanges inter-régimes de retraites |
| | | EN3S | École nationale supérieure de sécurité sociale |
| ERP | | Établissement recevant du public | |
| ETP | | Éducation thérapeutique du patient | |
| ETP | | Équivalent temps plein | |
| F | FNASS | Fonds national d'action sanitaire et sociale | |
| | FNEIPSA | Fonds national de prévention, d'éducation et d'information sanitaire des professions agricoles | |
| | FNEMSA | Fédération nationale des employeurs de la Mutualité sociale agricole | |
| | FNGA | Fonds national de gestion administrative | |

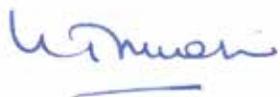
| | | | |
|--------------|---------------|---|---------------------------------------|
| F | FNPR | Fonds national de prévention | |
| | FSE | Feuilles de soins électroniques | |
| | FSP | Feuilles de soins papier | |
| G | GDR | Gestion du risque | |
| | GEIDE | Gestion électronique d'informations et de documents pour l'entreprise | |
| | GES | Gaz à effet de serre | |
| | GIPA | Garantie contre les impayés de pension alimentaire | |
| | GPCD | Gestion pour compte de... (tiers) | |
| | GPEC | Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences | |
| | GVT | Glissement vieillissement technicité | |
| H | HAS | Haute autorité de santé | |
| I | IJ | Indemnités journalières | |
| | IHEPS | Institut des hautes études de protection sociale | |
| | INVS | Institut de veille sanitaire | |
| | IR | Interrégime | |
| L | LCF | Lutte contre la fraude | |
| | LURA | Liquidation unique des régimes alignés | |
| M | MARPA | Maison d'accueil et de résidence pour l'autonomie | |
| | MCV | Maladie cardio-vasculaire | |
| | MP | Maladie professionnelle | |
| | MPOC | Management par les processus orientés clients | |
| | MSA | Mutualité sociale agricole | |
| | MSAP | Maison de services aux publics | |
| | MSP | Maison de santé pluridisciplinaire | |
| | N | NIA | Numéro d'identification d'attente |
| | | NIR | Numéro d'identification interrégime |
| | O | OCEAN | Outil comptabilité et achats national |
| ONDAM | | Objectif national des dépenses d'assurance maladie | |
| P | PCAC | Plan de contrôle de l'agent comptable | |
| | PERL'S | Plan d'écoresponsabilité local et social | |
| | PF | Prestations familiales | |

| | | | |
|---------------|---------------|---|--|
| P | PMR | Personne à mobilité réduite | |
| | PNI | Plan national immobilier | |
| | PRECI | Pôles régionaux d'expertise et de compétences immobilières | |
| | PRP | Prévention des risques professionnels | |
| | PSST | Plan de santé-sécurité au travail | |
| R | PUMa | Protection universelle maladie | |
| | RAR | Restes à recouvrer | |
| | RCT | Recours contre tiers | |
| | RH | Ressources humaines | |
| | RIOSS | Répertoire immobilier des organismes de sécurité sociale | |
| | RMPP | Rémunération moyenne des personnels en place | |
| | RNCPS | Répertoire national commun de la protection sociale | |
| | RSA | Revenu de solidarité active | |
| | RSE | Responsabilité sociale des employeurs | |
| | RSI | Régime sociale des indépendants | |
| | S | SDIE | Schéma directeur immobilier des entreprises |
| | | SDSSI | Schéma directeur du système d'information des organismes de sécurité sociale |
| | | SI | Système d'information |
| SNGI | | Système national de gestion des identités | |
| SOPHIA | | Service d'accompagnement de l'assurance maladie pour les malades chroniques | |
| SPSI | | Schéma pluriannuel de stratégie immobilière | |
| SST | | Santé-sécurité au travail | |
| STSP | | Service territorial de santé au public | |
| SUN | | Surface utile nette | |
| T | | TASS | Tribunal des affaires de sécurité sociale |
| | TBB | Tableau de bord budgétaire | |
| | TCI | Tribunal du contentieux de l'incapacité | |
| | TdB | Tableau de bord | |
| | TESA | Titre emploi simplifié agricole | |
| U | UCANSS | Union des caisses nationales de sécurité sociale | |
| | UNCAM | Union nationale des caisses d'assurance maladie | |

Signatures

Fait à Paris, le 06 septembre 2016, en 6 exemplaires,

Le Ministre
des Affaires sociales et de la Santé



Mme Marisol TOURAINE

Le Ministre
de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire
et de la Forêt, Porte-parole du Gouvernement



M. Stéphane LE FOLL

Le Secrétaire d'État
auprès du Ministre des Finances et des Comptes
publics, chargé au Budget



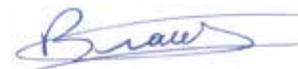
M. Christian ECKERT

Le Président
du Conseil Central de la Mutualité Sociale Agricole



M. Pascal CORMERY

Le Directeur Général
de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole



M. Michel BRAULT